

M. Baker, les Douze et Israël

LES États-Unis sont-ils en train d'augmenter leurs pressions - même si elles restent discrètes - sur Israël pour convaincre le premier ministre Itzhak Shamir de ne pas voter ce qu'on considère à Washington comme une « chance unique » de faire progresser enfin un processus de paix régional ? Alors que les plus hauts responsables américains ne cherchent plus à cacher leurs craintes quelques heures avant que M. James Baker, le secrétaire d'État américain, n'entreprenne, jeudi 18 avril, sa troisième visite en quelques semaines à Jérusalem.

Il est vrai que l'axe luxembourgeois effectué mercredi soir par M. Baker n'était pas fait pour calmer les responsables les plus extrémistes du Likoud, qui, tels M. Ariel Sharon, le ministre du logement et de la construction, ne cachent pas leur volonté de saboter tous les efforts de paix qui impliqueraient - fût-ce à terme - la restitution de la plus grande partie des territoires occupés à l'issue de la guerre de 1967. Le secrétaire d'État a pourtant été prudent, évitant toute promesse explicite aux ministres des affaires étrangères de la CEE.

Il n'en a pas moins affirmé qu'il allait « dire au gouvernement israélien que l'Europe peut contribuer à faire avancer le processus de paix et devrait être impliquée ». La déclaration sera considérée comme sacrilège à Jérusalem, où M. Shamir et les siens ont tout fait pour tenir à l'écart du processus de paix la CEE, « coupable » d'être majoritairement favorable à une reconnaissance internationale sous l'égide des Nations unies à laquelle participerait l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de M. Yasser Arafat.

C'est même pourquoi le premier ministre avait fini par se rallier à l'idée d'une conférence régionale, présidée par les États-Unis et l'URSS et qui servirait de « parapluie » à des négociations israélo-arabes, étant entendu que l'OLP et la CEE en seraient exclues. Le projet a fait grincer bien des dents en Europe. Reste maintenant à savoir si M. Baker va proposer à ses interlocuteurs israéliens une troisième co-présidence, européenne. Le secrétaire d'État ne s'y est pas formellement engagé mercredi à Luxembourg.

PEUT-ÊTRE cherche-t-il seulement, par ses bonnes manières à l'égard des Européens, à se doter d'un nouveau moyen de pression sur Jérusalem. Car M. Baker n'est pas au bout de ses peines pour mener à bien son projet de conférence régionale. Comment convaincre Israël de ne pas poser en préalable l'interdiction de tout État palestinien et de ne pas écarter tout interlocuteur palestinien crédible sous prétexte qu'il est proche de l'OLP ? Comment décider la Syrie à y participer tant qu'elle accablait ses projets de peuplement, non seulement de la Cisjordanie mais aussi des hauteurs du Golan ?

Ce ne sont que quelques questions. Comme M. Bush, M. Baker sait qu'il n'a pas l'éternité devant lui pour traiter au mieux un dossier essentiel pour l'établissement d'un nouvel ordre régional. Cela est d'autant plus vrai que les hésitations des États-Unis dans la crise kurde n'ont pas augmenté leur crédibilité dans la région.

Lire page 4 l'article de JEAN DE LA GUÉRIÈRE

N0147 - 0419 0 - 6.00 F



En dépit des protestations de Bagdad

Des Américains ont pénétré en Irak pour venir en aide aux Kurdes

Washington a annoncé, mercredi 17 avril, que des soldats américains avaient déjà pénétré en territoire irakien, non loin de la frontière turque, pour localiser les sites où pourraient être installés les camps d'accueil destinés aux réfugiés kurdes. Auparavant, des hélicoptères français avaient commencé des travaux de repérage. De 5 000 à 10 000 militaires américains devraient participer à la mise en place

des cinq ou six campements prévus. Au total, la Grande-Bretagne envisage d'envoyer sur le terrain 1 500 à 2 000 hommes et la France un millier - 110 d'entre eux, du génie et du corps de santé de l'armée, se tenant, jeudi, prêts à partir. Le gouvernement de Bagdad a vivement dénoncé l'opération des alliés, mais vient de conclure un accord pour la création de centres d'accueil organisés par l'ONU.

Retour au Directoire ?

par André Fontaine

Dans un récent entretien au *Monde*, Roland Dumas a eu pour vision de la politique étrangère gaullienne à une « série d'illusions » (1). Le propos est un peu surprenant, dans la mesure où le « rang » que François Mitterrand se montre si déterminé, depuis plusieurs années, à voir tenir par notre pays provient tout droit de la mythologie du général. Dans la mesure, aussi, où il ne cesse d'affirmer sa volonté de conserver la force de dissuasion, et refuse obstinément de diminuer en quoi que ce soit, malgré l'ampleur des réductions d'armements stratégiques opérées, par Washington, et par Moscou, sa puissance de feu. Dans

la mesure, encore, où le fameux slogan de « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural » a cessé d'être une chimère pour devenir une nécessité : le président de la République n'a pas été le dernier à la reconnaître en réclamant de longue date que l'on « sorte de Yalta ».

Faut-il rappeler que l'homme du 18 juin n'avait jamais voulu entrainer la division de l'Allemagne ? Qu'il s'était toujours opposé à la reconnaissance d'une RDA dans laquelle il ne voyait, et la suite des événements lui a donné raison, qu'un produit de l'occupation soviétique ?

Même jeu pour la CEE. Malgré la référence occasionnelle du chef de l'État à sa « finalité fédérale », elle paraît vouée selon toute vraisemblance à demeurer longtemps

encore plus proche de « l'Europe des patries », chère au général, que des États-Unis d'Europe, pour lesquels militait, avec Jean Monnet, nombre de personnalités de la droite, du centre et de la SFIO. Il n'y a pas que cela. La présence à Paris d'un Boris Eltsine, président de la Russie et challenger de plus en plus déclaré d'un Gorbatchev en perte de vitesse montre que nous avions tort de sourire en entendant de Gaulle s'obstiner à dire « russe », plutôt que « soviétique ».

Ne voit-on pas d'ailleurs partout les nations prendre leur revanche, comme il l'avait mille fois annoncé, sur des idéologies dont le caractère factice était à ses yeux avéré ?

Lire la suite page 4

(1) *Le Monde* du 12 mars.

Faute d'accord sur le sort des Kouriles

M. Gorbatchev prolonge ses négociations à Tokyo

Les adieux officiels du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev à l'empereur Akihito du Japon, prévus jeudi 18 avril, ont été reportés à vendredi, a annoncé le palais impérial. Au troisième jour de sa visite d'État, M. Gorbatchev n'avait toujours pas répondu aux attentes de ses hôtes, qui espèrent obtenir des concessions sur le contentieux territorial des îles méridionales des Kouriles. L'ajournement de son départ pour la Corée du Sud est lié aux difficultés apparues au cours des négociations avec le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu.

Trois séries d'entretiens bilatéraux étaient prévues au programme de cette visite, la première d'un chef d'État soviétique au Japon. Mais l'ordre du jour a été bouleversé afin d'essayer de trouver un terrain d'entente sur l'épineux dossier des Kouriles, qui empoisonne les relations nippon-soviétiques.

Deux séances de négociations supplémentaires ont donc eu lieu jeudi à Tokyo, mais on ignorait en fin de matinée si elles allaient déboucher sur la publication d'un communiqué commun ou de documents séparés. Les quatre îles controversées, occupées depuis 1945 par l'armée rouge, sont revendiquées par le Japon.

A Tokyo, le gouvernement espérait que M. Gorbatchev accepterait un compromis sur la

base d'un accord partiel datant de 1956 et lui restituant deux de ces îles. Mais apparemment, le président soviétique se refusait à des concessions de cette ampleur, en raison notamment de l'opposition des militaires et des responsables de la Fédération de Russie, dont dépend l'archipel.

Lors d'un entretien avec M. Jacques Chirac, jeudi à Paris, M. Boris Eltsine, président russe, a d'ailleurs rappelé son « opposition minie » à tout accord que M. Gorbatchev pourrait conclure à ce sujet avec les Japonais.

Lire page 5

l'article de PHILIPPE FONS

Lire également page 33,

dans le supplément « Affaires », « Les rêves de Khabarovsk », reportage sur la capitale de l'Extrême-Orient soviétique.

La douloureuse transition roumaine

M. Mitterrand est le premier dirigeant occidental à se rendre à Bucarest

BUCAREST

de notre correspondant

Ainsi que M. Mitterrand était attendu à Bucarest jeudi après-midi, 18 avril, l'atmosphère générale reste toujours, ici, à la déception. Car, aujourd'hui, en Roumanie, sauf pour quelques intellectuels, quelques jeunes qui ont risqué leur vie en décembre 1989 pour renverser Nicolae Ceausescu, ou quelques anciens des geôles communistes, la question fondamentale n'est pas de savoir si une révolution a bien eu lieu ou si le pouvoir a fait venir à Bucarest en juin dernier des milliers de mineurs pour réprimer brutalement les occupants de la place de l'Université.

Non, pour l'immense majorité des Roumains, la question était, et reste, de savoir si, après une journée de travail qu'ils souhai-

tent moins longue et mieux payée qu'avant, ils auront de la lumière et du chauffage chez eux et non plus l'obscurité et les 16 degrés de rigueur sous l'ancien régime, un bon film à la télévision à la place des deux heures de faits et gestes d'Elena et Nicolae Ceausescu et quelque chose de mangé dans leur réfrigérateur au lieu du salami au soja du « programme d'alimentation scientifique ».

À défaut d'avoir répondu aux premières questions qui intéressent assez peu de monde, le pouvoir a - jusqu'à présent - assez bien répondu aux secondes en augmentant les salaires et en réduisant le temps de travail, tout en important largement des biens de consommation, de « Dallas » au poulet congelé.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Lire la suite page 6



LIVRES • IDÉES

Subversion de La Fontaine

Une nouvelle édition dans « La Pléiade » : une nouvelle preuve du souverain pouvoir des Fables

- Régis Debray saisi par McLuhan. ■ Le billard de Daniel Bougnoux
- Dossier : brève histoire de la philosophie au Chili ■ Lettres italiennes : le vide devant soi ; les harmonies du désir et de l'attente
- Écrits intimes : une catholique éduquée à mort ; sous le drapeau des mots
- Le feuilleton de Michel Braudeau : « Le bénéfice des écrivains »
- Histoire littéraire, par François Bati : « Le mystère Bary »
- D'autres mondes, par Nicole Zand : « Un carrefour des langues »

pages 17 à 26

AFFAIRES

La qualité japonaise, la fin d'un mythe

Le « made in Japan » n'est plus synonyme de qualité, même si son image reste encore très positive en Occident.

- Les Pays-Bas déclarent la guerre à l'automobile ■ Des planeurs à voile qui dopent le marché ■ Les électriciens français organisent leur recherche

pages 31 à 33

B O Y D

William Boyd

BRAZZAVILLE

PLAGE

roman

Seuil

120 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 35 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Andorre-Monaco, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 35 p. ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KSE ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

سكنى في الامم

DÉBATS

Défense

Entre l'OTAN et l'Europe des chimères

par François Fillon

DEPUIS la libération du Koweït, on ne compte plus en France les voix qui s'élèvent pour clamer l'impérieuse nécessité de doter la construction européenne d'une véritable capacité de défense. Forts du constat de l'absence d'une politique commune efficace dans la guerre du Golfe comme dans la crise qui l'a précédée, on s'ingénie à réfléchir *in abstracto* aux voies et moyens de cette chimérique Europe de la défense. Sans prendre conscience du désert dans lequel on pêche, tant nos partenaires et alliés ont tiré de l'événement du Golfe des conclusions différentes des nôtres.

Ayons le courage de voir les choses telles qu'elles sont. Pour nos amis européens, la contre-performance communautaire a démontré le caractère illusoire d'une union politique qui serait dotée à court terme de compétences réelles en matière de défense et qui permettrait aux Douze d'équilibrer le poids des États-Unis dans le nouvel ordre international. Seuls les Français croient réellement aujourd'hui à la pertinence d'une défense de l'Europe par les Européens. Ni les Anglais, ni les Allemands, ni les Hollandais, ni les Belges, ne sont prêts à générer le processus en cours d'adaptation de l'OTAN comme principale structure apte à jouer en Europe un rôle militaire face aux instabilités nouvelles. D'ailleurs, les Italiens et les Espagnols attendent de voir, par ailleurs, aux yeux de nos alliés, la France, au-delà du discours, n'apparaître pas réellement décidée à rompre avec la spécificité de sa politique de défense.

Personne ne souhaite au fond voir l'OTAN dépassée et doublée par une nouvelle structure. Les Français eux-mêmes, et surtout les plus affirmés d'entre nous dans leur profession de foi européenne, le souhaitent réellement.

En réalité, trois obstacles majeurs barrent la voie d'une Europe de la

défense. L'incertitude complète dans laquelle nous nous trouvons quant à l'avenir de l'Union soviétique constitue une première difficulté. Si la diminution de la menace que faisait naguère peser l'armée rouge s'avère suffisante pour ôter aux Européens le principal facteur susceptible de galvaniser leurs efforts, l'instabilité de la transition interne dans laquelle s'est engagée l'URSS interdit en revanche une remise en cause de l'OTAN comme facteur de stabilisation sur le continent. Ensuite, l'Allemagne ne pourra éviter, pour une période prolongée, de privilégier la difficile tâche intérieure de mise à niveau de l'ex-RDA au détriment, non pas tant de la poursuite de l'intégration à Douze, mais bien d'une intensification rapide des compétences de la future union politique en matière de défense. Les États-Unis, enfin, forts de leur victoire face à l'Irak et de leur statut de seule superpuissance, ont intérêt à exploiter la situation afin qu'une OTAN réformée demeure la seule structure de défense crédible à l'avenir, au détriment de toute organisation ouest-européenne réellement compétente sur le plan de la sécurité et de la défense.

Trois obstacles à surmonter

La réforme de l'OTAN, par la force des choses, est en marche, prenant la forme d'une illusoïre «européanisation» de la structure militaire intégrée. Les plans actuels, très élaborés, prévoient, pour 1995, une réduction progressive de la présence américaine sur le Continent à moins de 100 000 hommes, destinés à être intégrés au sein de corps multinationaux stationnés en Allemagne et dans lesquels les forces européennes seraient majoritaires. L'essentiel de la charge de défense serait ainsi supportée par les membres

européens de l'Allemagne, le commandement suprême continuant de revenir aux États-Unis. On envisage même la création d'une force de réaction rapide de défense exclusivement composée d'unités européennes. L'idée est de mettre en place une composante «européenne» de l'OTAN qui pourrait éventuellement être assignée à l'UEO en cas de crise, dans l'hypothèse où les Européens parviendraient à décider une intervention conjointe hors d'Europe. Bien entendu, cela permettrait à l'UEO de faire l'économie d'une organisation et de moyens militaires crédibles dès le temps de paix.

Dans ces conditions, on comprend aisément que nos alliés européens n'aient ni la volonté politique, ni les moyens militaires et financiers de créer *ex nihilo* un système de défense au sein de l'UEO qui serait en parfaite redondance avec ce qui existe déjà : l'OTAN. Tous manifestent leur volonté de travailler à partir des structures en place en faisant cette défense «européenne» à l'intérieur de l'OTAN, avec les Américains et non en concurrence avec eux, c'est-à-dire dans un cadre atlantique au détriment d'une Europe réellement autonome. Soyons clairs : on déplaçait à nos européens les plus convulsus, la France doit dorénavant faire face à un contexte stratégique où l'OTAN, sans doute reconstruite, sera en Europe la seule structure de défense viable à l'horizon prévisible.

Une initiative française rivalisant avec le processus en cours d'«européanisation» de l'OTAN — en proposant par exemple la création d'une FAI européenne dans le cadre de l'UEO — aurait donc toutes les chances de ne pas aboutir. Nous devons avoir le courage de comprendre que poser aujourd'hui la question de l'avenir de la défense de l'Europe et du rôle que notre pays devra y jouer impose d'aborder en toute lucidité le problème de nos relations avec l'OTAN. Depuis notre retrait des commandements intégrés décidés en 1966 par le général de Gaulle, la position de la France demeure à cet égard inchangée.

Retour à l'esprit de 1949

Malgré l'urgence de la situation, le président de la République semble avoir choisi une politique de temporisation ambiguë. Nous ne participons qu'indirectement à l'exercice d'«européanisation» de l'OTAN et pas la moindre proposition française de refonte de l'Alliance n'a été avancée par le gouvernement qui poursuit — sans doute sans illusion — la chimère d'une Europe de la défense dans le cadre de la future union des Douze. Cet attentisme risque de nous placer, sous peu et sans que

l'opinion n'en soit réellement informée, devant un choix impossible entre deux options aussi dommageables l'une que l'autre, tant pour notre politique de défense que pour l'avenir de la construction européenne. Soit procéder à la «normalisation» des rapports France-OTAN — euphémisme pour notre réintégration par la petite porte — qui nous permettrait certes de participer pleinement à l'«européanisation» de l'Alliance, mais au prix de l'abandon de notre ambition d'une Europe pluri-centrique autonome, alliée aux États-Unis. Soit opter pour la continuation *status quo* actuel, ce qui nous priverait de toute influence significative sur la réforme de l'OTAN au profit des Britanniques et des Allemands, au risque de nous isoler progressivement dans une Europe atlantique, faite d'un projet réellement européen susceptible d'équilibrer le tout en notre faveur.

Sortir de cette impasse suppose une politique volontaire dans la transformation en cours du système européen. Sans abandonner la poursuite de la construction communautaire, la France aurait intérêt à placer ses alliés au pied du mur en proposant une véritable européanisation de l'Alliance atlantique, en concurrence avec l'actuel projet de simple repliement de l'OTAN sous leadership stratégique américain. Le plan mis en avant poserait clairement les conditions dans lesquelles nous serions prêts à participer pleinement à l'esprit du traité de 1949, prééminence des organes de décision politiques sur la structure militaire, européanisation de tous les commandements, y compris le poste suprême, adoption d'une stratégie nucléaire clairement dissuasive rejetant tout concept de bataille, même conventionnelle, enfin coopération et interopérabilité des forces plutôt que leur fusion.

Dans l'hypothèse où nos partenaires refuseraient de s'engager dans cette voie, au moins la situation serait-elle clarifiée. Nous serions alors à même d'en prendre acte, de refuser en toute quiétude de nous rapprocher d'une OTAN encore trop américaine et travailler pas à pas à la construction européenne. Mais qu'on cesse de feindre de croire en France aux possibilités de créer avant longtemps une structure de défense parallèle à l'OTAN. Que nos partenaires européens cessent de nous faire croire qu'il est possible d'avancer rapidement dans ce sens quand dans la réalité des faits, ils continuent à se remettre aux États-Unis. Qu'on cesse de jouer sur deux tableaux : l'un chimérique, l'autre infantilisant.

► François Fillon est député RPR de la Sarthe.

Irak

Les mains blanches

par Max Gallo

ASSEZ d'hypocrisies ! Le dégoût monte aux lèvres quand, sur les images tragiques du peuple kurde une nouvelle fois assassiné, sur ces corps d'enfants martyrisés, la voix mielleuse des pleureuses s'épouille.

Mais vite le ton change. Il suffit de quelques pains jetés à des affamés qui se battent entre eux (honte pour nous de laisser des hommes en être réduits à cela !) de deux ou trois corolles blanches de parades pour que l'on se félicite. Nous avons inventé le droit d'ingérence, nous avons proposé... nous avons mis en œuvre, nous... nous. Nous sommes exemplaires. Hier, nous étions les vainqueurs de l'opération «Tempête du désert». Nous avions pour la première fois gagné une guerre depuis 1945. Avant-hier, nous étions les inégaux inventeurs de solutions diplomatiques — les meilleures, il va de soi — pour l'après-guerre.

Assez d'hypocrisies et de rodemontades ! L'après-guerre est tragique. Un crime se commet contre un peuple. Nous connaissons l'assassin, Saddam Hussein. Et nous laissons faire depuis près de deux mois. Voilà le constat. L'aide humanitaire est indispensable. Certes, il faut l'eugénisme. Sûrement, établir des zones de protection, installer des camps. Bien sûr. Mais le crime demeure. Et nous pouvons allumer tous les contre-feux idéologiques, dénoncer le tiers-mondisme, l'anti-américanisme, invoquer, avec des mines savantes et gourmandes de préceptes ridicules, la complexité de la «nouvelle donne» internationale, nous sommes, mais oui, les complices de l'assassin.

Car, en choisissant de résoudre par la guerre la crise ouverte par Saddam Hussein et son inabordable agression contre le Koweït, nous aurions dû savoir — et nous savons bien — que, dans le contexte régional, nous ne pouvions aboutir qu'à des massacres multiples.

Aller jusqu'à Bagdad, détruire toute l'armée irakienne, bénéficier d'un coup d'État militaire qui aurait chassé Saddam Hussein, n'y aurait rien changé. Avec l'aide de qui, en effet, pourrions-nous établir un Irak démocratique et pluraliste ? Avec les Turcs, qui refusent aux Kurdes leur autonomie et les persécutent ? Avec les Iraniens chiites ? Avec les Syriens, qui vivent sous le régime oppresseur

de Hafez El Assad ? Avec l'émir Jabr, qui, dans l'obscurité des caves du Koweït libéré, exécute les étrangers (Palestiniens, Jordaniens, etc.) et aussi ses opposants ? Avec le si démocrate souverain d'Arabie saoudite ? Dont on connaît le respect pour les droits de l'homme et de la femme ?

L'anniversaire d'Epinay

Dès lors qu'on choisissait la guerre comme thérapeutique «chirurgicale», sans aborder l'ensemble des problèmes régionaux ni évoquer la question de la démocratie, qu'on se s'étoonne pas que le sang jaillisse partout : celui des 150 000 victimes irakiennes — oubliées, — celui des Kurdes aujourd'hui, des chiites, des Palestiniens. Pauvres peuples jetés dans la fournaise ! Abandonnés. Et tout cela couvert du noble manteau d'un nouvel ordre mondial. Comme si, en répondant par des moyens barbares — la guerre — à la barbarie de Saddam Hussein, on pouvait faire naître autre chose qu'un après-guerre barbare !

La guerre, disions-nous, aggraverait tous les problèmes de la région. Les faits sont là. Et les habiles idéologues n'y changeraient rien !

Heureusement, ils peuvent tirer sur nos responsabilités majeures — car nous aurions dû savoir, nous ne sommes pas des «barbares» mais des démocrates civilisés — o'est-ce pas, et même dit-on des socialistes — le grand beau rideau de l'aide humanitaire. Ouf ! Nous sommes bien les meilleurs. Si généreux. Si inventifs. Innocents. Mains blanches.

Nos chefs d'État peuvent ainsi continuer de jouer au golf, en surveillant du coin de l'œil la courbe des sondages. Cependant que les socialistes français s'apprennent à célébrer comme il se doit le vingtième anniversaire du congrès d'Epinay et le dixième anniversaire du temps où ils affirmaient vouloir «changer de vie». Et même le monde. Voir Cancun (discours).

► Max Gallo est écrivain.

BIBLIOGRAPHIE

Portrait de quatre défricheurs

LA PASSION DE LA TERRE de Roger Cans, first, 230 p., 98 F.

Notre collaborateur Roger Cans vient de publier un livre sur quatre grands spécialistes de l'environnement. Nous avons demandé à M. Christian Brodhag, porte-parole des Verts, de rendre compte de cet ouvrage.

Roger Cans nous livre quatre portraits d'exception, quatre destins brossés avec toutes leurs espérances, leurs hésitations, c'est-à-dire leur humanité. Comment en effet ne pas être fasciné par Alain Bombard, Jacques-Yves Cousteau, Haroun Tazieff et Paul-Emile Victor ? Si l'auteur les a soigneusement rangés par ordre alphabétique sur la couverture de son livre, c'est sans doute pour ne pas froisser les susceptibilités de ces fortes personnalités, dont pourtant les destins s'entrecroisent tout au long des chapitres.

Ces quatre aventuriers, présentés tantôt comme des sortes de mousquetaires, tantôt comme des personnages de bande dessinée, entretiennent des rapports ambigus tant avec la science qu'avec les écologistes.

Pour la science, ces Pic de La Mirandole, égarés au vingtième siècle, redonnent un semblant d'unité médiatique à une connaissance scientifique aujourd'hui déclinée en tant de disciplines apparemment aussi incapables de dialoguer entre elles que de communiquer avec le grand public. A l'heure où donner le savoir pèse par le donner à voir, Roger Cans nous montre les limites de l'exercice, les hésitations, voire les erreurs qui ont parsemé leurs parcours.

Cousteau encourage l'immersion de boues rouges par Pachinay en ignorant leur impact sur le poisson, ce qui pèse peu de poids par rapport à l'ensemble de son action de protection de la mer. Une expérience menée au large d'Etel par Bombard fera neuf morts, mais tant de vies ont été sauvées par

les expériences du naufragé volontaire, Paul-Emile Victor milite pour l'Antarctique, mais aussi pour une piste même si elle «gène quelques manchots».

Tazieff aborde les problèmes scientifiques avec son expérience vécue et son «doigt mouillé». Il ne peut donc que s'opposer aux hypothèses de l'effet de serre, qui s'appuient sur les boîtes noires des modèles informatiques, sur de nombreuses expériences, des mesures sophistiquées. C'est en relisant son itinéraire, minutieusement relaté par Roger Cans, que l'on comprend mieux sa délectation à s'opposer à l'ensemble de la communauté scientifique, sur l'effet de serre, la couverture «à» ozons ou le pyralène.

Mélanger le sport et la science, l'exploration et la technique, leur apparaît comme un jeu. Il est normal qu'il s'arrête aux frontières où le monde de la science devient un travail obscur, répétitif et bageux. Le saltimbanque est plus éducatif que le travailleur, mais la geste légère de l'artiste matérialise un long travail, celui d'une vie, et quelle vie pour ces quatre-là !

Mais comme tous les défricheurs, ils ouvrent, dans un monde vierge, des sentiers qui se transforment rapidement en grandes voies d'exploitation ouvertes à l'armée des commerçants. Bien que cela les égale, les militants écologistes, si mauvais communicateurs, ou «Ushualta», émission si peu écologiste mais sponsorisée par Rhône-Poulenc, tous sont leurs enfants.

C'est le mérite du journaliste du Monde chargé de l'environnement, donc le mieux placé pour connaître parfaitement leur milieu, de nous faire vivre ces itinéraires hors du commun, qui égarant, certes, mais nous ont tant fait rêver.

CHRISTIAN BRODHAG

Le premier bilan complet de la vie politique en France



Avec, en complément, le tour d'horizon des ouvrages politiques récents grâce à une trentaine de fiches de lecture, et le rappel des dates marquantes dans la chronologie politique de l'année 1990.

HACHETTE - 256 pages, broché - 99 F

Les institutions (exécutif, législatif, Conseil constitutionnel, justice, collectivités locales...), les partis (UDF, RPR, PS, PC, Front National, Verts, groupes d'intérêt...), les grands débats politiques (fonction et financement des partis, recomposition de l'opposition, immigration et intégration, répercussions de la guerre du Golfe sur la politique intérieure...).

COURRIER

Evangéliste et évangélique

Suite à la publication dans le Monde des 10, 11 et 12 avril d'articles consacrés à la vague «évangéliste» en Amérique latine, je me permets d'attirer votre attention sur la confusion entre les termes «évangéliste» et «évangélique».

Le mot «évangéliste» est habituellement réservé aux auteurs des quatre Évangiles : Matthieu, Marc, Luc et Jean — et, dans le protestantisme, aux personnes exerçant le ministère de la prédication de l'Évangile. Il est donc erroné de parler de «l'heure évangéliste» ; il conviendrait plutôt de dire «l'heure des évangélistes».

L'adjectif (ou substantif selon le cas) «évangélique» est généralement utilisé pour désigner des Églises et diverses dénominations protestantes. Mais ce terme est

aussi appliqué, en particulier en Amérique latine, à une nébuleuse appelée communément — et souvent fausement — «sectes». Il faut en effet distinguer, d'une part, les groupes religieux authentiquement «évangéliques», comme par exemple les «Assemblées de Dieu» et certaines expressions du pentecôtisme, véhicules d'une évangélisation des milieux populaires pauvres ; et, d'autre part, des groupes religieux ou para-religieux qui sont, dès dans les vingt ou trente dernières années et qui touchent plutôt les classes aisées.

C'est cette dernière catégorie qui, en Amérique latine, encourt généralement les reproches des milieux politiques ou chrétiens, sensibles aux valeurs de justice sociale et de promotion des classes défavorisées.

CHARLES ANTOINE Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Pappet, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fernandez, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10

ÉTRANGER

Après la décision de la Maison Blanche d'établir des camps au Kurdistan

Des soldats américains ont pénétré en Irak pour préparer l'installation de zones de protection

Des soldats américains ont déjà pénétré, mercredi 17 avril, dans le nord de l'Irak pour préparer l'installation de zones de protection temporaires destinées aux réfugiés kurdes, dont la création a été décidée par Washington, Paris et Londres. Une initiative que le régime irakien a dénoncée comme étant une ingérence flagrante alors qu'il venait d'accepter l'installation de centres d'accueil de l'ONU (le Monde du 18 avril).

L'opération américano-franco-britannique, a fait valoir le président George Bush, est uniquement motivée par des soucis humanitaires. L'objectif est de permettre aux réfugiés irakiens de rejoindre dans les vallées, où les secours internationaux leur parviendront plus facilement. « Des groupes terrestres ont commencé aujourd'hui à entrer dans le nord de l'Irak pour étudier les sites qui conviennent le mieux à ces centres de réfugiés », a indiqué mercredi le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams. De cinq mille à dix mille soldats américains devraient mettre en place les cinq ou six campements prévus dans une zone située au nord du 36° parallèle. De leur côté, la Grande-Bretagne enverra mille cinq cents à deux mille militaires, et la France un millier d'hommes. Cent quatre-vingts Français, dont cent dix militaires, doivent pénétrer le nord de l'Irak dans les prochains jours.

Selon le numéro deux du Foreign Office, M. Douglas Hogg, les alliés mettront environ deux mois à installer ces camps avant qu'une force des Nations unies ne prenne leur relève. La couverture aérienne des contingents des trois pays déployés sur le sol irakien sera assurée par les États-Unis.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a déclaré n'avoir pas d'objection à cette initiative, étant donné la situation des

réfugiés irakiens. « Nous étudions la situation avec beaucoup d'attention, de façon à respecter la souveraineté de l'Irak, mais nous espérons que les autorités irakiennes vont comprendre que l'objectif est tout simplement humanitaire », a-t-il dit à Paris, à l'issue d'une entrevue avec le M. François Mitterrand.

Mais la nouvelle, accueillie favorablement par le Front du Kurdistan irakien (qui regroupe les mouvements kurdes), a pris de court la délégation des Nations unies actuellement en Irak pour examiner le sort des réfugiés. Bagdad venait d'accepter la création, sous l'égide de l'ONU, de « centres humanitaires » dans le Nord kurde et le Sud chiite, a déclaré à

Bagdad le chef de la délégation, le Belge Eric Suy. Toutefois, la signature d'un accord avec l'ONU sur l'installation de ces « centres » est intervenue jeudi, en dépit de l'opposition irakienne à l'initiative américano-franco-britannique. Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, n'a pas moins dénoncé l'entrée de forces américaines au Kurdistan estimant que « l'interférence des grandes puissances dans cette affaire a compliqué la situation ».

Les 110 militaires français prêts au départ disposeront tout au plus de « quelques moyens d'urgence », a-t-on appris de source irakienne. Ils seront accompagnés de quelque soixante-dix médecins, chirurgiens,

pédiatres et hommes de la sécurité civile. La logistique sera prioritaire dans le cadre de leur mission, afin de surmonter les immenses difficultés d'accès aux régions montagneuses concernées. Le cas échéant, des hélicoptères seront utilisés pour faciliter les secours. De source officielle à Paris, on indique que des soldats français participent depuis plusieurs jours déjà, à bord d'hélicoptères notamment, à des opérations de repérage, destinées à localiser les sites les plus favorables à l'implantation de camps de refuge pour les réfugiés. Depuis le 8 avril, des avions Transall ont par ailleurs effectué une quarantaine de sorties, larguant 180 tonnes de vivres et couvertures.

L'exode des Kurdes vers l'Iran se ralentit

Pour la première fois depuis le début de l'exode des Kurdes d'Irak vers les pays voisins, le flot des réfugiés arrivant en Iran a commencé à baisser à l'un des principaux points de passage entre les deux pays. Au total, ils étaient, mercredi 17 avril, 901 120 à avoir déjà trouvé refuge en Iran, selon les autorités de Téhéran.

Le nombre d'Irakiens se présentant chaque jour à la ville frontalière iranienne de Sardacht est passé de quelque 20 000 à la fin de la semaine dernière à 6 000 ou 7 000 seulement lundi. Des responsables de Médecins Sans Frontières installés depuis une semaine dans cette ville, qui rapportent ces chiffres, ont confirmé mardi avoir eux aussi constaté une baisse sensible de l'afflux des réfugiés.

Cette baisse, qui a permis de stabiliser à quatre-vingt mille le nombre de réfugiés installés dans la ville, selon les autorités, ne semble pas concerner tous les points de passage empruntés par les Kurdes irakiens pour se rendre en Iran. Dimanche, les arrivées se poursuivaient au rythme de vingt mille par jour à Piranshahr, à une soixantaine de kilomètres plus au nord, selon un décompte effectué par Médecins du monde.

Le nombre des réfugiés massés en territoire irakien, sur la ligne menant à Piranshahr, en attendant de pouvoir traverser la frontière, semblait, la semaine dernière, beaucoup plus important qu'à la frontière près de Sardacht, selon les journalistes qui avaient pu visiter les deux sites. Cette diminution

des arrivées à Sardacht pourrait s'expliquer à la fois par un ralentissement de l'exode et par l'installation de derniers arrivants dans des camps que les autorités irakiennes sont en train de mettre en place à proximité immédiate de la frontière. Une équipe de MSF, présente depuis le début de la semaine dans l'un de ces camps, près du village de Bétouche, a indiqué que plusieurs dizaines au moins de réfugiés étaient venus mardi grossir le nombre des quelque 5 000 à 6 000 personnes qui s'y trouvent déjà.

Par ailleurs, M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de l'association Franco-Libertés, a fait savoir qu'elle se rendra à la fin de la semaine à la frontière irako-iranienne pour assister à l'arrivée d'un convoi de secours. — (AFP)

Soulagement d'Ankara scepticisme des réfugiés

ISTANBUL

de notre correspondant

Les autorités turques ont accueilli avec soulagement la décision du président Bush d'établir des camps dans le nord de l'Irak pour les réfugiés actuellement massés à la frontière turco-irakienne. « Très positif », a affirmé mercredi 17 avril M. Murat Sungar, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. On rappelle à Ankara que l'idée avait été suggérée par le président Ozal dès le début de l'exode des Kurdes irakiens, mais qu'il a fallu deux semaines pour convaincre l'administration américaine de la gravité de la situation.

Le gouvernement turc craignait que l'arrivée des réfugiés n'attise les braises du nationalisme au sein de la minorité kurde de Turquie, qui compte 12 millions de représentants. Cette crainte était particulièrement évidente aux alentours du camp d'Isikveren, situé au cœur de la zone d'activité du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'armée turque avait parfois de la peine à faire la différence entre les réfugiés et les indépendantistes du PKK que les militaires sont habitués à combattre. « Ces gens sont tous des terroristes », affirmait un jeune soldat en ajoutant : « N'ont-ils pas soutenu les rebelles, Talabani et Barzani (dirigeants de l'opposition kurde en Irak) ? »

Surprise des organismes humanitaires

Les autorités turques s'opposaient à la communauté internationale assure la sécurité des réfugiés pour qu'ils puissent rentrer chez eux, mais elles ne voulaient pas pour autant qu'un Kurdistan soit établi de facto en Irak, sous la forme d'une région placée sous la protection des alliés et des Nations

unies. Le plan dévoilé par M. Bush semble éviter cette embûche, puisque les alliés assureront uniquement la sécurité des camps et non pas du nord de l'Irak tout entier.

Inquiet du poids financier de l'aide apportée aux réfugiés et critiqué par les organisations humanitaires pour son refus de les admettre à l'intérieur du pays, le gouvernement turc ne peut qu'être soulagé.

Sur le terrain, le projet de M. Bush a été accueilli avec scepticisme par certaines organisations humanitaires, y compris par les représentants des Nations unies, qui ont admis avoir été surpris. D'une part, le délai de dix à quinze jours pour les préparatifs dont parlent les responsables américains semble très court pour établir cinq à six camps gigantesques pouvant contenir le demi-million de réfugiés actuellement en Turquie. D'autre part, personne ne semble savoir précisément où seront placés les camps et qui en assurera le fonctionnement à long terme.

Les autorités américaines insistent sur l'aspect temporaire de l'opération militaire allié en Irak. C'est bien là ce qui inquiète de nombreux réfugiés, qui n'accroient pas beaucoup de crédibilité aux promesses américaines. Il est donc probable que certains réfugiés kurdes seront difficiles à convaincre de retourner en Irak.

De nombreux détails restent à régler, notamment le rôle des Nations unies. Mais pour les autorités turques, ces questions n'ont que peu d'importance : la communauté internationale a répondu à leurs appels à l'aide, elle a clairement indiqué qu'elle avait l'intention d'assumer la responsabilité de la population kurde irakienne, et les réfugiés devraient quitter la Turquie sous peu.

NICOLE POPE

Selon deux de ses confrères, libérés à Bagdad

Un journaliste allemand a été assassiné par des soldats irakiens

Un journaliste allemand de vingt-sept ans, Gad Gross, travaillant pour le magazine américain Newsweek, a été tué le 29 mars par des soldats irakiens au Kurdistan lors de la répression de l'insurrection kurde. C'est ce qu'ont rapporté, mercredi 17 avril, deux de ses confrères faits prisonniers à Kirkouk et libérés le 15 avril par les autorités irakiennes.

Alain Bui, un photographe français de l'agence Gamma-Liaison, et Frank Smyth, un Américain travaillant pour CBS, ont indiqué que Gad Gross avait été exécuté lorsque les troupes de Bagdad ont attaqué Kirkouk pour la reprendre aux rebelles kurdes. « Gad a été découvert dans une maison de Kirkouk en compagnie de Bakhtiar, un rebelle kurde, le 29 mars au matin. Peu après, les deux hommes ont été abattus par les soldats irakiens », a déclaré Frank Smyth, qui, avec Alain Bui, avait été arrêté peu après cet assassinat. Lors d'une conférence de presse à leur arrivée en Jordanie, ils ont dit n'avoir pas « vu » la scène, mais l'avoir « entendue » depuis leur cachette, à une trentaine de mètres de là. « Avant d'être capturés, nous avons entendu Gad crier et, cinq secondes plus tard, nous avons entendu plusieurs coups de feu », a déclaré Alain Bui.

Les deux journalistes ont indiqué avoir vu un soldat s'écarter avec le sac de photographie de Gad Gross. Quelques heures plus tard, ils ont vu sa carte d'identité souillée de sang au centre d'interrogatoire où ils ont été conduits. « Les soldats irakiens nous ont dit qu'il avait un revolver et s'était tué », a déclaré Frank Smyth, en assurant que Gad Gross n'était pas armé. Les trois journalistes étaient entrés en Irak, via la Turquie, le 20 mars pour couvrir l'insurrection kurde. — (Reuters)

o L'Institut kurde de Paris assure un service d'information par Minitel. — L'Institut kurde de Paris assure, à partir de mercredi 17 avril, un service Minitel (36 15 SOS Kurdes) destiné à donner toute information sur l'aide française, publique et privée, en faveur des Kurdes d'Irak.

LE LIVRE DE RÉFÉRENCE

Pierre Favier, Michel Martin-Roland
LA DÉCENNIE MITTERRAND



Un ouvrage de référence, de nature à ravir les historiens. Un exposé clair, précis, pour tout dire irréfutable de ce morceau d'histoire de France.

Jean-Marie Colombant / Le Monde

Le premier ouvrage de référence sur la Présidence depuis 1981. Avec une impression sur les archives protégées. Les 588 pages de ce livre seront vite écartonnées à force d'être consultées.

Christine Fauvet-Mycia / Libération

Voilà enfin la somme du "décennat" qui va faire date.

Christian Sauvage / Le Journal du Dimanche

Un ouvrage de référence sur dix ans passés à l'Élysée. Si le travail est sérieux et crédible, il n'est pas pour autant austère. Les anecdotes y ont leur place, souvent désopilantes.

Nicole Kern / Le Figaro

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Roman. Tome 1 : Les ruptures. 140 F. Tome 2 : Les réconciliations (à paraître)

Editions du Seuil

La Croix-Rouge déplore les obstacles opposés par la Turquie

GENEVE

de notre correspondant

La Turquie ne souhaite guère permettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de porter secours aux réfugiés kurdes. C'est ce qu'a déploré M. Cornelio Sommaruga, président du CICR, mardi 16 avril, en précisant que les démarches continueraient auprès des autorités d'Ankara. Le CICR a cependant eu l'autorisation d'avoir des entrepôts sans témoins avec mille huit cents « internés militaires » (en d'autres termes des déseigneurs) irakiens en Turquie et de leur porter assistance.

Empêché d'accomplir sa mission en faveur des Kurdes en Turquie même, le CICR concentre ses efforts, comme nous l'a déclaré M. Sommaruga, pour aider matériellement, dans la mesure du possible, les files de réfugiés qui, dans le nord de l'Irak, se dirigent vers la frontière turque. Outre les risques de représailles, les Kurdes affrontent une situation sanitaire particulièrement dramatique. Le taux de mortalité infantile ne cesse d'augmenter en raison d'épidémies diarrhéiques — on n'hésite pas au CICR, comme à l'OMS, à parler de choléra — qui sévissent dans le Sud et risquent d'envahir le reste du pays.

Le CICR maintient en Irak et des deux côtés de la frontière avec l'Iran cent cinquante délégués et des spécialistes qui ont pour première tâche de procéder à la purification et au transport de l'eau, afin d'éviter que la situation ne se transforme en catastrophe de longue durée. Des médecins et d'autres délégués ont la charge de nourrir, vêtir et protéger contre les intempéries quelque deux cent mille réfugiés. Le CICR, en collaboration avec le Croissant-Rouge iranien, fournit à ces derniers trente tonnes de nourriture par jour, ainsi que des médicaments, du matériel sanitaire, des couvertures et des tentes. Une grande partie des secours qu'il dispense dans la région provient de sociétés nationales européennes de la Croix-Rouge, auxquelles est venue s'ajouter une importante contribution israélienne.

ISABELLE VICHNIAC

سكزنا من الاجل

DIPLOMATIE

Le voyage du chef de l'Etat soviétique au Japon

M. Gorbatchev n'a pas fait les concessions territoriales espérées par Tokyo

La visite de M. Gorbatchev au Japon restera dans l'histoire comme l'un des événements dont les résultats ne sont guère à la hauteur des attentes qu'ils ont suscitées. Visite historique assurément - dont le porteur symbolique de réconciliation a été soulagée de part et d'autre, - elle ne paraît cependant guère de nature à faire progresser de manière aussi spectaculaire qu'on le pensait les relations entre les deux pays.

TOKYO

de notre correspondant

Pierre d'achoppement des relations nippo-soviétiques, le contentieux territorial n'a pas fait l'objet du compromis attendu, qui aurait pu donner un coup de fouet aux échanges entre les deux pays et ouvrir la voie à un nouvel ordre économique et stratégique en Asie du Nord-Est.

Les seules concessions faites par les Soviétiques consistent à : premièrement, reconnaître officiellement qu'il existe un problème territorial, et proposer que l'instance qui en traite soit élevée, du niveau des

vice-ministres des affaires étrangères (comme c'est le cas depuis 1988), à celui des chefs de la diplomatie de chaque pays; deuxièmement, proposer une délimitation des quatre îles.

Laborieuses négociations

Pour leur part, les Japonais ont accepté que le règlement du contentieux territorial ne soit plus la condition d'un « élargissement » des relations nippo-soviétiques, revenant par conséquent sur le principe de non-séparation de l'économie et du politique qui avait été jusqu'à présent l'axe de leur politique.

De laborieuses négociations de dernière heure, jeudi 18 avril, en vue de la réduction du communiqué commun ont dû être prolongées et elles ont conduit à l'annulation d'une partie de l'emploi du temps de M. Gorbatchev. C'est à l'annulation, au cours d'une cinquième session de pourparlers non prévus au programme, que le communiqué commun devait être signé, si, du moins, les deux parties ne se résolvait à diffuser deux communiqués distincts.

Après avoir étudié les difficultés au cours des quatre séries d'entretiens précédents, les deux parties se trou-

vaient au pied du mur et clairement sur des positions divergentes : le Japon demandait la reprise des négociations sur la base du communiqué commun de 1956, stipulant que l'URSS était disposée à restituer les deux îles de Sikotan et Habomai. Jusqu'au dernier moment, M. Gorbatchev s'est refusé catégoriquement à ce qu'une référence soit faite à ce texte, minimum qu'attendaient les Japonais.

Difficultés intérieures de l'URSS

D'autant plus sensible sans doute qu'on avait l'impression au Japon que M. Gorbatchev arrivait avec une sorte de joker en poche pour sortir les relations nippo-soviétiques de l'impasse, l'intransigeance dont il a fait preuve a surpris et irrité les Japonais. M. Gorbatchev ne voulait pas aller au-delà de ce qu'il avait déclaré la veille devant la Diète : « Nous essayerons d'aller de l'avant pour régler les derniers problèmes laissés par la guerre y compris la difficile question de la démarcation des territoires ».

Cette fermeté semble avoir été essentiellement due à des considérations de politique intérieure soviétique. Le chef du Kremlin a d'ailleurs fait allusion à plusieurs reprises aux

difficultés intérieures en URSS lorsque ses interlocuteurs japonais abordaient la question territoriale. A la Diète, s'écartant de son texte, il a rappelé, après avoir évoqué « l'existence d'une nouvelle réalité créée par l'installation de colonies soviétiques sur les îles », qu'il devait tenir compte des souhaits de ses concitoyens : « Nous avons aussi une opinion publique », a-t-il déclaré.

La nervosité du porte-parole soviétique, accusant la presse japonaise de prendre ses désirs pour des réalités, et le départ soudain du gouverneur de Sakhaline, M. Fedorov, sur une laconique déclaration selon laquelle la délégation soviétique ne tenait pas compte des intérêts de la population des Kouriles et de Sakhaline témoignent d'une certaine tension dans les rangs soviétiques.

Le retrait des troupes stationnées sur les îles revendiquées par les Japonais, évoqué par M. Gorbatchev, ne semble pas avoir balayé les réticences des Japonais (qui suivent en cela Washington) face à la proposition soviétique de mettre en place un système de sécurité collective en Asie. A leurs yeux ce projet est prématuré et ne tient pas suffisamment compte de la complexité de la situation régionale.

PHILIPPE PONS

La fin du séjour de M^{me} Chamorro à Washington

M. Bush souligne la nécessité de « sacrifices » pour redresser l'économie du Nicaragua

La présidente du Nicaragua, M^{me} Violeta Chamorro, a été reçue mercredi 17 avril à la Maison Blanche, où le président George Bush a fait l'éloge de la démocratisation nicaraguayenne tout en soulignant la nécessité de « sacrifices » pour un succès économique. Alors que M^{me} Chamorro avait demandé mardi dans un discours au Congrès un engagement américain pour une aide financière à son pays pendant dix ans, M. Bush n'a annoncé aucune nouvelle aide américaine autre que celle de 200 millions de dollars qu'il a déjà demandée pour l'année fiscale 1992. « Nous vous offrons notre respect, notre admiration et notre amitié », s'est contenté de déclarer le président amé-

ricain. M. Bush n'a cependant pas mentionné les quelques antécédents dans les relations entre les deux pays, comme par exemple le maintien au poste de ministre de la défense de M. Humberto Ortega, frère de l'ancien président sandiniste Daniel Ortega, et les récents meurtres de contras ayant déposé leurs armes, dont sont soupçonnés des sandinistes. Soulignant enfin qu'il « n'était pas facile » de réformer le système économique nicaraguayen après dix ans de sandinisme, le président américain a conclu en déclarant « les sacrifices à court terme sont vitales pour réaliser une croissance et un développement à long terme. » (AFP)

Si Simeon II de Bulgarie veut jouer un rôle. - Parrainé par Sir Jack Stewart-Clark (conservateur britannique), Simeon II de Bulgarie a tenté, mercredi 17 avril, de faire son entrée politique sur la scène européenne. Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée dans les locaux du Parlement de la CEE à Strasbourg, cet homme d'affaires a joué la modestie : « J'ai longtemps gardé un profil bas mais aujourd'hui je crois que je peux être utile à mon pays. » Cet exilé de la dynastie de Saxe-Cobourg, parti en 1946, à l'âge de neuf ans, en Egypte, puis en Espagne - estime qu'il peut « jouer un rôle dans une Bulgarie démocratique ». - (Corresp.)

MM. Abraham Serfaty et Francisco Valencia. Prix 1991 de la Liberté d'écriture. - Parrainé par MM. Arthur Miller et Mario Vargas Llosa, le prix 1991 de la Liberté d'écriture, créé en 1960, par Pen American Center pour venir en aide aux écrivains et aux journalistes, victimes de censure, d'emprisonnement ou de tortures à cause de leurs écrits, vient d'être attribué à MM. Abraham Serfaty, incarcéré depuis plus de quinze ans au Maroc, et Francisco Valencia, directeur du quotidien salvadorien indotendur *Diario Latino*, connu pour ses prises de position en faveur de la démocratie en Amérique centrale. - (Corresp.)

Se rendant comme prévu en Libye et en Egypte

M. Dumas reporte ses visites en Algérie et en Tunisie

M. Roland Dumas a reporté les visites qu'il devait faire, à partir du 21 avril, en Algérie et en Tunisie mais il se rendra, comme prévu, lundi 22 et mardi 23 avril, en Libye et en Egypte. Cette tournée, en quatre étapes devait prolonger le récent déplacement du chef de la diplomatie française au Maroc et en Mauritanie. « Simple question de calendrier, assure-t-on au Quai d'Orsay. Aucun programme n'a dû être démenti, mais aucun n'a été, précisément, arrêté. »

Compte tenu de ses engagements, le ministre ne pourra, cependant, pas compléter son périple méditerranéen avant la deuxième semaine de mai.

L'idée première de M. Dumas, qui avait insisté sur le souci de Paris de renouer, au plus vite, les liens avec ses partenaires d'outre-Méditerranée, quelque peu distendus par la guerre du Golfe, était de visiter, au cours d'une seule tournée, les cinq capitales de l'Union du Maghreb arabe (UMA). En définitive, pour des raisons qui ne se réduisent pas à de simples questions de calendrier, le ministre devra s'y prendre au moins en trois fois pour arriver à ses fins.

L'Algérie semble être pour partie responsable de ces contretemps. A-t-elle refusé de figurer au programme d'une tournée qui aurait en le Maroc pour première étape? A-t-elle fait valoir que les rapports spéciaux et agités qu'elle entretient avec l'ac-

cienne métropole méritaient qu'elle soit traitée à part et avec plus d'égards? A moins qu'elle n'ait manifesté aucun empressement à recevoir un émissaire français. De passage à Paris, au lendemain de la guerre du Golfe, M. Ahmed Ghazali, chef de la diplomatie algérienne, s'était abstenu de rencontrer M. Dumas, qui souhaitait s'entretenir avec lui.

L'annulation d'une rencontre, à Tunis, avec M. Yasser Arafat, qui avait été fixée au lundi 21 avril à midi et précédée, la semaine dernière, par un entretien entre le chef de l'OLP et le directeur du Département Proche-Orient-Magreb au Quai d'Orsay, pourrait expliquer aussi le report du voyage de M. Dumas. C'est été une « première » depuis la décision de la CEE de geler ses contacts avec la centrale palestinienne en raison de ses prises de position pro-irakiennes. Le ministre a-t-il jugé plus sage de différer ce projet et ce d'autant plus que, renseignements pris, l'on ne pouvait en attendre rien de très positif?

Quoi qu'il en soit, la Tunisie fait les frais de ces complications diplomatiques alors qu'elle appelait de ses vœux une visite de M. Dumas. Elle est conduite à constater avec amertume que l'OLP lui fait de l'ombre et que l'un simple déplacement à Tunis pour y rencontrer les autorités locales ne suffit pas à remplir l'emploi du temps du chef de la diplomatie française.

J. de B.

L'accroissement des pouvoirs du Parlement européen

La Commission et l'Assemblée critiquent les propositions du Luxembourg

STRASBOURG
Communautés européennes

de notre correspondant

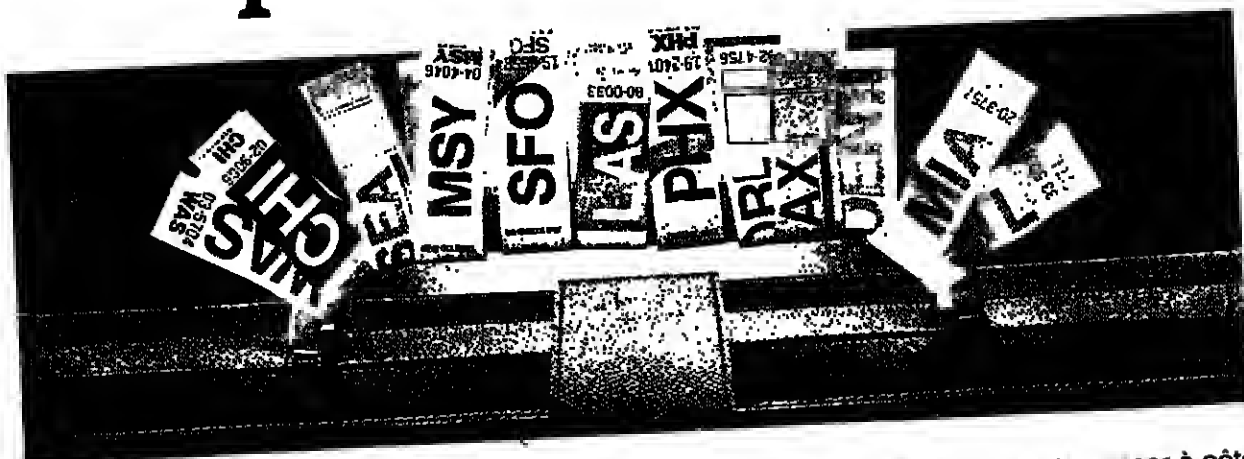
Le Parlement européen a débattu, mercredi 17 avril, du projet de la présidence luxembourgeoise de la CEE sur l'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée. Ce projet a soulevé de vives critiques, tant de M. Jacques Delors que des parlementaires, mais pas pour les mêmes raisons. Une résolution devait être votée, jeudi 18 avril, dans laquelle les députés menaient de regrettés les résultats des deux conférences intergouvernementales ouvertes par les Douze sur l'union politique et monétaire.

Le débat tourne autour des compétences du Parlement en matière législative. L'idée luxembourgeoise est de l'associer plus étroitement au Conseil des ministres dans le processus d'adoption des directives communautaires. Mais, outre le fait que le champ d'application de cette « codécision », tel qu'il est envisagé par les Luxembourgais, est des plus limités, aucune piste de sortie n'est prévue en cas de désaccord entre le conseil des

ministres et l'Assemblée. Cette dernière souhaite obtenir plus qu'un « pouvoir négatif », sans toutefois préciser le mécanisme qu'elle souhaite. En réalité, fort de l'appui de l'Italie et de l'Allemagne (le *Monde* du 17 avril), nombre de députés nourrissent l'espoir d'un renversement de la situation actuelle. Les procédures de l'Acte unique donnent aujourd'hui le dernier mot au conseil des ministres en cas de conflit avec le Parlement. La Commission de Bruxelles joue alors un rôle très important de conciliation. Or, la proposition du Luxembourg amoindrirait de manière considérable le poids de l'exécutif communautaire dans sa fonction de médiateur. M. Jacques Delors est donc monté au créneau. « Affaiblir la Commission, a-t-il estimé, est une solution insatisfaisante qui ne concilie pas démocratisation et efficacité. » « Si cette dérive devait continuer, je vous demanderais pourquoi avoir accepté un système de décision communautaire dans des palabres sans fin navraient dans des palabres sans fin entre le conseil et le Parlement? Il n'est pas trop tard pour y réfléchir. »

MARCEL SCOTTO

Côte Ouest, Côte Est. L'Amérique pour 1095 F.



Si vous pensez que l'Amérique se limite à New York, vous prenez le risque de passer à côté de toutes ses autres merveilles. Découvrez-les avec le Twairpass de TWA. C'est le moment d'en profiter. Le Twairpass vous ouvre le réseau intérieur TWA pour seulement 365 F. par vol et vous offre le choix parmi une centaine de destinations. Alors, si vous pensez, en plus, aux tarifs très avantageux que TWA pratique en ce moment au-dessus de l'Atlantique, c'est vraiment maintenant qu'il faut découvrir l'Amérique! Appelez tout de suite votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11. Réservez vite votre super Twairpass. Vous partirez à ces conditions si vous achetez vos billets avant le 15 mai 1991.

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Validité 7 jours min., 30 jours max. 3 coupons min., 5 coupons max. Le 1^{er} vol doit être effectué au plus tard le 30 juin 1991. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente, de transport et sujets à approbation gouvernementale.

سكوتيا الرحال

EUROPE

URSS : table ronde contre traité d'union

Les grandes manœuvres politiques se préparent

Désertise par ses dirigeants, partis du Japon, en France ou à Londres, l'Union soviétique se prépare, dans la confusion, à de grandes manœuvres politiques, sur fond de grèves, persistantes chez les mineurs et sporadiques dans de nombreux autres secteurs. Mercredi 16 avril, la tension s'était focalisée en Ukraine, où le président Gamsakhouria s'était décrié la « désobéissance civile ».

MOSCOU

de notre envoyé spécial

La capitale de l'Ukraine, Kiev, a connu mardi une journée de « grève générale de solidarité ». Les mineurs de la République cantonnent, comme ailleurs, à réclamer la démission de M. Gorbatchev. Le mouvement fut loin d'être « général », mais comme l'appel émanait de la fois des comités de grève et des groupes indépendants radicaux, les autorités s'étaient fortement inquiétées : des forces anti-émeutes protégeaient le Parlement, qui reprenait ce jour-là ses travaux. Les arrêts de travail dans les transports et dans une poignée d'entreprises ainsi que les manifestations aux abords du centre-ville ont eu cependant leurs effets : le Parlement, dominé par des communistes, néanmoins favorables à la souveraineté de l'Ukraine, a créé une commission pour négocier avec les prévises et charger le gouvernement local de dresser la liste des décrets et lois soviétiques contraires à celle de l'Ukraine. Les députés ont ainsi annulé le dernier décret en date de M. Gorbatchev sur les approvisionnements industriels. Pour l'Ukraine, cela revient à refuser une des composantes du « plan anti-crise » du président soviétique, à savoir le respect de la répartition centralisée des marchandises pour l'année en cours et la suite.

Dans les régions touchées par les grèves et souvent dans celles menacées de l'être - en fait, pratiquement sur tout le territoire - les autorités locales, qu'elles soient communistes ou réformatrices, ont fait des concessions à la population. Elles ont souvent supprimé l'impôt de 5 % à la vente - introduit le 1^{er} janvier et appelé communément l'« impôt du président » - annulé certaines hausses de prix ou adopté des programmes sociaux particuliers. Ce qui n'empêchait pas le premier ministre, M. Valentin Pavlov, d'exposer

à Londres son programme de sortie de crise « anti-inflationniste » et de remettre le pays au travail, « sans user de la force, bien sûr », pour redresser l'économie d'ici à 1993. Les détails du plan exposé dans ses grandes lignes le semaine dernière par M. Gorbatchev restent pour le moment confidentiels et seront discutés, la semaine prochaine, par le Parlement soviétique. L'examen se déroulera-t-il à huis clos ?

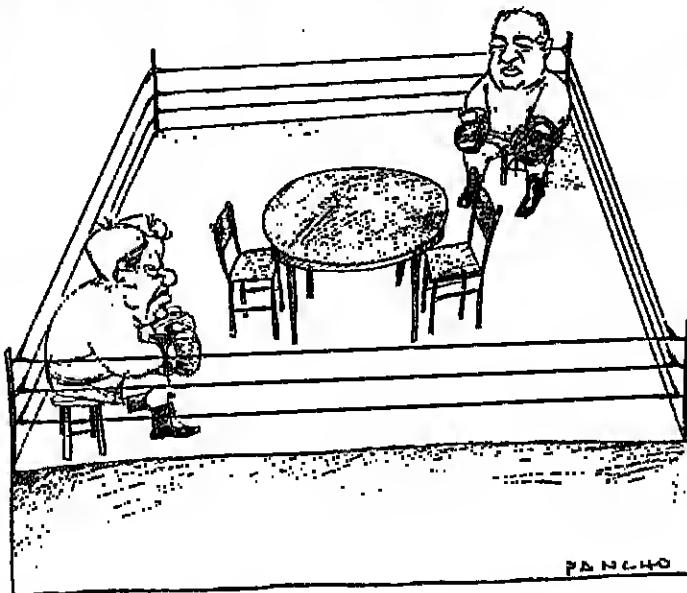
Cette pratique se développe au Soviet suprême. N'est-ce pas hors de la présence des journalistes que celui-ci a débattu, lundi et mardi, non pas de secrets d'Etat, mais des mouvements de grève ? Les députés étaient en fait appelés à modifier la loi déjà votée sur « les conflits du travail » pour en accentuer les aspects répressifs (peine de prison pour les « instigateurs » de

riennes du Kouchass et de Vorkouta - qui se réunissent jeudi. Son premier point à l'ordre du jour est la loi sur l'élection présidentielle russe, prévue le 12 juin et qui devrait consacrer à la fin le triomphe de M. Boris Eltsine et la perte de pouvoirs de M. Gorbatchev.

Nouveau virage de M. Gorbatchev ?

Reconnu comme intermédiaire obligé entre les prévises et le président soviétique, M. Eltsine aura ainsi d'autant plus de raisons d'appeler à la tenue de sa table ronde, où il se voit assis à côté des grévistes face à MM. Gorbatchev et Pavlov pour débattre un mécanisme de transfert de pouvoirs.

M. Gorbatchev, qui doit affronter une nouvelle fois les commu-



grève, concept qui doit être « expliqué » à la Cour suprême. Le huis clos a surtout servi à écher l'impulsion du Parlement, qui a fini par approuver « en principe » une interdiction des grèves politiques, reportant son adoption définitive au prochain débat. Le Parlement soviétique s'est, en outre, déchargé du problème des mineurs sur les Parlements des Républiques, appelés à désigner des représentants à une commission inter-parlementaire qui doit discuter avec les grévistes.

L'Ukraine ayant déjà créé une telle commission et le Kazakhstan ayant réussi à amadouer les mineurs dès le mois dernier, cet appel s'adresse donc au Parlement de Russie - avec ses mines situées

conservateurs au plénum du 24 avril, n'a encore rien coocédé, même s'il a laissé dire qu'il ne refusait pas l'idée de cette table ronde. Avant de partir pour le Japon, il a certes annoncé qu'il entendait « coopérer avec le Russe » mais il a aussi accusé M. Eltsine de dire une chose et son contraire dans la même journée. M. Gorbatchev a réaffirmé que sa priorité restait le traité d'union, qu'il veut faire signer en avril et ratifier en mai.

« Table ronde » contre « traité d'union » : le marché est posté et la lutte sera rude. En attendant, la presse réformatrice cherche, et trouve, des signes annonciateurs d'un nouveau virage de M. Gorbatchev vers le camp des démocrates.

Fin de la visite du président russe à Paris

M. Boris Eltsine a été reçu à l'Elysée

M. Mitterrand a finalement eu recours à M. Boris Eltsine, le président de la fédération russe, aux mêmes subtilités que le président George Bush : soucieux de ne pas fruster M. Gorbatchev, celui-ci avait fait recevoir en 1989 M. Boris Eltsine à la Maison Blanche par son conseiller à la sécurité nationale, Brent Scowcroft, et s'était simplement « joint » à l'entretien. Mercredi soir 17 avril, au terme d'une visite de trois jours en France riche en rebondissement, plénitudes et annulations, M. Eltsine a enfin été reçu à l'Elysée, officiellement par le secrétaire général, M. Jean-Louis Bianco, auquel M. Mitterrand s'est joint à la fin de l'entretien, selon le président.

Le rival de M. Gorbatchev a donc pu annoncer qu'il s'était entretenu des « perspectives de l'entree de la Russie dans l'Europe » avec le chef de l'Etat français, et

conclure dignement une visite très mal commencée à Strasbourg. La journée de mercredi a eu aussi son lot de péripéties, avec l'annulation intempestive de la visite prévue à Grenoble, où tout était pourtant prêt pour le recevoir, depuis le gazon tondus de frais jusqu'aux petits fours... et un Alain Carignon, en président du conseil général de l'Isère, indigné de tant de désinvolture.

Mais le reste des rencontres parisiennes de M. Eltsine s'est déroulé normalement : devant le maire de Paris, il a dressé « un tableau pessimiste de la situation politique et économique de l'URSS et de la Russie », selon M. Chirac, et fait part de « son opposition totale à tout accord » qui pourrait conclure M. Gorbatchev sur les îles Kouriles en faveur des Japonais.

La commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat a également entendu M. Eltsine pendant plus d'une heure, après quoi M. Jean Lecanuet, président de la commission, a souligné que le dirigeant russe, « homme d'Etat compétent et maître de lui », avait été reçu « dans un climat de courtoisie et d'ouverture ». Il a, en revanche, estimé « scandaleux et honteux » l'accueil du président de la fédération de Russie par le groupe socialiste du Parlement européen de Strasbourg.

Il ne restait plus à M. Eltsine qu'à déclarer, au cours d'une conférence de presse, que ses « objectifs étaient atteints », puis qu'il consistaient « essentiellement à tisser des liens politiques », à présenter ses « excuses » au maire de Grenoble, et à se dire, somme toute, « satisfait » de sa visite privée et parlementaire en France.

blicaine irlandaise (IRA), en est exclu en raison de ses positions en faveur de la lutte armée. - (AFP.)

o YUGOSLAVIE : fin de la grève en Serbie. - Le Parlement de Serbie a approuvé, mercredi 17 avril, la quasi-unanimité les mesures présentées par le gouvernement, visant à satisfaire les revendications des grévistes de la métallurgie et du textile (le Monde du 17 avril). Les quelque 700 000 salariés qui s'étaient mis en grève générale, mardi 16 avril, ont décidé de reprendre le travail. Le gouvernement serbe a garanti le versement régulier des salaires minimum et s'est engagé à baisser les impôts et à adopter d'ici la fin avril une loi sur la protection sociale. - (Corresp.)

M. Erich Honecker est en situation irrégulière à Moscou

M. Erich Honecker, l'ancien numéro un est-allemand, n'a pas déposé de demande de permis de résidence à Moscou et s'y trouve donc en situation irrégulière, a fait savoir mercredi 17 avril le chef du service de presse de la municipalité réformatrice de Moscou, M. Mikhail Karпов.

Sans la fausse promesse, indispensable pour résider à Moscou, M. Honecker n'a donc droit ni au logement ni au bénéfice des services sociaux, selon M. Karпов. Gravement malade, M. Honecker avait été secrètement transféré par les Soviétiques de Berlin à Moscou le 13 mars, alors qu'il se trouvait en instance de jugement en Allemagne. - (Reuters.)

o IRLANDE DU NORD : deux groupes loyalistes décident un « cessez-le-feu ». - Deux organisations loyalistes, l'UFF (Ulster Volunteer Force) et l'UFF (Ulster Freedom Fighters) ont annoncé, mercredi 17 avril, veille de l'ouverture de discussions multipartites sur l'Irlande du Nord. Dans un communiqué commun, les deux groupes armés indiquent que le cessez-le-feu « total » sera observé pendant toute la durée des pourparlers. Le ministre britannique chargé de l'Irlande du Nord, M. Peter Brooke, avait obtenu l'accord de toutes les formations politiques pour l'organisation de discussions sur l'avenir de la province. Seul le Sino Feio, la branche politique de l'Armée répu-

ALLEMAGNE

Arrestation d'un espion de la Stasi au ministère de la défense

BONN

de notre correspondant

Wolf Heinrich Prellwitz, cinquant-sept ans, n'était qu'un modeste fonctionnaire du ministère de la défense. Il était documentaliste au 4^e bureau de l'armement, chargé du classement des dossiers concernant le développement et l'acquisition des matériels de défense aériens.

Selon le parquet fédéral de Karlsruhe, qui a ordonné son arrestation, mercredi 17 avril (nos dernières éditions du 18 avril), Prellwitz était parallèlement, depuis 1968, l'un des principaux agents de la Stasi dans le domaine militaire. Il a ainsi pu livrer sans éveiller les soupçons, pendant plus de vingt ans, des renseignements à Berlin-Est sur les armements les plus modernes utilisés et étudiés dans le cadre de l'OTAN, y compris le très controversé TBA, l'avion de chasse mis en chantier en collaboration avec plusieurs autres pays européens. Pour le prix de ses services, Wolf Heinrich

Prellwitz aurait reçu au total l'équivalent de 700 000 F. Selon le quotidien Die Welt, trois autres arrestations d'anciens espions seraient imminentes au ministère de la défense.

On découvre ainsi peu à peu l'ampleur du système d'espionnage mis en place par les dirigeants est-allemands en Allemagne de l'Ouest. La semaine dernière, l'hebdomadaire Die Zeit établissait, en étudiant les carnets de l'ancien secrétaire d'Etat est-allemand au commerce extérieur, M. Alexander Schalck-Golodkowski, que dans le courant de l'année 1984, la Stasi était informée très précisément des intentions du chancelier Helmut Kohl dans les négociations en cours pour une éventuelle visite à Bonn de M. Eick Honacker. Cela laisse supposer que les « fuites » se pouvaient provenir du cercle de l'entourage très proche du chancelier ou de M. Philipp Jenning, qui était alors ministre à la chancellerie, chargé des rapports avec la RDA.

L. R.

Fin des manifestations dans l'ex-RDA

BERLIN

de notre correspondant

Le syndicat de la métallurgie allemande, IG Metall, avait appelé, mercredi 17 avril, à une grande manifestation nationale à Berlin contre l'« inégalité sociale » entre l'Est et l'Ouest. Il n'en est venu que 30 000. Quatre à cinq mille personnes seulement avaient pris part en début de semaine au « lundi » de Leipzig. Les formations politiques, notamment les mouvements apparus dans la mouvance de l'Eglise protestante lors de l'effondrement du régime communiste, qui paraissent ces manifestations ont annoncé mercredi, après le syndicat IG Metall, qu'elles renouaient à de nouveaux rassemblements. Le rassemblement de Berlin a eu lieu à la porte de Brandebourg,

l'un des symboles de la réification. Des trains et des autobus avaient été affrétés spécialement. Mais derrière les bannières des métallos, les rangs des militants étaient éparés. « Nous ne voulons pas un passé social (entre l'Est et l'Ouest). Nous voulons l'unité sociale », le président d'IG Metall, M. Franz Stenkhilber, a martelé une fois de plus le leitmotiv des manifestations de ces dernières semaines. Il a rappelé que les syndicats souhaitent voir les pouvoirs publics s'engager dans un vaste programme de restructuration pour éviter le démantèlement de l'industrie est-allemande et maintenir l'emploi.

La réaction du gouvernement, qui a débloqué quelques milliards de deutschemarks, puis l'assassinat du président de la Treuhänder, Dietrich Rohwedder, ont mis un coup d'arrêt à cette mobilisation.

H. de B.

La douloureuse transition roumaine

Suite de la première page

En 1990, selon des chiffres officiels, la production a chuté de 15 % tandis que la masse monétaire augmentait de 24 %. Conséquence : un déficit extérieur qui commence à se creuser. Nicolae Ceausescu avait remboursé la dette de la Roumanie (11 milliards de dollars en 1981) au rythme épuisant de plus de 1 milliard par an, laissant même un pécule évalué, par des sources occidentales, à 1,7 milliard de dollars.

Le nouveau pouvoir a tout dépendu d'une année, les exportations chutant de 46 % alors que les importations grimpaient de 54 %. Le déficit de la balance commerciale approche 1,2 milliard de dollars par trimestre. Aujourd'hui, le problème qui se pose - et qui pourrait en faire resurgir d'autres - est que même si elle n'a pas de dette extérieure, la Roumanie n'a plus un dollar en caisse.

Il va donc falloir, après les fastes post-révolutionnaires et prélecturaux, retourner à l'austérité et passer aux dures lois de l'économie de marché pour obtenir des crédits occidentaux. Alors qu'au janvier 1990, le premier ministre, M. Petre Roman, estimait qu'il était « impossible d'établir pour l'instant en Roumanie » cette fameuse économie de marché, il annonçait, six mois plus tard, que, finalement, son gouvernement optait pour une économie libérale et était prêt aux chocs de l'inflation et du chômage.

En octobre, après que le directeur général du Fonds monétaire ait clairement dit que la Roumanie n'aurait pas un soutien de l'Union européenne, M. Roman a été saisi d'une fièvre réformatrice, annonçant de grands changements : fin des subventions et hausse des prix, restructurations et privatisations. Une première « libéralisation », un peu improvisée, des prix des biens de consommation intermédiaires intervenait dès le 1^{er} novembre. Procédait, le 1^{er} avril, à une seconde libéralisation, plus douce, des prix des produits de base, conjuguée à une nouvelle dévaluation du lei, avec en éponge, le 11 avril, un prêt de 1 milliard de dollars du FMI.

Le pouvoir semble donc faire aujourd'hui l'inverse de ce qu'il a promis hier. Les investisseurs étrangers, jugés indésirables début 1990 -

« Nous ne vendrons pas le pays aux étrangers », a martelé le Front de salut national (FSN), le parti au pouvoir, pendant la campagne électorale, - sont devenus, en 1991, des « partenaires indispensables ». La propriété privée, généreusement mise, dans le programme initial du FSN, sur un pied d'égalité avec « les autres formes de propriété », est devenue « l'essence de la réforme ».

Exclusion et guerre sourde

M. Roman a pris le contrôle du FSN lors de sa convention des 16 et 17 mars dernier, faisant avaliser son programme de réformes électorales. Mais les « conservateurs », ont contre-attaqué peu après, par la voix du président du Sénat, M. Alexandre Barladeanu, considéré comme un proche de M. Iliescu. Le président du Sénat, ainsi qu'une dizaine d'autres parlementaires, qui s'étaient

très rapidement ralliés au programme du FSN, en ont été exclus. Même si M. Barladeanu, dont les attaques contre le gouvernement sont largement publiées par Dimina, le journal très favorable à M. Iliescu, reste président du Sénat.

Bref, la guerre sourde qui couvait entre le jeune premier ministre, entouré de son équipe de technocrates formés à l'Ouest, et le président - dont la clientèle est formée d'un couche plus ancienne de la nomenklatura, de formation moscovite - semble déclarée.

Cette dissidence a eu, paradoxalement, pour effet de relancer l'ouverture vers l'opposition. M. Petre Roman, conscient que la transition vers le marché « n'est connue le pays » et une « érosion du soutien populaire » à son gouvernement, a reconnu la nécessité de « remanier largement » son gouvernement et même de l'ouvrir à l'opposition. Celle-ci, toujours persuadée que le pouvoir se cueille et ne se conquiert pas, reste divisée. Si la perspective d'entrer au gouvernement semble teinter M. Radu Campeanu, président du Parti libéral, elle rebute M. Corneliu Coposu, du Parti paysan.

Les principales formations d'opposition parlementaire se sont réunies dans une Convention pour la démocratie, sans locaux, ni porte-parole, ni programme d'action com-

muns. Les associations de la société civile, étudiants, intellectuels, ont, elles, formé une Alliance civique, qui reste un slogan plus qu'une organisation. Une troisième structure réunit tout le monde sans mettre personne d'accord, le Forum démocratique antitotalitaire qui, pour le moment, n'a accompli que de déclarations de principes.

Parce qu'aucun leader n'a encore émergé, beaucoup d'opposants ont finalement choisi de soutenir le roi Michel de Roumanie, qui vit en exil en Suisse depuis son « abdication » par les communistes en 1947. Ces monarchistes vont de Marian Munteanu, ex-dirigeant des étudiants, à la célèbre dissidente Doina Cornea, en passant par la plupart des responsables du Parti paysan et ombre d'intellectuels. Dans les rares ambassades occidentales de Bucarest où l'on ne mise pas sur M. Roman, certains pensent pour l'avenir à un tandem formé par le roi Michel, comme garant moral, et, pour l'efficacité, par un homme qui a fait un parcours sans faute, le général Victor Stanculescu, actuel ministre de la défense après avoir été vice-ministre des armées sous Ceausescu (dont il a organisé à la fois, la fuite et le procès).

En expulsant, à Noël, le roi, venu en « pèlerinage », puis en consacrant depuis beaucoup d'efforts à le discréditer, le pouvoir montre, qu'à tort ou à raison, il a peur du monarque. S'il n'arrive pas à redresser l'économie en motivant la population et en écartant les appareils inefficaces, il court le danger d'être débordé par la montée en puissance d'un courant nationaliste, dont il ne s'est jamais vraiment distingué. Ce courant, réunissant beaucoup d'ex-membres de l'appareil communiste, véhicule une idéologie populiste d'extrême droite. Selon l'institut roumain d'opinion publique, le Parti de l'unité nationale des Roumains (PUNR) recueillirait près de 10 % des voix, contre 2 % aux élections de mai dernier.

Pour l'instant, les réformes restent supportables, notamment grâce aux quelques réserves financières accumulées par la population et parce que la véritable restructuration d'une industrie délabrée n'a pas commencé. Même si ce n'est plus le plébiscite de mai dernier, la chute de popularité des dirigeants est limitée. Selon le sondage IRISOP, réalisé fin mars, près de 55 % des Roumains font toujours confiance à M. Iliescu et à Roman. Mais la vie politique, stabilisée et normalisée en surface, risque de connaître de nouveaux soubresauts lorsque le pays entrera dans le vif de la crise économique.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALLIANCE
station d'un espion de la
ministère de la défense

des manifestations dans l'air

maine



Entre les systèmes impérialistes et les systèmes en voie de développement,
il y a Philips Systèmes Informatiques.

Dans l'univers informatique, il y a ceux
qui vous emprisonnent dans leurs systèmes
et ceux qui n'ont pas les moyens de leurs
systèmes.

Philips Systèmes Informatiques, c'est la
voie des systèmes ouverts et des solutions
informatiques pointues, aux standards du
marché.

Depuis plus de 20 ans, nous avons
une approche très en amont de vos pro-
blèmes : pour bien faire notre métier,
nous commençons par apprendre le vôtre ;
nous sommes devenus les partenaires
priviliés des institutions financières,
des assurances, et de tout le secteur des
services, privés ou publics.

Philips Systèmes Informatiques, c'est
aussi la formidable concentration d'éner-
gie, de puissance et de technologie du
groupe PHILIPS, une expertise des sys-
tèmes multi-médias alliée à la compétence
de 10000 hommes dédiés à une vocation
unique : vous comprendre.

Ainsi, dès sa naissance, PHILIPS
SYSTÈMES INFORMATIQUES s'affirme
comme un intégrateur de systèmes sur
lequel on peut compter, avec lequel il va
falloir compter.

Philippe Lottin

Philips Systèmes Informatiques



PHILIPS

هكذا اننا الاصل

هكذا من الاعمال

**Comme
les informaticiens
se sont aperçus que
peu de gens parlaient
l'informatique, ils ont
appris le français.**



LE SERVICE INFORMATIQUE

Les 20 ans
du Service
Informatique
de la ville de
Montréal
1970-1990
Les 20 ans
du Service
Informatique
de la ville de
Montréal
1970-1990

Comme
ticiens
us que
arlaient
ils on
rançais

Comme
les informaticiens
de GSI parlaient déjà
le français,
ils ont appris à parler
votre métier.

Depuis 20 ans, le service de GSI s'appuie sur une connaissance approfondie du métier de ses clients. Depuis 20 ans la qualité est au cœur de sa volonté. Depuis 20 ans, GSI donne à ses clients accès aux technologies de pointe.

En 1990, les 3185 collaborateurs de GSI ont réalisé, dans 10 pays en Europe et en Amérique du Nord, un chiffre d'affaires de 2,044 milliards de francs.



gsi

EGVATEUR

E P A R L E V O T R E M E T I E R

مركز الأعمال

POLITIQUE

An Sénat

La majorité maintient sa position sur la solidarité financière entre les communes

La majorité sénatoriale a adopté, mercredi 17 avril, après l'avoir réécrit selon ses vœux, le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement présenté par le ministre d'Etat chargé de la ville, M. Michel Delebarre. Les socialistes ont voté contre. Les communistes se sont abstenus.

La discussion entre le Sénat et le gouvernement n'a pas avancé d'un pouce, de la première à la deuxième lecture, après l'échec de la commission mixte paritaire. La majorité sénatoriale, après avoir déploré la précipitation qui présidait à l'examen d'un texte «*chauffé et bûché*», a réitéré qu'elle ne se prononcera pas sur le projet de loi avant d'avoir pu débattre de la création d'un indice composite déterminant les communes bénéficiaires, régime particulier de contribution, mi-obligatoire mi-facultative, pour l'Île-de-France.

M. Delebarre, sûr du soutien des députés, jeudi, pour la lecture définitive du projet de loi, n'a pas fait de concessions.

Un sondage fait apparaître une désaffection croissante à l'égard de la gauche. Selon un sondage de la SOFRES réalisé du 6 au 9 avril auprès de mille personnes, pour l'émission «*La marche du siècle*», diffusée mercredi 17 avril sur FR3, et dont les résultats sont publiés par l'Express (daté 18 avril), la cote de la gauche a perdu 14 points en deux ans. En mars 1989, une majorité de Français (51 %) affirmait se sentir «*très proches ou assez proches de la gauche*»; ils ne sont plus que 37 %. Le franchissement du seuil des 2,5 millions de chômeurs est, pour 65 % des personnes interrogées, un des motifs de cette désaffection, de même que l'accroissement du nombre des «*nouveaux pauvres*» (50 %). Le nombre de ceux qui se classent à gauche (36 %) ou à droite (28 %) a diminué. Ceux qui refusent de se situer dans l'un ou l'autre camp passent de 20 % à 35 %. M. François Mitterrand est celui qui correspond le plus (76 % des réponses) à l'idée que les Français se font d'un homme de gauche, devant MM. Michel Rocard (69 %).

En préparant sa succession à la mairie de Saint-Denis

M. Berthelot met la fédération du PCF au pied du mur

M. Marcelin Berthelot, maire communiste «*refondateur*» de Saint-Denis, a exposé publiquement, mardi 16 avril, le différend qui l'oppose à la fédération départementale du PCF au sujet de sa succession à la tête de la municipalité (le Monde daté 14-15 avril).

M. Berthelot souhaiterait voir succéder M. Patrick Bracouze, âgé de quarante ans, adjoint au maire chargé du logement et de la culture, alors que la fédération porte sa préférence sur M. Maurice Soucheire, soixante-deux ans, premier adjoint, vice-président du conseil général et conseiller régional d'Île-de-France.

M. Berthelot a affirmé qu'il n'a «*nullement l'impression d'agir en monarche engeant dans une fédération*» en se prononçant en faveur de M. Bracouze car, selon lui, «*ce sentiment est également celui majoritairement exprimé par les élus communistes au conseil municipal*» qui sont trente, dont deux

appartenant, sur cinquante-trois conseillers. D'après l'entourage du maire, les deux tiers du groupe majoritaire soutiendraient le «*poulain*» que M. Berthelot a choisi depuis de nombreux mois. Observant que M. Soucheire, dont le nom a été proposé le 4 avril dernier par la section de Saint-Denis, n'est que de vingt mois son cadet, M. Berthelot s'est interrogé sur l'efficacité d'une «*solution de maire par intérim*» et sur la raison de l'hostilité fédérale : «*Faut-il la chercher dans les positions critiques prises par M. Bracouze au sein du PC au moment du dernier congrès?*»

Le maire a dénoncé les «*comportements sectaires, partisans qui sont monnaie courante à la section de Saint-Denis*», «*la pratique du double langage*» et «*la duplicité*» du premier secrétaire de la fédération, avant d'indiquer que sa démarche «*n'a pas pour vocation de chagriner la Place du Colonel-Fabien*».

O. B.

L'ancien maire, le député et le parquet

L'ancien maire communiste de Villepinte (Seine-Saint-Denis), condamné en 1989 pour fraude électorale (1), a de nouveau affaire à la justice, cette fois pour avoir provoqué, en état d'ivresse, un accident de la circulation. Le 11 avril, en début de soirée, alors qu'il venait de quitter M. Jean-Claude Lefort, député (PCF) du Val-de-Marne, M. Ange Baraglioli a provoqué, à Ivry, un accident matériel sans gravité, mais suffisamment important pour justifier l'intervention de la police. Un contrôle sanguin a fait apparaître un taux d'alcoolémie de 2,48 grammes.

Placé en garde à vue au commissariat d'Ivry, M. Baraglioli a obtenu de pouvoir téléphoner à M. Lefort. Celui-ci s'est rendu sur place et, après intervention auprès de la préfecture, M. Baraglioli a été remis en liberté dans la nuit sans que le parquet en soit averti. Informé le lendemain dans la matinée, le

parquet a reconvoqué l'ancien maire de Villepinte au commissariat d'Ivry pour y être placé en garde à vue.

Une procédure de comparution immédiate a été engagée contre lui, mais, à sa demande, pour lui permettre de préparer sa défense comme tout contrevenant, il a été renvoyé à son domicile. Il sera jugé dans les prochains jours. En attendant, son permis de conduire lui a été retiré et il a été placé sous contrôle judiciaire.

FRANCIS GOUGE

(1) M. Baraglioli, ancien directeur d'école, avait été élu maire de Villepinte en mars 1977, après s'être présenté aux élections cantonales un an plus tôt. A la suite de fraudes lors des élections municipales de 1983, les vrais résultats ayant pu être reconstitués, M. Roger Lefort (RPR) lui avait succédé en 1984 et, le 9 février 1989, M. Baraglioli avait été condamné à dix ans de prison de droits civiques, à six mois de prison avec sursis, et à 800 francs d'amende.

EN BREF

Le MRG opposé à l'entrée de la NAR dans l'Union. Dans un communiqué publié mercredi 17 avril, M. Emile Zaccarelli, président du MRG, confirme l'hostilité de son parti à l'entrée de la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin dans l'Union. «*La tradition de tolérance des radicaux*», écrit M. Zaccarelli, les amène à trouver normal qu'une formation politique comme la NAR se définisse comme royaliste et puisse s'exprimer comme telle et souhaiter l'instauration en France d'une monarchie. (...) Il demeure que le MRG est libre de choisir ses alliances politiques. Attachés à la République, les radicaux jugent incompatible l'alliance avec les monarchistes.

M. Léotard hostile à toute alliance avec le Front national. M. François Léotard a réaffirmé mercredi 17 avril lors d'un débat organisé par France Plus, son hostilité à toute alliance avec le Front national. L'ancien président du Parti républicain a déploré que «*la France soit le seul pays occidental avec une extrême droite*

à 10 % ou 15 % et un Parti communiste associé à la majorité politique du pays». «*Si le président de la République veut cesser de jouer avec l'extrême droite*», le seul moyen, a-t-il conclu, est l'instauration aux élections législatives d'un scrutin à la britannique (majoritaire uninominal à un tour).

Rectificatif. — Une coquille nous a fait écrire, à la «*une*» du Monde du 18 avril, à propos du projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales, que M. Mitterrand était hostile à l'organisation du scrutin dans le cadre régional, «*qu'il aurait pu permettre l'adoption du texte*». Il fallait lire : «*qui aurait pu permettre...*». L'opposition, comme l'indiquait l'article de Patrick Jarreau, n'étant pas a priori défavorable à une telle formule.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

Des couleurs Hollywood en grande taille ?

Faites-vous plaisir c'est le printemps !

Capel
GRANDES TAILLES

PARIS-LYON-STRASBOURG-LILLE

Fortune de France, En nos vertes années, Paris ma bonne ville..., tous ces titres ont enchanté des centaines de milliers de lecteurs.

Voici la suite, très attendue, de cette grande fresque historique et romanesque.

Nous sommes au début du XVII^e. Malgré les fastes et les fêtes de la Cour, l'intolérance est toujours prête à frapper, la paix est toujours menacée.

Henri IV n'a plus que trois ans à vivre...

Robert Merle

FORTUNE DE FRANCE

La volte des vertugadins



Editions de Fallois
PARIS

PARCOUREZ LA FRANCE RÉVÉE PAR LAMARTINE, HUGO ET LES AUTRES

LES HAUTS LIEUX DU ROMANTISME EN FRANCE

Pour retrouver l'émotion intacte en lisant «*Les mémoires d'outre-tombe*» en Bretagne, «*Le lac*» à Trébevier et «*Les diaboliques*» en Normandie. Un nouveau guide du Voyage culturel.

Bordos

هكذا ان الاصل

POLITIQUE

Urbatechnic à livre ouvert

III. — Les effets pervers de l'amnistie

Pertie en 1986 d'un dossier de fausses factures dans le bâtiment et les travaux publics, l'affaire Urbatechnic est devenue une affaire d'Etat en avril 1989, après la mise au jour, lors d'une perquisition à Marseille, du système national de financement du PS (le Monde du 17 et du 18 avril). Affolés, les dirigeants socialistes, soutenus par l'Elysée, ont d'abord envisagé une amnistie « à la sauve », avant de la lier à l'adoption d'une nouvelle loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

Il ne faut pas se tromper de feuillet. Urbatechnic n'était pas une organisation de gangsters. Ses dirigeants n'étaient pas des malfaiteurs, leurs activités n'étaient pas secrètes. Discutables certes, illicites souvent, compromettantes parfois. Mais ils n'en avaient pas conscience et ne mettaient pas leur drapeau socialiste dans leur poche.

« Organisation de contacts directs entre les différents partenaires pour toutes opérations d'aménagement et d'équipement » : on ne saurait trouver de définition plus vague — et plus exhaustive — que celle qu'ils inventèrent pour définir leur objet social, au-dessous d'une carte situant les seize délégations régionales chargées de quadriller l'Hexagone. Dans l'univers des marchés publics, parmi les initiés des appels d'offre, un tel label ne trompait pas son monde : en somme, intermédiaire en tout genre. Mais personne dans le secteur du BTP (bâtiment et travaux publics) n'ignorait que, derrière la façade, c'était au PS qu'on avait affaire.

Les gens d'Urbatechnic snt d'abord des militants, et même des militants de confiance, à l'image du premier d'entre eux, Gérard Monate, gardien de la paix depuis 1946, socialiste depuis 1960, croisant qui en fera une figure du

combat syndical dans la police. Des militants habitués aux tâches obscures et discrètes, d'intendance et d'organisation, dont les convictions se sont forgées dans l'opposition, qui ont connu l'attente et la déception, bref qui n'ont rien reçu en héritage. A Urbatechnic, ils sont correctement payés — 32 000 F mensuels pour M. Monate, 21 000 F pour M. Joseph Delcroix — mais ils ne s'enrichissent pas. L'argent ne fait que passer entre leurs mains. Ils sont au service du parti.

On ne saisi pas la suite de cette histoire si l'on n'intègre pas ce profil particulier des acteurs principaux. A leur égard, les responsables socialistes se sentent débiteurs. N'ont-ils pas pris des risques sur ordre ? N'ont-ils pas toujours rendu compte, en dernier ressort, aux trésoriers successifs du PS, MM. Pierre Joxe, André Laignel et Henri Emmanuelli ? Mais comment leur faire admettre les campagnes d'apaisement, la mise en cause de leur honnêteté, l'atteinte à leur honneur ? Car, pour dire vrai, M. Monate et ses collaborateurs ne comprennent pas ce qui leur arrive. Leur parti est au pouvoir et, pourtant, les voilà cernés au pilori !

« Les fouilleurs de poubelle existent »

Formés à l'école du « tous pour un, un pour tous », ils réagissent d'abord avec des réflexes de force et de résistance, étonnés que les soutiens tardent, que la police ait pu agir, que la justice ait laissé faire, les ressentiments des investigations policières comme une agression partisane, refusant d'admettre que leur métier de collecteur de fonds les expose d'autant plus que, désormais, leurs amis étaient au gouvernement. Et quelque sorte, ils sont d'un autre temps, un temps d'avant le pouvoir, d'avant 1981.

Alors que se multiplient les affaires de fausses factures, à Nancy et à Lyon, bien avant que n'éclate celle de la SORMAE, ils s'inquiètent, et les cabinets de M. Delcroix en témoignent. 2 mars 1987 : « GIM (Gérard Monate) : sécuriser les élus,

il y a encore des campagnes de presse. (...) Eviter correspondances qui laissent des traces, les faufileurs de poubelle existent. » 4 décembre 1987 : « JDB (Jean-Dominique Blandin, directeur général adjoint) revient sur propos GIM. (...) Pas admissible de laisser insulper des hommes PS. (...) solidarité nécessaire. (...) Il faut moyen politique d'arrêter, sauf à mettre en danger nos structures et les responsables. » On imagine, dès lors, quelle



fut leur réaction à l'annonce de la perquisition des inspecteurs Gaudin et Mayot, les 17 et 19 avril 1989, dans les bureaux marseillais de la délégation régionale Provence-Côte d'Azur.

Dès qu'est connu le procès-verbal des deux policiers, daté du 5 mai 1989 et sans doute rapidement transmis à la chancellerie, les dirigeants du PS — notamment MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire, et Henri Emmanuelli, trésorier — montent au créneau. Furieux contre le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe — qui a simplement eu le tort de laisser la police faire son travail — ils se tournent vers l'Elysée. D'abord réticente, la présidence de la République se range à leur avis, et pour cause : une enquête sur le financement du PS ébranlerait forcément celui de la campagne présidentielle de 1988. Que demande M. Mauroy ? Tout simplement une amnistie, une amnistie rapide qui « remette les compteurs à zéro » et qui s'accompagne d'une nouvelle loi afin d'assurer durablement les rapports de la politique et de l'argent.

Le feu vert de M. François Mitterrand

Le discours que tient alors M. Mauroy a déjà été tenu par d'autres auprès des mêmes interlocuteurs. L'insinuation par M. Pierre Culié, le 2 mars 1989, de M. Jean-Claude Jammes, président du directeur de la Société auxiliaire d'entreprise (SAE), et de M. Pierre Bentata, son directeur général — de surcroît incarcéré, — a traumatisé le personnel du BTP, un secteur où la SAE figure parmi les premiers. Dans un communiqué immédiat, M. Jammes déclare que, « dans l'hypothèse où les faits reprochés concernant le financement occulte des partis politiques et des campagnes électorales se révéleraient exacts, il prendrait l'initiative d'une intervention auprès des pouvoirs publics pour que ces problèmes de financement soient traités au fond et réglés de façon réaliste ». On ne saurait mieux annoncer ses intentions. Or l'avocat de M. Jammes est M. Georges Kiejman, devenu en 1990 ministre délégué à la justice, qui est alors aussi l'avocat de confiance de l'Elysée. Nul doute que la SAE a su se faire entendre.

M. François Mitterrand ne se contente pas de donner son feu vert à M. Mauroy. Il lance lui-même l'idée d'une nouvelle loi, en se gardant bien cependant d'évoquer l'amnistie. Alors, le dimanche 14 mai 1989, moins de dix jours après la rédaction du procès-verbal explosif, lors de sa traditionnelle assemblée de la roche de Soloth, le président de la République énonce les journalistes. Critiquant la loi élaborée en 1988 par le gouvernement de M. Jacques Chirac — déjà sous la pression d'une affaire, celle des ventes d'abus à l'uran par la société Lucchini, — il s'empare brusquement : « On ne peut pas laisser durablement la gestion démocratique se confondre avec des formes, mêmes ténues, de concussion. (...) Il faut absolument une loi sévère, qui aille loin, peut-être jusqu'aux communes, pour imposer des règles démocratiques compatibles avec la morale élémentaire, la morale financière. » C'est une surprise. Retour dans l'arène ? Critique voilée du premier ministre ? Hommage indirect à l'incorruptible, au Robespierre de 1793 en cette année d'un bicentenaire ter-

riblement consensuel ? On s'interroge de toutes parts sur les raisons de cette annonce, d'autant plus qu'il n'y a eu aucune fuite sur la perquisition marseillaise.

Le surlendemain, 16 mai 1989, lors du petit déjeuner qui réunit chaque semaine autour du premier ministre les principaux responsables et membres du gouvernement socialistes, M. Mauroy dévèle ses exigences. D'accord pour la loi réclamée par M. Mitterrand, mais à

condition qu'on ne l'attende pas pour faire passer une amnistie. Bref, l'urgence est de secourir Urbatechnic. Ainsi naît l'idée curieuse d'un amendement socialiste au projet de loi d'amnistie visant les indépendantistes antillais de l'Alliance révolutionnaire caribbe. Prévoyant l'amnistie des infractions — crimes et délits mêlés — liés au financement des partis, cette tentative maladroite et précipitée échoue, le 5 juin 1989, à l'Assemblée nationale, après avoir été écartée deux jours auparavant. Gorges chaudes de l'opposition, relative indifférence de l'opinion.

Après cet épisode peu glorieux, l'hôtel Matignon prend le relais. Cette fois, on ne mettra pas la charue devant les bœufs : M. Michel Rocard annonce un règlement du financement politique, rendant ainsi l'amnistie plus vertueuse, contrepartie d'une réforme effective. Les dirigeants du PS ne sont pas pour autant satisfaits. Le premier ministre avance en terrain miné, dans un climat de suspicion fraternelle. Les M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre pour les relations avec le parlement, qui, en l'occurrence, agit plus par discipline, pour convaincre les socialistes de la loyauté de son travail, que par conviction. Un travail d'ordre. Sans effet d'annonce dans la nuit du mercredi 6 décembre 1989, M. Jean-Pierre Michel, député (PS) de Haute-Saône, ancien leader du Syndicat de la magistrature, défend son amendement qui amnistie « toute infraction commise avant le 15 juin 1989 en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis et de groupements politiques ».

Les réticences de M. Gérard Monate

Erronant, chassé-croisé : entre-temps, les dirigeants d'Urbatechnic avaient fait savoir en vain qu'ils étaient farouchement contre une amnistie qui leur paraissait honteuse, hâble et risquée. « Tout le monde a été obnubilé par cette histoire d'amnistie, moi je trouvais que c'était idiot, n'hésitait pas à expliquer M. Monate dans les colonnes de la revue. (...) On avait le temps de réfléchir, de faire une bonne loi. Au lieu de ça, on s'est précipité. On a dit : on va à l'amnistie et on monte quelque chose autour. C'est le contraire qu'il fallait faire ! » Durant cette période, le climat n'est pas toujours serein entre Urbatechnic et le PS. Le 20 septembre 1989, un responsable socialiste se rend au nouveau siège du Groupe qu'anime M. Monate afin d'« éviter tous malentendus ».

« Le parti ne laissera tomber personne, explique-t-il. Il n'y aura pas de licenciements, pas de chômeurs. En cas de nécessité, reclassement assuré pour tous. » Mais il reste ferme sur les prix : « Les sociétés devront nécessairement changer de noms. Le nom d'Urbatechnic doit disparaître. Il n'est plus gérable politiquement. » Au passage, les cadres d'Urbatechnic apprennent la création d'une nouvelle société Expo 2000, chargée de l'organisation des congrès, qui sera dirigée par l'un d'eux, M. Jean-Jacques Gasto-Bois, ancien président-directeur général de Valormin, et immatriculée au registre du commerce le 17 novembre 1989 comme « cabinet de conseils en information et documentation ». M. Monate s'apprécie et menace : si les transformations ne se font pas sous sa direction, il se retire. Mauvaise humeur qui ne semble pas si passagère à voir aujourd'hui les boîtes aux lettres du siège parisien du Groupe où l'on lit toujours « GIE-GSR, Gracco, Valormin, Expimo, Urbatechnic ».

Retour à la nuit du 6 décembre 1989 et à l'amendement de M. Michel Rocard, qui confirme le talent de M. Carcassonne : l'amnistie est adoptée grâce à l'abstention ou au vote pour de nombreux députés de l'opposition, seul le groupe communiste votant en bloc contre. Le Sénat tentera bien de lui faire un sort, le 16 décembre, mais le 22 décembre la session du Parlement s'achève par l'adoption définitive, en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, de la nouvelle loi et de son nouvel article 15 portant amnistie. La droite s'est donc avancée dans le désordre : le 6 décembre, on décombra 1 voix pour et 14 abstentions au RPR, 1 voix pour et 62 abstentions à l'UDF, 4 voix pour et 33 abstentions à l'UDC. Parmi les députés socialistes, MM. Gérard Longuet (UDF), alors trésorier du Parti républicain, Eric Raoult (RPR), proche de M. Charles Pasqua, Raymond Barre et Bruno Durieux, tous deux UDC. Parmi les abstentionnistes du RPR, on relevait les noms de MM. Emmanuel Aubert, Michel Girard, Michel Nair, Robert Pandraud, Robert Poujade et Nicolas Sarkozy.

Trois précautions inutiles

Au-delà de la pression, reconnue officieusement par plusieurs, des entreprises du BTP, cette attitude s'explique par un climat de braderie générale des « affaires » qui avaient empoisonné la collaboration entre 1986 et 1988. Bientôt, le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, décidera de ne plus embaucher M. Pasqua avec le maladroite — et illégal — « vrai-faux » passeport confié à sa demande à M. Yves Chaillet dans l'affaire du Carroux, un développement. Demein, M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste, aura droit à un non-lieu partiel assorti du bénéfice de l'amnistie dans le volet africain de la même affaire. Hier, déjà, les abus de la société Lucchini, défaits des que les régimes ont changé, D'ailleurs l'amnistie n'est-elle pas assortie de précautions qui désarment la critique ? Un argument que reprendra, à l'adresse de ses amis politiques, M. Longuet, le même jour, au sein du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, en déclarant : « La pensée que sa rédaction [de l'amendement sur l'amnistie] exclut l'enrichissement personnel, l'ingérence et la corruption, est de nature à apaiser leurs inquiétudes. » Hélas, les magistrats, chargés d'appliquer les lois que le Parlement fait, ne l'entendent pas ainsi.

En effet, les trois précautions de la loi ne tiendront pas devant l'interprétation qui en sera faite par les juges. Pas d'« auto-amnistie » : avait-on promis puisque les parlementaires sont exclus du champ de l'amnistie. Mais le Conseil constitutionnel, au nom du principe d'égalité de tous devant la loi, a limité cette réserve aux seuls députés et sénateurs qui étaient lors de vote de la loi. Autrement dit, un ancien parlementaire peut bénéficier de l'amnistie. Pas de pitié pour ceux qui auraient succombé aux tentations financières, avait-on juré, puis que l'enrichissement personnel était également exclu de l'amnistie. Mais, dans l'affaire du Carroux du développement, la commission d'inspection de la Haute Cour de justice chargée du cas de M. Nucci en donnera une interprétation restrictive, limitant la notion d'enrichissement à « l'accroissement de la valeur du patrimoine ». Ainsi, dépensière dans

l'instant, la cigale de la fable est amnistiée, et non la fourmi, minutieuse éparpillante.

Pas de pardon, enfin, pour les corruptus, avait-on annoncé, puisque le délit de corruption, juridiquement qualifié de « trafic d'influence », était aussi exclu de l'amnistie. Or, on ne retrouvait que neuf incriminés sur les trente-six que comptait le dossier SORMAE devant le tribunal correctionnel, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris en proposera une interprétation curieuse. Elle ne retiendra en effet la corruption qu'à l'encontre des éventuels « corrupteurs » — dirigeants de la SAE et de ses filiales, responsables des bureaux d'études socialistes (Urbatechnic) et communistes (Sud-Est Equipement) — et non pas des bénéficiaires des sommes détournées. Censée protéger les intermédiaires et ne pas épargner les élus, l'amnistie aboutira ainsi au résultat inverse : les premiers seront jugés, les seconds seront sauvés.

Triste bilan. Aggravé entre-temps par un hasard malencontreux : la nomination de MM. Nallet, ancien trésorier de la campagne de M. Mitterrand, et Kiejman, ancien avocat du patron de la SAE, au ministère de la justice alors même que paraissait le livre de l'inspecteur Gaudin, l'homme par qui le scandale était arrivé. Obligé d'assumer les fautes d'hier — les effets pervers de l'amnistie et le refus d'ouvrir une information judiciaire sur Urbatechnic, — le gouvernement ne peut guère qu'attendre et promettre le procès public de l'affaire de la SORMAE. Mais sera-ce vraiment l'épilogue ? Si M. Monate est condamné sévèrement, certains penseront que seuls les lampistes ont « trinqué ». S'il est condamné légèrement, d'autres crièrent à une parodie de justice. Cruel dilemme.

EDWY PLENEL

FIN

CORRESPONDANCE

M. Jean Montaldo dément être « proche de l'extrême droite »

Journaliste et directeur de collection, aux Editions Albin Michel, M. Jean Montaldo, dont nous avions cité le nom à propos de son audition par M. Thierry Jean-Pierre durant laquelle il avait remis au juge d'instruction une copie des cahiers de M. Joseph Delcroix sur Urbatechnic, nous écrit :

Je proteste contre l'affirmation d'Edwy Plénel (le Monde du 10 avril) selon laquelle je suis un journaliste « proche de l'extrême droite », assertion dénuée de tout fondement puisque je n'ai jamais soutenu ni appartenu à un parti ou à un mouvement de cette mouvance. Tous mes articles, et surtout tous mes livres, démontrent au contraire que je suis opposé à tous les extrémismes, y compris ceux de droite. Le fait d'avoir appartenu, au temps de ma jeunesse, il y a vingt ans, en tant que chroniqueur de télévision, à l'hebdomadaire Minute (qui était à sa fondation un autre journal, dirigé par un ancien résistant et avec, parmi ses actionnaires, des personnalités telles que Juliette Gréco, Fernand Raynaud, Eddie Barclay ou Marcel Dassault), ne saurait justifier en quoi que ce soit l'affirmation de votre collaborateur, celui-ci ne pouvant ignorer que je révérais alors l'existence des réseaux qui, à l'hôtel Matignon, sous des gouvernements de droite, organisaient la propagande d'Etat à l'ORTF et embauchaient les partis de la gauche de s'exprimer.

Je ne sache pas que mes diverses collaborations à Combat, au Quotidien de Paris, à l'Express (au temps de Jean-François Revel et d'Olivier Todd), à Paris-Match (sous l'autorité de Gaston Bonheur), à Figaro-Magazine, etc., aient jamais permis à mes lecteurs de trouver dans mes écrits la moindre trace d'une orientation proche de l'extrême droite, chacun sachant que mon action professionnelle, notamment aujourd'hui aux Editions Albin Michel où je suis directeur de collection, est tout entière consacrée à la recherche de la vérité, étant un journaliste et un écrivain indépendant à l'égard de tous les pouvoirs, de tous les partis politiques.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par
Le Monde
12, rue du Louvre
75001 PARIS CEDEX 15
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2017

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS PP Paris RP
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	408 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE, code d'accès ABO
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez nous l'adresse de votre tout les noms propres en capitales d'imprimerie

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par
Le Monde
12, rue du Louvre
75001 PARIS CEDEX 15
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2017

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS PP Paris RP
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	408 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE, code d'accès ABO
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez nous l'adresse de votre tout les noms propres en capitales d'imprimerie

JUSTICE

Aux assises de la Haute-Garonne

L'incompréhensible supplice d'Isabelle

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Ce soir-là, le 30 mai 1989, pour la virée habituelle au centre ville, Thierry Jacouen n'avait pas emporté son canif. Il fut donc impossible à la petite bande des parcs de Francozai de se livrer à sa distraction favorite : fracturer des portières des voitures pour en dérober l'autoradio, ou bien voler le véhicule lui-même. On se contenta de chercher sans conviction des voitures à portières déverrouillées. Puis, bradoulées, on se reboutait vers la gare Metabieu où l'on acheta quelques grammes de haschisch, aussitôt consommés.

Peu avant minuit, Jacouen, Philippe Siauve et Franck Feuerstein entreprirent donc de regagner à pied leur base, distante de quelque 10 kilomètres du centre de Toulouse. Après une heure de marche environ, dans une petite cité de la banlieue, les trois parcs croisèrent Isabelle Rabou, une kinésithérapeute de vingt-trois ans qui rentrait chez elle au volant de sa voiture.

Ils attendirent quelques instants. Elle se gara. Siauve bondit, et alors qu'elle sort de la voiture il l'y repousse rudement. Il s'installe au volant, ouvre les portières arrière à ses deux complices et démarre. Isabelle pleure, crie. Siauve lui ordonne de se taire. Elle se calme. La voiture arrive en vue de la base de Francozai et la dépasse. A l'intérieur, personne ne parle. Isabelle Rabou roule désormais vers un incompréhensible supplice. « Si c'était seulement pour rentrer à la base, pourquoi ne pas l'avoir laissée descendre », interroge, mercredi 17 avril, le président de la cour d'assises, Daniel Schlex.

« Oui, c'eût été mieux », convint Feuerstein. A partir de cet instant, sa ligne de défense et celle de Jacouen sont claires. Ils ont suivi Siauve dans un état second. Ravisseurs malgré eux, violeurs contraints, témoins paralysés. Quant à Siauve, selon les phases de l'enquête, il necepte de porter seul le poids des crimes ou s'insurge. « Si c'était été juste pour la voiture, je l'aurais jetée à terre et on serait partis. On rigolait tous dans la voiture », a-t-il, par exemple, écrit de sa prison ou juge d'instruction.

Un quart d'heure environ après avoir dépassé Francozai, la voiture s'arrête enfin dans un endroit isolé. Siauve : « Dans ma tête, je ne sais pas ce qui s'est passé. J'ai pris un chemin de terre et c'est là que j'ai eu l'idée de la violer. Elle m'a dit : "D'accord, mais éteins la lumière. Et avec toi seulement." Un des deux, derrière, a baissé le siège avant. Je l'ai violée. Elle pleurait. Siauve sort ensuite de la voiture. Les deux autres lui succèdent chacun son tour. Feuerstein « qui a des problèmes » se fait pratiquer une fellation. Le président : « Quel type de problème ? » « Je ne vais pas vous le dire ici », érie l'accusé. Il y a des choses qu'on n'a pas le droit de dire à Franck Feuerstein. Que l'on décrive sa participation au crime, il reste de merbe, rectifie courtoisement quand il juge qu'on lui en attribue trop. Mais que le président risque une allusion à sa virilité, il s'empourpre et s'empourpre.

Les trois hommes et la jeune fille se réhabilitent, selon Jacouen et Siauve, remontent en voiture — Feuerstein lui, soutient qu'on reste au même endroit. Siauve : « Je voulais tuer la fille à la

Ramée. Vous l'avez décidé en raplant ? — Oui. — Pourquoi à la Ramée ? Parce qu'il y a un lac ? — C'est ça. — Vous en avez parlé à vos camarades ? — Non. » Il est debout, raide, dressé comme un coq ou un cobra. « Cobra » était d'ailleurs son surnom chez les parcs.

« J'avais la haine »

La voiture, cette fois, s'arrête au milieu d'un champ de blé. « Tu sais, ce qu'on a fait, c'est grave », explique Siauve à Isabelle Rabou, pour justifier la suite du programme. « Elle nous regardait tous », précise-t-il à l'audience. Siauve enlève sa ceinture. « C'est alors que j'ai compris, assure Feuerstein. D'autant que Siauve m'avait dit qu'il avait peur qu'elle puisse le reconnaître à son cobra tatoué. »

« Ne me tuez pas, je ne dirai rien », implora Isabelle Rabou. Siauve, par derrière, lui pousse son couteur autour du cou et serre. Est-ce la haschisch ? La peur de Siauve ? Dans quel tréfonds de l'âme faut-il aller chercher les raisons de cette intertelle ? Les deux autres ne bronchant pas, Isabelle tombe. A genoux d'abord, puis à plat ventre. « J'ai appelé Feuerstein. Il est venu m'aider à serrer. » Dans le box, Feuerstein dément pour la forme.

Ce n'est pas fini. Siauve trouve un tournesol dans la coffre et s'acharne sur le corps de la malheureuse. « J'avais la haine. » « Mais elle ne vous avait rien fait », objecte le président, dépessé. « Non. — Depuis là début, elle vous suppliait. » Siauve ne répond rien. Il ne « sait pas ». Les trois parcs « ne savent

pas » pourquoi ils déplaient ensuite le corps de quelques mètres. Siauve « ne sait pas » pourquoi, en marche arrière, il roule enfin sur la supplicée.

A bord de la voiture d'Isabelle, les trois parcs regagnent ensuite leur base. Sans doute fatigués, ils attendent d'en être à 400 mètres pour abandonner la voiture dans une gravière après l'avoir incendiée. Croit-on alors qu'ils vont se taire et trembler d'être découverts ? Dans les semaines suivantes, perfois sur la ton de la vantardise, ils multiplient les confidences. Parce qu'il avait « besoin de parler », Feuerstein raconte la soirée à un de ses camarades. Et vers la fin juin, entre le poire et le fromage, Siauve raconte à un autre camarade qu'il a été pris en stop « par une belle fille, qu'il a violée et tuée ».

Trois autres témoignages sont lus à l'audience. « Quand j'ai envie d'une fille, j'ai dit Siauve à d'autres militaires, je la prends et la viole, et la perce avec un tournevis, et après je brûle la voiture. » D'un geste, Cobra refuse ces témoignages. « J'ai jamais dit ça. Ces gars m'en veulent parce que je ne leur ai pas donné des autorisations que je ne leur ai pas données. » En dépit de cette relative publicité interne et de la proximité de l'épave de la voiture avec Francozai, il faudra attendre six semaines pour que les soupçons policiers s'orientent vers les parcs. Six semaines et deux autres meurtres que la cour d'assises devait évoquer jeudi 18 avril.

DANIEL SCHNEIDERMAN

ÉDUCATION

Quatre mille manifestants à Paris

Les instituteurs exigent

« des moyens pour démocratiser l'école »

Quatre mille instituteurs ont participé, mercredi 17 avril à Paris, à la manifestation nationale organisée par le Syndicat national des instituteurs (SNI-NECC). D'accord sur l'essentiel des projets de réforme du gouvernement, les enseignants ont voulu exprimer leur refus de devenir les « bous émissaires » d'une politique qui « annonce le changement en refusant les moyens ». Bico que soutique par la plupart des syndicats de la Fédération de l'éducation nationale (dont le SNI est le premier syndicat avec 180 000 adhérents), la manifestation des instituteurs avait un arrière-goût de passivité. Rieo de comparable au précédent rassemblement de 1989 pour la revalorisation des salaires (15 000 participants), dont certains slogans ont été repris lors de la manifestation de mercredi. Un défilé peu bruyant, sans grandes banderoles revendicatives, mais bien représentatives de tous les départements.

« Débauchés » pour les uns,

« désorganisés » pour les autres, les

instituteurs se sentent « en porte-à-faux » vis-à-vis du gouvernement. Ils sont, pour l'essentiel, favorables aux projets de réforme de l'enseignement, notamment en primaire avec la mise en place des cycles plurianuels. Mais, devant les « incertitudes » et les « hésitations » du ministère, ils réclament des moyens « en équipements, en matériels, en formation, en accompagnement », « des postes d'enseignants dans les bonlieux, dans les fermes dans les villages » et « des décharges pour les directeurs » pour qu'ils puissent travailler sur les projets d'école.

« Oui ou changement, non ou mensonge », a lancé M. Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI. « Nous ne serons pas les complices d'une supercherie qui consiste à annoncer des changements, puis d ne pas en donner les moyens et enfin nous désigner comme coupables. Il faut nous donner les moyens de la démocratisation à l'école ».

J.-M. Dy.

EN BREF

Un peloteur condamné pour proxénétisme et écarté. — M. Jean-Pierre Roubeuse, quarante ans, sous-brigadier de police, a été condamné, mercredi 17 avril, par le tribunal de grande instance de Saint-Etienne (Loire), à deux ans d'emprisonnement, dont un an ferme, pour proxénétisme aggravé. Il a été écarté de l'issue de l'audience. Il lui était reproché la fréquentation assidue d'un bar spécialisé et ses relations avec le couple de gérants, M. Raymond Gueye et son épouse. — (Corr.)

Une fillette de six ans violée et étranglée à Voreppe (Isère). — Une enfant âgée de six ans, Sarah Syad, de nationalité algérienne, a été retrouvée morte, violée et étranglée, mercredi 17 avril à Voreppe (Isère), non loin de son domicile, où elle avait disparu depuis la veille au soir. La fillette avait été aperçue pour la dernière fois peu avant 20 heures dans la cour de son immeuble, où, comme dans l'ensemble du quartier, se faisait la fin du ramadan. Les gendarmes ont auditionné les voisins et visité les caves et garages du quartier.

Remise en liberté de l'un des deux détenus incarcérés à Dijon. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon a ordonné, mercredi 17 avril, la mise en liberté, sous contrôle judiciaire, de M. Pierre Tardy, l'un des deux responsables des douanes inculpés et écroués à Dijon (Côte-d'Or) dans le cadre de l'enquête sur la saisie litigieuse de plus d'une demi-tonne de résine de cannabis (le Monde du 16 mars). Les magistrats ont cependant confirmé le maintien en détention de M. Michel Ribatet, chef de l'échelon de Lyon de la Direction nationale des enquêtes et recherches douanières.

Annulation de la réduction des crédits contre la toxicomanie. — Le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, a annoncé, mercredi 17 avril, à l'Assemblée nationale, l'annulation de la réduction de 5 % des crédits destinés à la lutte contre la toxicomanie (le Monde du 23 mars). « En plein accord avec mon collègue Michel Charasse, nous avons décidé de lever les conséquences de la réduction budgétaire sur la lutte contre la toxicomanie », M. Bruno Durieux a ajouté qu'outre cette mesure, les crédits alloués aux centres d'accueil des toxicomanes allaient être augmentés de 2,9 %, selon le même haut directeur que l'ensemble des crédits médico-sociaux. L'annulation de 5 % des crédits destinés à la lutte contre la toxicomanie faisait partie des économies budgétaires annoncées par le gouvernement en mars dernier.

Un ancien magistrat condamné à huit ans de réclusion pour vol à main armée. — M. Jean Holtzer avait quitté l'armée avec le grade de commandant. Il intégra alors la magistrature, mais démissionna de son poste de premier substitut de Charleville-Mézières en 1982 « pour des raisons politiques ». Avocat à Valenciennes (1984-1988), candidat malheureux du Front national aux élections cantonales et législatives en Ardèche, il se retrouva dans une impasse financière. Pour en sortir, il « braqua » en mars 1990 une petite agence bancaire. Le butin fut maigre (15 000 F). Les

jurés de la cour d'assises du Loiret l'ont condamné, mercredi 17 avril, à huit ans de réclusion criminelle.

Le secrétariat homosexuel de Saint-Nicolas de Chardonnet obtient gain de cause en cassation. — La chambre sociale de la Cour de cassation a cassé, mercredi 17 avril, l'arrêt rendu le 30 mars 1990 par la cour d'appel de Paris, qui avait admis que l'aide-sacristain de l'église de Saint-Nicolas de Chardonnet, à Paris, soit licencié parce qu'il était homosexuel (le Monde du 14-2 avril 1990). La Cour de cassation a rappelé que le code du travail interdit à l'employeur « de congédier un salarié pour le seul motif tiré de ses mœurs ou de ses convictions religieuses ». L'association traditionnelle Fraternité Saint-Pie X avait engagé ce sacristain en 1985, puis l'avait licencié le 19 juin 1987 après avoir appris par une indiscretion qu'il était homosexuel.

MÉDECINE

Dans l'attente de leur homologation

Les traitements par la chaleur de l'adénome de la prostate ne devraient plus être remboursés par la Sécurité sociale

L'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale (ANDEM) a rendu publiques, mercredi 17 avril, ses conclusions concernant les nouveaux traitements par la chaleur de l'adénome de la prostate. Selon l'ANDEM, ces traitements ne devraient pas être utilisés en routine. Ils ne devraient pas non plus, dans l'attente de leur homologation, donner lieu à des remboursements par les caisses de Sécurité sociale.

En novembre dernier, l'Association française d'urologie, dans une démarche tout à fait inhabituelle, avait publiquement déconseillé la récente installation dans une trentaine d'établissements hospitaliers, privés pour la plupart, d'appareils conçus pour traiter par hyperthermie les tumeurs bénignes (ou adénomes) de la prostate. Les responsables de cette association, que préside le professeur Alain Le Due (hôpital Saint-Louis, Paris), estimaient que rien ne permettait de conclure à l'efficacité réelle de ce type de traitement (le Monde du 21 novembre 1990). Ils demandaient la mise en œuvre rapide de travaux objectifs d'évaluation, permettant de situer avec précision la valeur thérapeutique et le rapport coût-bénéfice de ces « chauffe-prostates ».

La question soulevée est, à plusieurs égards, exemplaire du souci actuel des pouvoirs publics d'établir — comme c'est de plus en plus fréquemment le cas dans le monde du médicament — une étroite corrélation entre la prise en charge d'une thérapeutique par la collectivité et la démonstration scientifique, c'est-à-dire reproductible, de l'efficacité de cette même thérapeutique.

L'utilisation de la chaleur comme agent thérapeutique a été développée ces dernières décennies dans le domaine de la cancérologie, sans qu'on puisse exactement situer son intérêt. A partir de 1986, différents travaux ont été menés, en Israël notamment, pour voir si

le recours à la chaleur permettait de réduire le volume des adénomes prostatiques et de faire l'économie des interventions chirurgicales habituelles. Par la suite, plusieurs firmes industrielles ont développé et mis sur différents marchés ce type de technologie : Tecomatrix (Belgique), Biodan et Mid (Israël), Braker (Allemagne), BSD (Etats-Unis), ainsi que la firme française Terboomed International.

Nouvelle technologie

« Les enjeux de cette nouvelle technologie sont importants, explique-t-on aujourd'hui à l'ANDEM. Il s'agit là d'un traitement peu invasif, qui s'applique à un traitement de santé fréquent : schématiquement, l'adénome de la prostate se développerait chez un homme sur deux après l'âge de cinquante ans. Il entraîne des symptômes une fois sur trois, soit chez plus d'un million de Français, le tiers étant traité actuellement par des médicaments (extraits de plantes et alpha-bloquants). Si le traitement s'avérait

efficace et compétitif à l'égard du traitement chirurgical, son impact sur le basculement de l'activité chirurgicale additionnelle de l'urologue serait important. L'hyperthermie prostatique bénigne est à l'origine de soixante mille à cent mille interventions annuelles en France, 80 % d'entre elles sont effectuées dans le secteur libéral et 20 % dans les hôpitaux publics. Actuellement, les « chauffe-prostates » ne sont, point important, soumis à aucune homologation officielle.

Au terme de leur analyse, les responsables de l'ANDEM sont sensés émettre : « Avant l'extension de leur utilisation en routine en médecine humaine, tous les appareils utilisant l'hyperthermie pour le traitement de l'adénome prostatique devraient être soumis à homologation, soulignent-ils. Tout remboursement par les caisses d'assurance-maladie, concernant l'utilisation de ces appareils, devrait, dans l'attente, être prosaïque (...). La cotation — son principe même — devrait être revue après un délai raisonnable, trois à cinq ans, à la lueur des résultats

d'une ou de plusieurs études comparant l'utilité de ces appareils à celle des autres traitements, médicamenteux ou chirurgicaux. »

En précaution aussi clairement positionné sur un sujet très polémique et dont l'enjeu médical et financier est essentiel, l'ANDEM, un an après sa création (le Monde du 17 avril), semble changer sinon de fonction, du moins de mode d'expression. Après une analyse technique et une enquête très détaillée, cette agence reprend notamment à son compte la décision de M. Evrin, qui, en novembre dernier, avait rappelé au directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie que la réglementation en vigueur interdisait aux caisses de Sécurité sociale de rembourser cette nouvelle thérapeutique. On savait, en effet, alors que plusieurs caisses acceptaient une telle prise en charge à hauteur du geste chirurgical (environ 1 500 F) sans disposer de garanties quant à l'efficacité réelle de ce procédé.

JEAN-YVES NAU

Le traitement antisida

M. Durieux demande « un avis scientifique » sur les recherches du professeur Zagury

Répondant à une question de M. Bernard Charles (opp. PS, Lot), M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a indiqué, mercredi 17 avril, à l'Assemblée nationale, qu'il avait demandé au directeur de l'Agence nationale de recherche sur le sida, le professeur Jean-Paul Lévy, de donner « un avis scientifique » sur les recherches étiologiques menées par le professeur Daniel Zagury, « sur la nécessité ou non de les poursuivre, et si oui dans quelles conditions » (le Monde des 16 et 17 avril). M. Durieux a estimé que, concernant la qualité scientifique des essais effectués à l'hôpital Saint-Antoine de Paris, la commu-

auté scientifique est « partagée ». Il a rappelé que, dès qu'il avait eu connaissance des contestations auxquelles ces essais ont donné lieu, il avait immédiatement demandé au directeur général de l'Assistance Publique de Paris de procéder à une enquête et, qu'au terme de celle-ci, il avait rendu public un communiqué indiquant que « les textes en vigueur, les procédures et les recommandations des comités d'éthiques avaient été respectés par les équipes responsables de ces essais ».

[Noces manuscrites non informations selon lesquelles plusieurs des recommandations du comité national d'éthi-

que n'ont pas été respectées lors des expérimentations d'immunothérapie antisida pratiquées à l'hôpital Saint-Antoine. D'autre part, ainsi que nous l'indiquons dans nos dernières éditions (n° 18 avril), le docteur Robin Fox, directeur de la revue médicale britannique The Lancet, a démenti l'information — donnée par le professeur Zagury dans une interview à Libération — selon laquelle sa revue avait décidé de ne pas publier l'article de dermatologues de l'hôpital Henri-Mondor faisant état de deux cas de vaccins survenus au cours des essais d'immunothérapie. Au contraire, nous a-t-il dit, l'éventualité de sa publication sera examinée « en toute priorité ». — F. N.]

PARCOUREZ
LA FRANCE
INVENTÉE PAR
LE CORBUSIER,
PEI ET
LES AUTRES



LES HAUTS LIEUX
DE L'ART MODERNE
EN FRANCE

Pour passer à la maison du fada à Marseille et aller de la grande Arche à la pyramide du Louvre et à la Géode. Un nouveau guide du Voyage culturel.

Bordas

سكنى في الامم

CULTURE

THÉÂTRE

Une robe pour Jacques Weber

Deux pièces de Labiche mises en scène par Isabelle Nanty, une jeune femme singulière

MAMAN SABOULEUX
29 DEGRÉS À L'OMBRE
ou Théâtre de Nice

Les cheveux cachés sous un chapeau de paille noire coquettement penché, la silhouette (1,80 m au bas mot) engoncée dans une vaste jupe, Jacques Weber fait la campagne dans *Maman Sabouloux*, comédie en un acte de Labiche, jamais représentée depuis sa création. Il y est question d'un brave homme qui a pris deux enfants en nourrice (Marina Fois joue les deux - qui sont la même - avec beaucoup de piquant) et se fait

passer pour sa femme, quand les parents viennent, huit ans plus tard, chercher leurs progénitures : c'est du vau-de-vue à quiproquos et certes pas du grand Labiche, mais l'effet de travesti marche sans bavure, le public n'ose pas ricaner.

Jacques Weber a voulu pour les beaux jours ajouter à son programme du Théâtre de Nice un spectacle drôle et il avait envie de porter une robe. Après l'acte, il devient séducteur en alpagant la jeune femme de son bête, qui le provoque en duel. Il s'agit du petit chef-d'œuvre, *29 degrés à l'ombre*, où l'on trouve cette fameuse réplique : « Ce n'est

pas pour me vanter, mais il fait chaud... » Là, les acteurs s'amusent autant que le public. Jacques Weber semble d'ailleurs plus à l'aise en Cary Grant qu'en Magnani. Evelynne Buyle est une parfaite bourgeoise garce et pinote, Pierre Hissler, Pierre Gérard sont épatants et en époux bafoués autant que labichiens, Hervé Briaux se montre un finasseur pauvre type tellement humain, insupportable au moment où on va s'attendre à lui, il est magnifique.

Le spectacle est accompagné au piano par Didier Lehenbre, sur des airs de western et de comédie sophistiquée. Car le metteur en

scène a trouvé le moyen de réduire l'espace de la grande scène, en installant les décors comme sur un plateau de cinéma. « Le » metteur en scène est également comédien. Elle a été, entre autres, la « baby sitter » qui apprivoise l'infamie Tatle Danielle d'Étienne Châtilliez, et lui tenait la dragée haute, c'est Isabelle Nanty.

G. G.

» Jusqu'au 27 avril, du mercredi au samedi à 20 h 30. Mardi à 19 h 30. Dimanche à 15 heures. Tél. : 93-80-52-60.

Isabelle Nanty, au maximum de l'instant

Petite et potelée comme une poupée, blonde, le teint clair, Isabelle Nanty tient de sa mère norvégienne des yeux d'un incroyable bleu transparent. Elle est née à Bar-le-Duc, a toujours su qu'elle serait comédienne. A peine le bac obtenu, elle est montée à Paris, et s'est inscrite au Cours Florent.

« Je me suis aperçue que le théâtre ne correspondait pas à ce que je pensais. Je ne pensais à rien de précis, mais j'imaginais quelque chose de plus immédiat. C'était devenu un travail et, finalement ça me plaisait. J'ai fait deux ans d'école, avec Pierre Romans et Francis Huster, qui m'a demandé d'être assistante sur son *Hamlet* de Lafforgue, puis sur le *Cid*.

» Ensuite il m'a fait jouer dans *Richard de Gloucester*, dans *Don Juan*, où j'ai rencontré Jacques Weber. J'ai enchaîné avec Simone Benmussa dans *Albert Nobbs*. Depuis, je n'ai pas joué au théâtre : on ne m'a rien proposé. Je ne vais pas voir les directeurs de casting, j'ai peur. C'est finalement de l'égoïsme, un manque de générosité, un orgueil démesuré. Il suffirait de dire : je suis comédienne, avez-vous besoin de moi ? Avant d'entrer en scène, pour se sentir bien, il suffirait de se charger de

tendresse et de se dire : je donne le maximum de ce que je peux donner en cet instant, et de toute façon je suis zéro, puisque j'espère être bien meilleure dans dix ans... Je ne parle pas du cinéma, parce que, même si j'y ai rencontré des rôles marquants, sur un an de vie, ça m'a pris deux ou trois semaines...

» J'ai commencé à enseigner chez Florent pour les élèves de première année : je voulais aider. Là aussi, finalement, c'est de l'égoïsme. Puis j'ai eu envie de mise en scène. J'en ai parlé à Weber et, deux ans plus tard, on s'est mis d'accord sur *Maison de Choisy*, un projet qui datait également de deux ans, puis *la Ronde* pour le Festival mondial des écoles à Bratislava, et enfin les Labiche.

« On abîme son image »

« Quatre spectacles en un an et trois mois, mais je ne suis pas un vrai metteur en scène. Quand on l'est vraiment, on l'est dans tout ce que l'on vit, c'est l'annulation de votre personnalité, on bouffe mal, on grossit, on s'habille n'importe comment, on abîme son image :

pour moi, les choses se sont passées de cette façon. On acquiert une vision opposée à celle de l'acteur, qui a tendance à penser que lui seul compte, que les lumières, les décors passent après, que le metteur en scène est sûr de lui et de ce qu'il faut faire, qu'il n'a pas d'état d'âme... Dans *la Ronde*, où j'étais également, j'ai découvert une chose : on est capable de faire n'importe quoi pour répondre à l'exigence du metteur en scène, si ce n'est pas soi. Je jouais la bonne et je me faisais pratiquement violer. L'exigence de moi-même, c'était affreux. Je vivais un état de schizophrénie pénible.

» J'ai éprouvé le besoin de monter des spectacles pour faire faire à des acteurs ce que j'aurais voulu qu'on me demande. Pour *Maison de Choisy*, je possédais quelques données, mais insuffisantes. Je me suis appuyée sur le cinéma, en travaillant les mouvements et les éclairages pour amener les sons, plan, un travelling, un fondu enchaîné, une caméra subjective : je voulais que les spectateurs s'installent dans la tête de Nora.

» Quand Hervé Briaux m'a montré le texte de *l'Abbé de Choisy* - c'est lui qui l'a découvert, il

bouffe des bibliothèques entières, - je l'ai trouvé magnifique parce que ce type est un grand minable. Il n'a rien à dire sur rien, ne raconte que des caucans. Il faut alors détecter la faille, le pourquoi de tant de nullité, et en faire une détresse telle que ça en devient beau. Chez Labiche, les gens sont des « convaincus du rien ». Ils dévient des banalités comme s'ils étaient la chose la plus importante. Apparemment, c'est difficile à jouer pour ne pas tomber dans le mécanisme. Il ne peut se caler qu'un public. Pendant les répétitions, il vous glisse des mains comme une savonnette, on doit se méfier de ce qui nous fait rire, nous.

» A présent, je vais m'arrêter, recommencer à lire, à aller au théâtre, au cinéma, je n'en ai pas en le temps toute cette année. Je vis toujours en décalage horaire. J'ai réalisé il y a seulement deux mois les chances qui m'ont été données. Jusqu'à présent, j'étais inconsciente, je trouvais ça normal. Je vais commencer à y réfléchir et à m'en servir.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

MUSIQUES

Tout vient à point

L'Orchestre de Birmingham vient d'inaugurer sa nouvelle salle de concerts

BIRMINGHAM

de notre envoyé spécial

Il y a plus de soixante ans que l'on avait promis au CBSO (City of Birmingham Symphony Orchestra) la construction d'une nouvelle salle de concerts. Lorsque Simon Rattle fut nommé directeur musical de cette formation (en 1980, à l'âge de vingt-cinq ans), Sir Adrian Boult, figure tutélaire de la direction d'orchestre en Albion - quelque chose de Pierre Monteux pour l'intégrité du répertoire, la belle monastache blanche, la sagesse proverbiale, et de Bernard Haitink pour le sérieux, la modestie, des Brahms légendaires, - lui avait rappelé cette promesse faite autrefois par la ville au jeune chef qu'il était alors.

Sir Adrian Boult est mort en 1983, âgé de quatre-vingt-quatre ans, il n'a pu assister à l'inauguration de cette nouvelle salle enfin sortie de terre, mais, d'où il est, il a dû être l'événement descendant une bonne partie d'ale.

Intégrée à un grand centre de congrès, reliée à un hôtel de luxe, cette salle moderne surprend par une architecture intérieure familière au mélomane. Artec Consultants Inc. (un cabinet d'architectes basé à New-York, spécialisé dans les salles à vocation musicale (1) - et Russell Johnson, son président-acousticien, ont voulu mettre toutes les chances de leur côté en s'inspirant du modèle des grandes salles de concerts construites au siècle dernier. Pourqu'il, en effet, ne pas « copier » des volumes et un agencement éprouvés de longue date ?

Une salle à l'italienne

La nouvelle salle de Birmingham est donc à l'italienne, en plus allongée. Comme elle est haute de plafond, son cubage d'air est important. Le parterre monte en pente douce, il est entouré d'une rangée de corbeilles et de balcons. Trois balcons font presque le tour de la salle.

An plafond, un immense lustre en bois, qui a tout du « ventre » du vaisseau spatial de *Rencontres du troisième type*, rassemble les projecteurs, fait office de rabais et de piège acoustique pour les fréquences graves. Les sols sont recouverts de parquets de bois blond vitrifiés, les murs habillés de bois, de granit, de métal ou peints.

Les deux mille deux cents fauteuils - tubulaires métalliques contreplaqués - sont recouverts d'un linéage de couleur orangée assortie au rouge laque de Chine qui souligne les bordures des balcons. Ils sont larges, confortables et disposés sur des rangées suffisamment espacées pour que l'on prenne ses aises.

Kid Pharaon sort de la pénombre

THE KID PHARAON
MERRY GO ROUND
à l'Elysée-Montmartre

Le rock français est assez vieux pour que, dans chaque région, ait grandi une légende locale, un groupe ou un artiste dont le nom passe discrètement entre initiés, que ce soit pour en célébrer la mémoire ou en assurer la survie. A Bordeaux, cette légende s'appelle Kid Pharaon. Le Kid est un musicien, auteur et producteur. Il est apparu il y a cinq ans au centre d'une constellation mouvante de musiciens. En trois albums (*Love Bikes*, *Hands* et, au début de l'année *Deep Sleep*), il a montré qu'il savait tout faire, du presque Assoluto, à l'univers sonore et à la portée sur scène, changer de son, de méthode sans jamais se renier.

A chaque disque, à chaque projet, Kid Pharaon (Thierry Davignault à la ville) a changé de groupe, accompagné d'abord par les Lonely Ones, puis par les Mercenaries. Depuis trois ans, un quatuor s'est stabilisé et l'intimité exact du groupe se prononce aujourd'hui, et d'une seule traite, *The Kid Pharaon Merry Go Round*. *Deep Sleep* est le premier album de

Pour un peu, on penserait qu'il n'y a pas assez de matériaux absorbants dans cette salle. Une donnée compensée par une multitude de décrochements, de piliers, de rambarde sur lesquelles le son vient se briser, de cavités accordées derrière les panneaux de décoration de façon qu'il y ait le moins d'échos possible (2), compensée aussi par la présence du public, un « matériau » absorbant non négligeable dans les fréquences médium et aiguës. L'ensemble n'est ni élégant ni sobre, assez vilain pour tout dire (la faute à la couleur orange ?).

La première qualité de cette salle serait son silence. La construction massive et bien isolée de l'extérieur par une immense verrière en glaces isolantes ne laisse filtrer aucun bruit de la rue, et la climatisation est des plus discrètes. Et puis, à Birmingham, il n'y a pas de métro pour faire trembler les murs les plus épais.

Pianissimos épanouis

Au programme des deux concerts d'inauguration, Simon Rattle avait inscrit *l'Oiseau de feu* de Stravinsky et *Daphnis et Chloé* de Ravel dans leurs versions intégrales. Deux œuvres orchestrales de telle façon que l'on pouvait apprécier une acoustique qui varie peu en fonction de la tessiture des instruments, de leur nombre et de leur combinaison, qui laisse s'épanouir les pianissimos à la limite du silence et les fortissimos les plus violents, une acoustique qui n'écroule pas les chœurs et permet en toute circonstance de localiser les instruments. La réussite semble totale.

Vendredi 19 avril, l'Orchestre de Birmingham et Simon Rattle seront à Paris, au Châtelet, qui n'est pas la plus mauvaise salle de Paris. Cet ensemble n'est pas le meilleur du monde (ses vents accusent certaines faiblesses), mais ses musiciens jouent avec un tel élan collectif, une telle musicalité qu'il y a fort à parier que grâce à l'acoustique de leur nouvelle salle, ils vont progresser pour devenir les meilleurs de Grande-Bretagne. C'est en tout cas le pronostic que lançaient quelques journalistes londoniens présents à cette inauguration, lundi 15 avril, à Birmingham.

ALAIN LOMPECH

(1) Ce cabinet d'architectes et d'acousticiens a déjà réalisé, entre autres, la nouvelle salle de Dallas (en collaboration avec Pop, l'Orchestra Hall de Philadelphie, l'Opéra d'Osaka.

(2) Les ondes stationnaires se traduisent à l'écoute par le renforcement de certaines fréquences graves qui brouillent l'écoute.

» Vendredi 19, 20 h 30, Théâtre du Châtelet. Tél. : 40-28-28-40. De 80 F à 395 F.

cette formation, un disque séduisant et intégral, discret et élégant. Comme une voix qui s'est enfin posée, la musique du groupe a trouvé son équilibre. C'est le moment pour Kid Pharaon, le Merry Go Round et tout son petit monde de sortir d'une pénombre qu'ils affectionnaient.

THOMAS SOTINEL

» Le 18 avril à 19 heures, Elysée-Montmartre, 72, bd de Rochechouart, Paris 8^e. En première partie, les Thugs. Discographie chez Dancostris.

» Opéra Bastille. - La salle modulable de l'Opéra de la Bastille ne sera pas achevée tant que sa programmation ne sera pas connue, et-on apprit mercredi, au ministère de la culture, à la suite d'une déclaration de Jack Lang sur les grands travaux en conseil des ministres. Compte tenu des réductions budgétaires, priorité a été donnée à la salle de concert (modulable, elle aussi) de la Cité de la musique de La Villette, que le Conservatoire supérieur de musique de Paris et l'Ensemble Inter-Contemporain doivent se partager. Une salle dont le projet artistique est déjà défini. Son inauguration est prévue pour 1993.

CINÉMA

Une enfance militaire

Chronique d'une adolescence, de ses rébellions, de ses trahisons

L'ANNÉE DE L'ÉVEIL
de Gérard Corbiau

Il y a deux ans, on découvrait *le Maître de musique*, premier long métrage de fiction d'un réalisateur de la télévision belge qui exaltait la magie de l'opéra. *L'Année de l'éveil* donne une toute autre mesure de son talent. Gérard Corbiau est tenté cette fois par le réalisme, la psychologie, et, sur un sujet très souvent traité - les premiers émois de l'adolescence, le difficile enchaînement d'une personnalité, - a réussi quelque chose de non conventionnel.

En 1948, François, qui va avoir quinze ans, est enfant de troupe à l'école militaire d'Aix-en-Provence. Le destin de ce garçon, abandonné par ses parents, placé chez des paysans, semble tout tracé. Mais il aspire à un autre idéal. Solitaire, intérieurement blessé, tourmenté, il se montre rebelle à la discipline autant qu'aux brimades des grands. Son chef de section le prend en amitié, l'emmène chez lui en pleine nature le dimanche et - c'est un ancien champion - lui enseigne la boxe. La femme du chef, Lena, d'origine étrangère, est elle aussi solitaire. D'une façon toute naturelle, elle révèle l'amour à François. Il est heureux, et en même temps souffre d'avoir trahi celui qui était devenu comme un père.

C'est une histoire vraie, celle de

Charles Juliet, dont le récit autobiographique *L'Année de l'éveil* est paru en 1988 chez P. O. L., éditeur depuis 1978 de son *Journal*. Mais une histoire vraie ne suffit pas à donner un film vrai, vivant, passionnant. Il faut que la conception cinématographique s'appuie sur la vérité, sur la réalité vécue.

Gérard Corbiau, qui n'a pas pour rien rebaptisé « François » son jeune héros, rend une sorte d'hommage au cinéma de François Truffaut par la reconstitution stylisée du passé, l'emploi du commentaire littéraire à la première personne, l'utilisation d'un jeune acteur qui, tel Jean-Pierre L  aud autrefois, affirme un tempérament prodigieux, une osmose parfaite entre son personnage et sa propre sensibilité.

Grégoire Colin était, dans le *Silence d'ailleurs* de Guy Moyal, un gamin touchant et secret, en manque de père. Il a maintenant un physique d'adolescent sévère. Son François résiste aux épreuves de la vie militaire, au froid, à la faim, aux punitions, au désespoir, à la peur de mourir dans cette guerre menée en Indochine et d'où revient de temps en temps, à l'  cole d'Aix, des cr  velles.

La sensibilité de Grégoire Colin, celle de Charles Juliet l'écorché, celle du réalisateur, se fondent dans cette chronique si juste et souvent bouleversante - la découverte des horreurs nazies à travers le professeur de français rescapé de

Dachau, le copain malade, l'expérience de « la boule à zéro », du cachot...

Chronique de l'éveil à la vie adulte au prix d'une révolte et d'une « trahison » chronique, de l'éveil à la vocation d'écrivain qui a sauvé cet homme dont l'acteur fait revivre la jeunesse. Jamais la mise en scène ne sombre dans l'excès dramatique, le pittoresque, l'imp  disme ou la complaisance rétro. C'est bien d'un film d'aujourd'hui qu'il s'agit. Un grand beau film intimiste où Laurent Grevill, comédien subtil, et l'italienne Chiara Caselli forment le couple déchiré.

JACQUES SICIER

   Palmaret du Festival « Les enfants Lumière ». - Le film algéro-français *Ch  b*, du jeune réalisateur Rachid Bouchareb, qui raconte l'expulsion de France d'un jeune fils d'immigré et le choc de son retour en Algérie, a regu le grand prix du premier Festival international de films sur l'enfance, « Les enfants Lumière », qui s'est tenu du 9 au 16 avril dans la région toulousaine. Le prix du meilleur document a été décerné ex aequo à *Cent enfants attendent le train*, d'Ignacio Ag  rro (Chili), et à *Octavio*, de Camille de Casabianca et Patrick Brossier (France). Enfin, le prix du court métrage a été attribué à *Liomba*, de Rolan Bykov.

eil Maison des Arts

Claude Nougaro

14-15-16 mai

49.80.18.88.

ATH  N  
LOUIS JOUV  T

DERNIÈRES
PHÈDRE
de
MARINA TSVETAIEVA
mise en scène
SOPHIE LOUCACHEVSKY

47.42.67.27

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

Jeunes - Etudiants - Séjour en famille

UN MOIS AUX U.S.A. : 4 900 FRANCS

Transport facultatif - lari de groupe - Californie ou Virginie

Stages analogues en Campus aux U.S.A. ou à Oxford en Angleterre

Pour recevoir gratuitement une brochure contactez :

BRITISH EUROPEAN CENTRE

5, RUE RICHELIEUX - 75008 PARIS - TEL : (1) 42.60.35.37

PARLOIR ROMAND

Lectures scéniques

du 10 au 22 Avril

Jean-Daniel Coudray Jacques Gardel
Claude Delaune Gabriel Garra
Sylviane Dupuis Chantal Morel
Ag  la Krist  t Daniel Benoit
Jacques Prost François Berthel
Michel Viala François Tran

     CENTRE GEORGES POMPIDOU
Paris - T.L.F. 42.40.27.28 (pages 11-12)

6   uvres
in  gr  es
de Suisse
romande

théâtre
international
de langue
française

Triplex
Paris
Lyon
Lille

CULTURE

MUSIQUES

Les insolents sont là Retour sur scène des stars du rock alternatif

LES NÉGRESSES VERTES
à l'Espace Cardin

Ces derniers temps, les Négres Vertes étaient devenues rares. Deux ans ont passé depuis la sortie de leur brillant premier album, et depuis plusieurs mois le groupe ne s'était pas produit en France. Ce qui ne l'empêchait pas de recevoir régulièrement l'oscar de l'exportation du rock, en remplissant les salles en Grande-Bretagne, en se glissant sur des compilations de prestige. De quoi entretenir une image, mais pas une carrière ni un public.

Et voilà que, par nécessité, les Négres Vertes reviennent en France tout à l'envers. Il est l'usage de remonter sur scène une fois le nouvel album sorti. Des difficultés juridiques - un procès entre le groupe et OTT, le label qui a publié le premier disque - retardant la sortie du successeur de *Mah! !*. Les Négres ont donc convié le public parisien à entendre les nouvelles chansons sur scène. Et comme pour brouiller encore un peu plus les pistes, le groupe fait sa rentrée à l'Espace Cardin que l'on associe aux natches des Négres comme le foyer de l'Opéra aux Suprêmes NTM. Au moment où la Mano Negra fait la tournée des banlieues, Helno, le chanteur, Mathias Cannavese l'accordéoniste, Mellino le guitariste et les autres, alourdissent le soupçon qui plane depuis déjà un moment sur les Négres Vertes : et s'ils étaient devenus des voyous de salon, la version BCBG de la scène alternative?

Mais, si le public n'est décidément pas celui de l'Elysée-Montmartre (plus chic, plus vieux à l'Espace Pierre-Cardin), il ne fait pas plus d'un demi-morceau aux Négres Vertes pour remettre les choses au point. Même chaleur, même insolence, même invention, les Négres continuent de jouer dans une catégorie qu'ils se sont créée pour eux tous seuls. Les ingrédients n'ont pas changé : pas

d'électricité (sauf pour la basse), beaucoup de guitares et de percussions, des cuivres laconiques et efficaces et l'accordéon de Cannavese. Et l'apparence du désordre (ils ne cessent d'échanger leurs instruments, de faire les clowns derrière ceux qui travaillent quand ils n'ont rien à faire) que permet une organisation musicale rigoureuse.

Le perfectionnisme qui leur interdit les aventures musicales spontanées (on les voit mal aujourd'hui débarquer dans une cour d'immeuble) porte ses fruits : les Négres jouent bien et donnent l'impression, finalement rare dans un groupe aussi nombreux et hétérodoxe (huit personnes jouant d'instruments difficiles à sonner) de faire ce dont ils ont envie. Helno, gousse de talent, image contemporaine du Paris qu'on cherche en vain du côté de la rue de Lappe, Helno, donc, n'a plus qu'à faire le spectacle, à faire passer des chansons qui, pour les plus anciennes, tiennent debout toutes seules et, pour les nouvelles, promettent déjà beaucoup, de la *Bodega*, espagnole incandescente au *Fanfaron*, qui permet au groupe de se prendre pour un big band. Au long de la soirée, les Négres alignent les fantaisies musicales, groupe de rockabilly on orchestre funk, bande de rasta reggae ou camp gitan. A tous les coups, on y croit.

THOMAS SOTINEL

Jusqu'au 23 avril, à 20 h 30, à l'Espace Pierre-Cardin, 1, avenue Gabriel. Tél. : 42-65-17-30.

Le concours d'opéra de Marseille reporté à 1992. - Après celui de l'Opéra de Paris, le concours de chant de Marseille, dont les épreuves devaient se prolonger jusqu'au 20 avril, a dû être reporté à 1992 faute de subventions de la ville et de la direction régionale des affaires culturelles. 116 candidats, représentant 23 pays, étaient inscrits à cette compétition, qui aurait dû voir cette année sa quatrième édition. Tél. : 91-41-28-26.

ARTS

Vol de nuit



Extrait de la série de douze images « 4-Expédition », cette vue nocturne constitue la première étape du périple, d'abord dessiné sur une carte, entrepris par Thierry Urban en 1986. Archéologue romantique survolant les traces et le relief des ruines aux contours incertains, il décode en anémone leurs messages dans les remous et les replis des dunes qu'illumine un éclairage rasant. Epopée imaginaire, méditation sur la durée, hommage faussement naïf à la

Terre, ce survol des siècles, mené avec l'acuité d'un relevé scientifique, ouvre sur l'aventure. L'attente révése du sable à la pure réalité d'un mirage. Instrument d'observation, l'appareil visualise, dans la moire du désert, l'espace cosmique surgi presque par enchantement de la mémoire. Par la magie du petit format, où l'obsession du grain photographique s'allie à celle du grain de sable, Thierry Urban matérialise l'intimité d'une vision intérieure.

Thierry Urban, « Archéologies du désert », Galerie Pons, 16, rue de Montreuil, 75011 Paris, jusqu'au 24 avril. Parution sous le même titre d'un album édité par la Galerie Pons, prix Kodak 1990, textes de Frédéric Lambert et Nicole Vitte, 140 F.

PROLONGATION

DERNIERE LE 27 AVRIL

Nathalie Sarrault
Les fruits d'or
mise en scène
Elisabeth Chailloux

Tout est là-dedans, rien dehors. Quoi, tout ? La formation du goût, le jeu des influences, la cruauté sociale, les intraduisibles détresses, le désir de plaire, le ridicule de déplaire, l'amour des livres, le courage des solitaires et la lâcheté du groupe, du clan, de la tribu. Voilà. Surtout le grand, l'infini, l'immense, le subtil mouvement de marée de la langue agitée dans toutes les écumes. Il reste cela, abandonné par le jasant, morceau de papier, feuille pas morte, cela qui s'appelle un livre. Admiration ? Rideau ! LIBERATION

RÉS. 42.02.68

THEATRE PARIS-VILLETTE

Exceptionnel jusqu'au 30 avril :
Votre 309 superéquipée "PLUS"

• Alarme
• Toit ouvrant
• Poste de radio



PEUGEOT
NEUBAUER

• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.58.52
• 227, bd Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.80.21

*Offre valable jusqu'au 30 avril 1991 pour toutes les 309 en stock, sur présentation de cette annonce.

THEATRE RENAUD BARRAULT

Humour Italien en langue Française

L'INVENTORE DEL CAVALLO

Etienne PETROLINI Emilio FLAIANO Cesare ZAVATINI
Peppino DE FILIPPO Achille CAMPANILE

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 842 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. *Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Botte, 75008 PARIS. 46 63 12 66.

LUNDI 22 AVRIL

- S. 2 - Art nègre, Océanie. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 3 - Anciens objets de vitrine, étains. - M^{rs} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 5 - Bijoux, tableaux anciens, meubles. - M^{rs} RIBEYRE, BARON.
- S. 7 - Tapis modernes et anciens. - M^{rs} CHAMBELLANO, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.
- S. 11 - Tab., bib., mob. - M^{rs} LANGLADE.
- S. 12 - Têtières. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.
- S. 14 - Par autorité de justice et appartenant à divers : porcel., gravures, tableaux, bibelots, céramiques. Important mobilier de style. - M^{rs} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
- S. 15 - Tableaux, meubles, objets mobiliers. - M^{rs} OAUSSY, DE RICQUES.

MARDI 23 AVRIL

- S. 9 - 14 h 15 LIVRES ANCIENS ET MODERNES. Objets de vitrine en marquise. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier. Exposition chez les experts : Librairie « Grand-Badin », 22, rue Guynemer, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-58. Fax : (1) 42-84-05-87 jusqu'au 20 avril 9 h 13 h et 14 h 18 h. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.
- S. 12 - Timbres-poste. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.

MERCREDI 24 AVRIL

- S. 1 - Tableaux et meubles anciens. ARCOLE (M^{rs} RENAULT).
- S. 4 - Livres. - M^{rs} BOISGIRARD.
- S. 5 - 100 ARTISTES BLACKS. 100 peintures africaines contemporaines. - M^{rs} BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 7 - 14 h 15 AFRIQUE OCEANIE. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN. M. Moobarbo, expert. Tél. : (1) 42-81-51-13. Catalogue : veuillez contacter le poste 469.
- S. 10 - Jeunes peintres. Tableaux modernes et contemporains. Art nouveau, art déco. - M^{rs} JUTHEAU, MM. Schoeller et Frossard.
- S. 11 - Tableaux, mobilier, objets d'art. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.
- S. 16 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{rs} CHAMBELLANO, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.

JEUDI 25 AVRIL

- S. 3 - Livres. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 8 - Bijoux et montres. - M^{rs} BOSCHER, STUOER, FROMENTIN.
- S. 9 - Timbres-poste, gravures, tableaux, bibelots, céramiques. Sijes et meubles anciens et de style. - M^{rs} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENREDI 26 AVRIL

- S. 3 - Suite de la vente du 25 avril. - M^{rs} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 6 - Tableaux, objets d'art, mobilier ancien. ARCOLE (M^{rs} OGER, DUMONT).
- S. 13 - Tableaux, meubles, objets d'art. - M^{rs} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
- S. 14 - 14 h 15 Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN. Sans catalogue.
- S. 15 - Tab., bib., mob. - M^{rs} BOISGIRARD.
- S. 16 - Dentelles, tableaux XIX^e et XX^e siècles, mobilier de style, bronzes, objets de vitrine. PARIS AUCTION (M^{rs} CARDINET-KALCK).



DROUOT VÉHICULES II
30, RUE DES FILLETES
93300 AUBERVILLIERS

VENTE AUX ENCHÈRES

SAMEDI 20 AVRIL à 10 heures
VÉHICULES EXCEPTIONNELS 1991-1990
R.R. Shadow II The 78, ROADSTER 300 SL 1. opt., 2 cabriolets, CARRERA 2, Corvett 89-21-205CTI, SPORT 2 928S4-911, CARRERA 4 - CARRERA 2, coupé BMW 850IA-Transam, 4x4 Toyota HDJ 80 O.Tbo, 4 PATROL GR O.Tbo - Vitara, Cherokee O.Tbo - Range, 25 ALLEMANDES O et O.Tbo, 45 VOITURES JUDICIAIRES. ARTUS 47-70-87-29 - 3615 IVP.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Botte (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUOER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
DAUSSY, DE RICQUES, 44, rue de la Vierge (75009), 48-74-38-93.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-61-16-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-30-91.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PARIS-AUCTION : DE CAGNY, CARDINET-KALCK, OUBERGUE, HOEBANX-COUTURIER, 23, rue de la Folie (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-86-38.
RENAULT, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-08-77.

Spectacle Europe 2

CASINO DE PARIS
JANE BIRKIN



A PARTIR DU 14 MAI LOCATION : 49 95 98 98

ANTENNE Europe2 mac

سكزا ابن الالصل

SPECTACLES

JEUDI 18 AVRIL

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

L'ARTOT
Atelier des enfants. Jusqu'au 20 mai 1991.

CAPITALES EUROPÉENNES DU NOUVEAU DESIGN. Galerie du Ccl. Jusqu'au 27 mai 1991.

FRANK O. GEHRY. Projets en Europe. Galerie de dessins d'architecture. Jusqu'au 10 juin 1991.

WITOLD GOMBROWICZ. Galerie du 897. Jusqu'au 10 juin 1991.

LE MYTHE W. EUGÈNE SMITH. Bibliothèque publique d'information. Jusqu'au 17 juin 1991.

CLAUDE VIALAT. Dessins. Salle d'art graphique Minam. Jusqu'au 3 juin 1991.

JEAN VILAR AU PRÉSENT. Grand foyer. Jusqu'au 3 juin 1991.

Musée d'Orsay

Dual Anatole-France (40-49-48-14). Mar., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 19 h. Fermé le lundi.

AFICHES - LE CIRQUE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 7 juillet 1991.

GEORGE N. BARNARD. PHOTOGRAPHIES DE LA GUERRE OCEANIQUE. Exposition-dossier. Espace photographique d'arts graphiques 1 et 2. Entrée : 14 F. dim. : 9 F. Jusqu'au 28 juillet 1991.

MAGNÉS D'ONGKOR. Hôtel de la Mairie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

RICHARD MEITNER. VERRE CONTEMPORAIN. Musée de la photographie, galerie d'accueil. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE MONOUE DE PROUST. PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, arangière de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. sf 1^{er} mai de 11 h à 19 h. Jeu. jusqu'au 1^{er} mai. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} novembre 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Fermé le lundi. Entrée : 25 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

DESIGN ESPAGNOLS - MAÎTRES DES XXV^e ET XXVI^e SIÈCLES. Pavillon de l'Europe. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

JOOS VAN CLEVE. Pavillon de l'Europe. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

DESIGN ESPAGNOLS - MAÎTRES DES XXV^e ET XXVI^e SIÈCLES. Pavillon de l'Europe. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

REPENTIRS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-33-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h. Le musée sera fermé les 1^{er}, 9, 19 et 20 mai.

PIERO MANZONI. Entrée : 30 F (possibilité de billets groupés : 35 F). Jusqu'au 26 mai 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gd-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rhénans. (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15) mer. à 21 h 15. Entrée : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 12 août 1991.

Musées

ROSSELLA BELLUSCI. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 25 mai 1991.

ALBERT SRENET. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 juin 1991.

CHEFS D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monnet, Moret et Renard. Musée Marmonian, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-03). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 20 h. Fermé le lundi. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

CONCOURS POUR L'AMÉNAGEMENT DE L'ÎLOT DES ENFANTS-ROUGES

Pavillon de l'Europe, galerie d'architecture, 21, boulevard Morland (42-78-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 mai 1991.

JAN DIBBETS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Fermé le 1^{er} mai. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 20 mai 1991.

DONS DE LA FAMILLE DAVOUEILL. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Entrée : 29 F. Jusqu'au 30 juin 1991.

LA FAIENCE MAROCAINE DANS LES COLLECTIONS FRANÇAISES. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 juin 1991.

HIRAYAMA SUR LA ROUTE DE LA SOIE. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 22 avril 1991.

HORST. 60 ans de photographie. Musée des arts de la mode, 108, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 9 septembre 1991.

LIENS DE FAMILLES. Musée national des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 14 F. dim. : 9 F. Jusqu'au 28 juillet 1991.

MAGNÉS D'ONGKOR. Hôtel de la Mairie, 11, quai Conti (40-46-56-66). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 19 mai 1991.

RICHARD MEITNER. VERRE CONTEMPORAIN. Musée de la photographie, galerie d'accueil. 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

LE MONOUE DE PROUST. PHOTOGRAPHIES DE PAUL NADAR. Caisse nationale des monuments historiques, arangière de l'hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. sf 1^{er} mai de 11 h à 19 h. Jeu. jusqu'au 1^{er} mai. Entrée : 18 F. Jusqu'au 13 mai 1991.

LA MÉMOIRE DES TIMBRES. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 1^{er} novembre 1991.

L'ORIENT D'UN DIPLOMATE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 septembre 1991.

PANORAMA DES PANORAMAS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Fermé le lundi. Entrée : 25 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

DESIGN ESPAGNOLS - MAÎTRES DES XXV^e ET XXVI^e SIÈCLES. Pavillon de l'Europe. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

JOOS VAN CLEVE. Pavillon de l'Europe. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 26 mai 1991.

DESIGN ESPAGNOLS - MAÎTRES DES XXV^e ET XXVI^e SIÈCLES. Pavillon de l'Europe. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

REPENTIRS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

SCULPTURES FRANÇAISES NÉO-CLASSIQUES DU MUSÉE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 30 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 30 juin 1991.

LE TRÉSOR DE SAINT-DENIS. Hall Napoléon. Entrée : 30 F (possibilité de billets couplés avec celui du musée). Jusqu'au 17 juin 1991.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-33-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h. Le musée sera fermé les 1^{er}, 9, 19 et 20 mai.

PIERO MANZONI. Entrée : 30 F (possibilité de billets groupés : 35 F). Jusqu'au 26 mai 1991.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gd-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Rhénans. (42-89-54-10). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 19 août 1991.

SEURAT (1859-1891). Galeries nationales (42-89-23-13). T.l.j. sf mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h (fermeture des caisses à 19 h 15) mer. à 21 h 15. Entrée : 37 F, sam. 24 F. Jusqu'au 12 août 1991.

Musées

ROSSELLA BELLUSCI. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.l.j. sf dim. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 25 mai 1991.

ALBERT SRENET. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 juin 1991.

CHEFS D'ŒUVRE RETROUVÉS. Monnet, Moret et Renard. Musée Marmonian, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-03). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 septembre 1991.

CAMILLE CLAUDEL. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 20 h. Fermé le lundi. Entrée : 30 F. Jusqu'au 2 juin 1991.

TRÉSORS DE BIBLIOPHILIE

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-85-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 septembre 1991.

UNE PASSION POUR LA CÉRAMIQUE. La collection Fina Gomez. Et le grand prix Ineset Hommage Bernard Pelissier. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mer. de 10 h 30 à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 23 juin 1991.

HENRI-GEORGES VIOAL. Musée Bourdelle, 19, rue Antoine-Bourdelle (45-48-97-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 12 mai 1991.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h à 17 h 15. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 octobre 1991.

IGNACIO ZULOAGA (1870-1945). Pavillon des Arts, 101, rue Rameau (42-33-92-80). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

CENTRES CULTURELS

LA DÉCOUVERTE DE PALMYRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 juin 1991.

ASS. SHARIMIN THARMARAT-NAM. JEAN-LUC LAC. Hôpital Edouard, 2-4, rue Carpeaux (46-27-92-82). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

JEAN-CHRISTOPHE AVERY. Espace Electra, 6, rue Récamier (45-44-10-23). T.l.j. sf lun. de 11 h 30 à 18 h 30, jeu. jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 avril 1991.

CHANGEMENT DE DIRECTION. Fondation nationale, hôtel Salomon de Rothschild - 11, rue Berryer (45-63-90-55). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h. Du 23 avril 1991 au 27 mai 1991.

COLLECTION CONTEMPORAINE BNP. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). T.l.j. sf mar. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 2 juin 1991.

CUILLES. Fondation. Fondation Oger, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

LA CENLETTE A TRAVERS LE MONDE. Passion, technique et tradition. Bibliothèque de la ville de Paris, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Ouverture exceptionnelle les dim. 28 avril et 2 juin 1991 de 14 h à 18 h.

LES DONS ET LEGES A PARIS. Hôtel de Ville, salon d'accueil, 28, rue de Rivoli. T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 30 à 19 h. Jusqu'au 15 juin 1991.

TOYO ITO, FRANÇOIS GESLAWIERS. FRANK HANNOUETTE. Institut français d'architecture, 8 bis, rue de Tournon (46-33-90-35). T.l.j. sf dim. et lun. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 12 mai 1991.

ANASTASIEN ANASTOULIS : UN ART ANCESTRAL. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-39-39). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

FERDINAND KULMER. Pens Art Center, 28, rue Falguère (43-22-38-47). T.l.j. sf dim. lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 1 juin 1991.

STANISLAW MARKOWSKI. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). Mer. de 9 h à 20 h, jeu. lun. de 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Du 19 avril 1991 au 30 avril 1991.

ZYGMUNT MENKES, JANUSZ TOMASZEWSKI. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h, mer. de 11 h à 20 h, sam. de 15 h à 18 h. Du 19 avril 1991 au 30 avril 1991.

LA PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-39-39). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

PRIX FONDATION FORTABAT 1990-1991. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-14-14). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril 1991.

ERIC RASPAUT, IMPRESSIONS D'AFRIQUE. Ancien musée des automates, 8, rue Bernard-Clairvieux (42-78-04-39). Jusqu'au 3 mai 1991.

PAUL SIMON (1892-1979). Éléphant, Ron, engins, sculptures et gouaches de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

WIR SINO OAS VOLK INOUS SOMMES LE PEUPLE. Photographie de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

LA PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-39-39). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

PRIX FONDATION FORTABAT 1990-1991. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-14-14). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril 1991.

ERIC RASPAUT, IMPRESSIONS D'AFRIQUE. Ancien musée des automates, 8, rue Bernard-Clairvieux (42-78-04-39). Jusqu'au 3 mai 1991.

PAUL SIMON (1892-1979). Éléphant, Ron, engins, sculptures et gouaches de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

WIR SINO OAS VOLK INOUS SOMMES LE PEUPLE. Photographie de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

LA PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-39-39). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

PRIX FONDATION FORTABAT 1990-1991. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-14-14). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril 1991.

ERIC RASPAUT, IMPRESSIONS D'AFRIQUE. Ancien musée des automates, 8, rue Bernard-Clairvieux (42-78-04-39). Jusqu'au 3 mai 1991.

PAUL SIMON (1892-1979). Éléphant, Ron, engins, sculptures et gouaches de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

WIR SINO OAS VOLK INOUS SOMMES LE PEUPLE. Photographie de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

LA PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-39-39). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

PRIX FONDATION FORTABAT 1990-1991. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-14-14). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril 1991.

ERIC RASPAUT, IMPRESSIONS D'AFRIQUE. Ancien musée des automates, 8, rue Bernard-Clairvieux (42-78-04-39). Jusqu'au 3 mai 1991.

PAUL SIMON (1892-1979). Éléphant, Ron, engins, sculptures et gouaches de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

WIR SINO OAS VOLK INOUS SOMMES LE PEUPLE. Photographie de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

LA PHOTOGRAPHIE ET L'IMAGINAIRE. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-39-39). T.l.j. sf lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 28 avril 1991.

PRIX FONDATION FORTABAT 1990-1991. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-14-14). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 avril 1991.

ERIC RASPAUT, IMPRESSIONS D'AFRIQUE. Ancien musée des automates, 8, rue Bernard-Clairvieux (42-78-04-39). Jusqu'au 3 mai 1991.

PAUL SIMON (1892-1979). Éléphant, Ron, engins, sculptures et gouaches de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 21 avril 1991.

WIR SINO OAS VOLK INOUS SOMMES LE PEUPLE. Photographie de Germain Thiers. 27, place Saint-Georges (48-78-44-45). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F.

Une nouvelle édition dans « La Pléiade » : une nouvelle preuve du souverain pouvoir des Fables

PRESSES DE LA RENAISSANCE

Qu'est ce que cela signifie : être « écrivain polonais », dans un pays marqué par tant de brassages, tant de langues diverses ? Réponse à quatre voix avec la parution simultanée d'œuvres de Marien Pankowski, Johannes Bobrowski, Cholem Aleikheim et Bruno Schulz.

* Signalons aussi la sortie en poche (« Folio » Gallimard n° 2246) d'une édition des Fables de La Fontaine, établie par Jean Pierre Collinet.

PRIX DES LIBRAIRES 1991

Michelle Schuller
Une femme
qui ne disait rien
roman

"Un récit magistralement conduit."
ANDRÉ BRUYOURT
LE FIGARO LITTÉRAIRE

"Il y a une telle force, une telle densité, une telle beauté dans ce premier roman qu'on en sort abasourdi."
PHILIPPE LACOCHE
MAGAZINE LITTÉRAIRE

"Michelle Schuiter réussit là un coup de maître."
CHRISTOPHE GURAS
LE POINT

to volume 228 pages, 89

PRESSES DE LA RENAISSANCE

RECENSEMENT

nouvelles de Béatrix Beck. Grasset, 180 p., 85 F.

NINIVE

récit de Henri Raczymow. Gallimard, 120 p., 85 F.

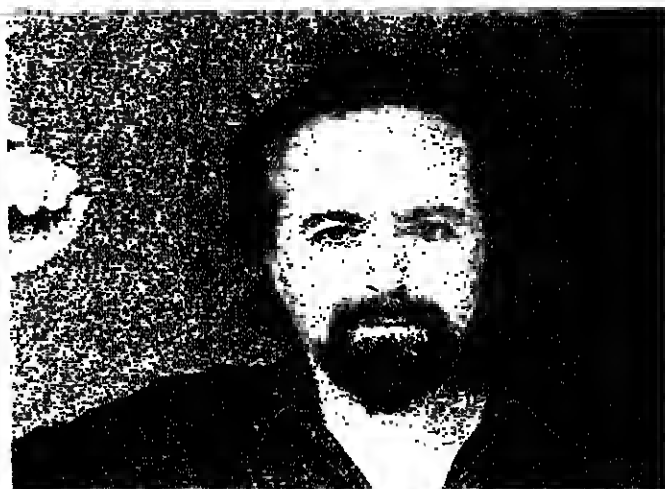
MADAME BECK est une intrépide septuagénaire, une vieille dame très jeune, à la langue verte et bien pendue, au caractère intransigeant — ce qui est toujours coûteux — et insolent, qui vit en amitié quelque part en Normandie, en compagnie de quelques matous. Elle n'est pas très show-biz, M^{me} Beck, alla na hante pas la Closerie, ni le Twickenham, ni le Pont-Royal, les magazines féminins n'ont jamais lancé de détectives sur ses pas pour savoir comment elle planifiait ses journées sur son Filofax en zébu, si elle achetait ses robes de chambre chez Charvet et ses bigoudis chez Hermès. Elle n'aurait pas supporté ça, M^{me} Beck, un écrivain n'a pas le temps pour ces choses. On ne peut pas dire qu'elle nous ait saoulés de ses apparitions télévisées. Et pourtant elle a eu le Goncourt, M^{me} Beck, et avec un bon livre — Léon Morin prêtre, en 1952, — une impertinence de plus.

Pourtant, les prix, ce n'est pas son rayon, elle a démissionné du jury Femina en 1960, estimant que le roman de la dernière lauréate contenait des allusions antisémites. On s'en doute, cela ne lui a pas valu la reconnaissance de son éditeur, Gallimard, qui a « laissé partir » chez Grasset cette sauvageonne à l'épiderme sensible, dont le mari, Naum Szepiro, était mort à la guerre en avril 1940. Dans son premier roman, elle se définissait ainsi : « Mes ancêtres, le sauvage peau-rouge, le serf letton, le lancier polonais qui avait passé la Berezina, ma grand-mère, Italienne d'origine arabe morte poitrinaire à vingt-quatre ans, mon arrière-grand-père juif protestant qui vivait avec une famille imaginaire de singes philosophes, ne me semblaient avoir eu d'autre raison d'être que la venue au monde de la métisse que j'étais. »

De tous les petits métiers qu'elle exerça, le plus pittoresque et prestigieux fut celui de dernière secrétaire d'André Gide. Pour le reste, à l'exception du Goncourt, elle s'est contentée d'un cercle de farvets, ne recherchant pas les gros tirages, vivant de peu, libre, publiant des romans teintés d'autobiographie (Barry, Une mort irrégulière) et des contes (L'Enfant-Chat, Contes à l'enfant né coiffé) de vraie fiction magique qui l'ont fait comparer à Raymond Queneau et Marcel Aymé, ce qui n'est pas faux. S'il lui fallait absolument des parrains, on pourrait joindre Jean Tardieu à la liste, mais est-ce bien nécessaire, tous ces tuteurs, pour une rebelle ?

ES cinq nouvelles de Recensement sont de longueurs très inégales. On y entend Dieu discuter avec Adam, l'âne de la crèche dialoguer avec le bouf, assez drôlement et brièvement. Sur les trois étages de l'hôtel particulier des Durand de Beauray, dans le seizième arrondissement, quatre générations de gens bien nés s'ébattaient, se disputent, se succèdent, sans compter les jolies domestiques qui se retrouvent toujours de corvée pour la même chose auprès de Monsieur, le tout sous l'œil égoïste et indifférent de l'archi-snob Deborah, qui commence ses phrases

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau



Henri Raczymow : un contour subtil

Le bénéfice
des écrivains

en français et les termine en anglais (« Vous savez bien que je ne supporte pas that one speaks of death. C'est tellement triste. »).

La plus longue nouvelle, Bazar Demême, est un petit roman en soi, qui aurait pu commander le titre du recueil. Lucile Demême, veuve d'Anatole et mère de Ludvine, d'Arthur et de Victor, tient un bazar dans un petit bled, un vrai bazar où l'on peut demander tout et n'importe quoi, depuis les vaporeuses poupées de Tawwan ne devant pas être confiées aux enfants, jusqu'au « bol cul-de-poula qui ne casse pas le rythme du fouet ». Lucile a également dans sa réserve intérieure une grande provision d'excellents conseils pour ses enfants : « Soyez naturels mais ne soyez pas nature. Le naturel s'apprend. L'habitude est une seconde nature, c'est celle-là qu'il nous faut. Voyez l'Aurore Guillemet en visite qui ne sait pas quoi faire de ses mains et voyez la reine Elizabeth qui les met toujours au bon endroit, sans se poser de questions. Pourtant, l'Elizabeth et l'Aurore, c'est

bonnet blanc et blanc bonnet, ce ne sont jamais que des personnes. »

Ludvine, ravissante enfant, séduit un peintre de passage, mais le petit Victor veille au grain. Arthur la surdoué, brillant étudiant, séduit malgré lui un de ses condisciples, Anthony, fils de gros bourgeois suffisants. Un drame se noue, rapide, cruel, irréel. On n'en dira pas plus, on vous laisse découvrir ces vies parcourues à bride abattue où l'art de Béatrix Beck dément le propos qu'elle prête à l'un de ses paysans : « Si vous travaillez la terre, elle travaille pour vous, l'écrivasserie non. » Bien sûr que si, l'écrivasserie travailla en retour, pour d'invisibles moissons.

CE n'est pas le narrateur de Ninive, de Henri Raczymow, qui dira le contraire. Il n'a pas d'âge ni de nom, il dit « je » avec une si naturelle simplicité qu'on est tenté de le prénommer Henri provisoirement. Henri est bien embarrassé. Il a quitté Régine, non pas pour Nina mais par Nina. Il s'est servi de Nina comme d'un levier pour quitter Régine. Et encore, dans cette histoire, il estime que son rôle s'est borné à celui d'un hallebardier, guère plus. Puis il est retourné chez Régine, ce qui n'était pas la meilleure chose à faire. Un soir, au théâtre, il a renoué connaissance avec M^{me} Emma Fisch, qui fut son professeur de lettres quinze ans plus tôt, et a commencé à lui raconter sa vie, ses « tragédies minuscules », l'histoire de Ginette et des canards, celle de la soi-disant expertise en étude de consommation, celle de l'amie qui ne peut jamais être à deux sans sa mettre à trois... M^{me} Fisch prend des notes, enclenche son magnétophone, ponctue, commente, en vraie psychanalyste.

A l'Hôtel des Dunes, où elle a fait venir Henri — elle doit prononcer une conférence dans les environs, — Emma s'écarte un tant soit peu de la stricte neutralité analytique, c'est le moins qu'on puisse dire, et, après avoir donné à Henri, comme un os à ronger et méditer, la parabole de Jonas endormi dans la tempête, jeté par-dessus bord, avalé par le grand poisson (Fisch en allemand), elle s'agenouille devant son patient et lui accorde une certaine faveur, dite « du poisson ». Lui laisse en partant une carte postale représentant un écrivain de la Renaissance au travail, un cahier à spirale et un stylo neuf. Et voilà Henri réfléchissant au destin de Jonas qui ne pouvait choisir entre voguer vers Tarsis (Régine) ou vers Ninive (Nina), Jonas entre deux villes comme Henri entre deux femmes, deux chaises, l'un trouvant refuge au sein de la baleine, l'autre dans la pénombre protectrice de l'Hôtel des Dunes où il couche par écrit ses angoisses et ses hésitations. Raczymow, qui nous a donné l'an dernier un essai magistral, drôle et délicat, sur Marcel Proust (1), est un contour subtil, léger, aigu, qui, en écoutant du Fauré, sait indiquer ce qu'est la nostalgie hypothétique : « Je songeais à Swann, pour qui cette même musique était une souffrance par tout ce qu'elle lui rappelait d'un amour passé. Chez moi, c'était le contraire. Cette musique me faisait de la peine par tout ce qu'elle ne me rappelait pas. » Le cahier rempli, il choisira Nina. Comme quoi l'écrivasserie, si elle coûte beaucoup, rend toujours la monnaie à l'auteur.

(1) Le Cygne de Protos, Gallimard.

JEAN-LOUIS BORY

de Daniel Garcia
Flammarion, 264 p., 115 F.

JEAN-LOUIS BORY

de Marie-Claude Jardin
Belfond, 250 p., 120 F.

Il paraît que Jean Genet avait mal pris les 690 pages, très serrées, que Jean-Paul Sartre avait déversées sur son existence. Pansez donc ! Tant de littérature et de philosophie qui s'abattent d'un seul coup sur votre tête, c'est pire que le ciel. Cela ressemble de vous ensevelir. D'une certaine manière, Genet retournait en prison, et sans l'aspir d'une remise de peine.

Voici maintenant deux biographies de Jean-Louis Bory : 264 et 250 pages. Il n'en demandait sans doute pas tant, mais il a au moins la chance d'être mort, tandis que Genet vivait encore au moment du déluge sartrien. Ne soyons pas injustes, cependant. Les deux livres sur Bory se lisent très agréablement, et la passion qui les anime force aussitôt l'intérêt du lecteur. L'un des biographes, Daniel Garcia, n'a pas connu Bory. Il s'en excuse à peine. L'autre, Marie-Claude Jardin, nous fait savoir qu'elle a fréquenté Bory « peu avant que le rire en lui ne se brise ».

Par quel bout prendre une vie ? Si l'on en croit une célèbre plaisanterie, Joseph Hugo se serait froissé lorsqu'il déclara la naissance de son fils Victor, et qu'on lui demanda d'épeler la nom et la prénom de l'enfant. Aussi, nos deux biographes commencent par la fin, c'est-à-dire par le suicide de Jean-Louis Bory, le 11 juin 1979, quelques jours avant ses soixante ans.

Daniel Garcia se heurte à la même énigme que Marie-Claude Jardin : comment se fait-il que l'aimable critique du Nouvel Observateur se soit donné la mort ? Car le suicide est à l'op-

posé de l'émabilité. Ce genre de départ, entouré de pathétique, ne convenait pas à cet homme qui faisait profession de fantaisie, de désinvolture et d'insolence. Et qui donnait des leçons d'humour la dimanche soir, dans l'émission « Le Masque et la Plume ». Bory était le contraire d'une certaine maussaderie française tellement répandue. Son « exubérance » démentait la rumeur selon laquelle le caractère national était renforcé. Mais peut-être faudrait-il se méfier davantage de la galeté lorsqu'elle est excessive. Peut-être les gens trop enjoués sont-ils suspects de désespoir. Marie-Claude Jardin cite cette recommandation de Bory : « Souriez pour continuer à vivre. Souriez à en crever. Faites comme moi. » Alors, le rire, c'était seulement de la courtoisie ? L'humour, c'était de la discrétion ?

DANIEL GARCIA nous dit que Jean-Louis Bory « a brûlé la quasi-totalité de ses papiers personnels » avant de disparaître. Il craignait sans doute que la postérité ne vint fouiller ses tiroirs. Voici donc le « mystère Bory », et les deux biographes se transforment en détectives. C'est d'ailleurs le penchant d'une partie de leurs confrères, car l'existence humaine a pris la mauvaise habitude de n'être jamais limpide. Comme le notait Simon Leys dans un livre récent (1), « la bon biographie ne fait au fond que l'instruction d'un procès dont le jugement est finalement rendu par le lecteur ».

Un premier indice réside dans la façon qu'avait Bory de se dévisager. Daniel Garcia évoque la détresse où la jetait son

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Le mystère Bory



BERNARD CLEVE

apparence physique, et Marie-Claude Jardin nous apprend qu'il inscrivait « laid » à la rubrique « signes particuliers » de sa carte d'identité. Jean-Louis Bory écrivait peut-être pour conjurer l'ingratitude qu'il se prêtait. Il faudrait un jour étudier les rapports de la laideur et de la littérature. « Je me mets au travail », disait Jean Cocteau. C'est le seul moyen (...) d'oublier mes laideurs et d'être beau

sur ma table. » La littérature sert de médecine pour toutes sortes de maladies.

Daniel Garcia et Marie-Claude Jardin s'attardent l'un et l'autre sur le prix Goncourt de décembre 1945, lequel récompensa Bory pour Mon village à l'heure allemande. L'un de ses concurrents se trouvait être Roger Vailland, qui venait de publier Drôle de jeu. Chacun de ces

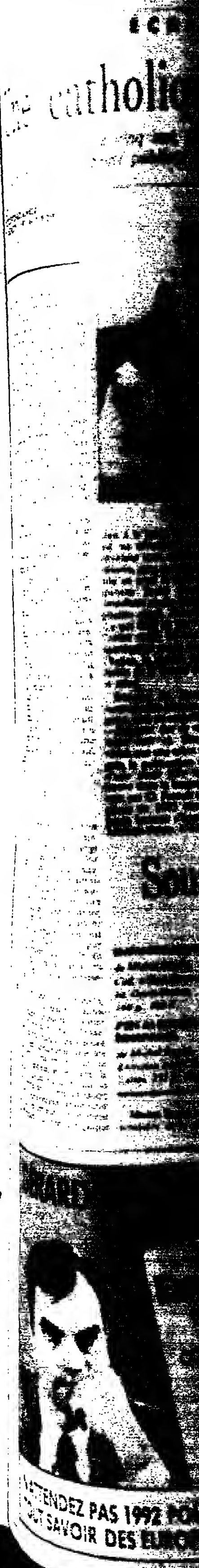
livres dépeignait à sa manière les années de l'Occupation. Dans ces miroirs romanesques, la France cherchait à comprendre son mauvais rêve. Est-il recommandé de vivre sa jeunesse pendant une guerre ? Au printemps 1944, Bory faisait de la bicyclette. Il était agent de liaison du maquis. Quelques semaines plus tard, c'était l'ivresse fameuse de Paris libéré. Et l'année suivante aurait mille prévenances pour un jeune homme qui débutait. Au lycée, il avait toujours obtenu le prix d'excellence, et cela continuait. Reçu à l'agrégation de lettres en juillet, il se retrouvait donc lauréat du Goncourt, à la veille de l'hiver. Les bonheurs ont l'esprit grégaire. Les malheurs aussi, du reste.

N'EMPÊCHE que le fils du pharmacien de Méréville, une bourgade de la Beauce, paraissait être le favori du destin. « Rousseauiste » et « libertaire », M. Bory père ne reprochait ni même ni regrettaient les inclinations homosexuelles de Jean-Louis. La vie s'annonçait bella et magique. Bory alla remercier Colette d'avoir voté pour lui. La récit qu'il fit de cette visite est un petit chef-d'œuvre. Il eut la preuve que « ça pouvait exister vraiment, un grand écrivain [et qu'] ça pouvait être fatigué, puisque [Colette] était couchée ». Sortant de chez la vieille dame, le jeune homme était plus heureux que s'il avait obtenu la confirmation de l'existence de Dieu. Mais « trente-quatre ans plus tard, comme le rappela Marie-Claude Jardin, il se tirerait une balle dans le cœur ». On sa punit da quoi, quand on se suicide ?

Bory avait connu très tôt la gloire littéraire. Il allait faire le difficile apprentissage de la notoriété. Il passa, non sans quelques tracasseries, de la république des instituteurs et des professeurs à la république des lettres. Les succès trop rapides se payent, en effet, de plusieurs déconvenues. Ainsi les lecteurs boudèrent Chère Aglaé, le deuxième roman de Jean-Louis Bory. Et les suivants ne seraient guère mieux accueillis. Il deviendrait quand même l'une des étoiles de cette gauche intellectuelle qui vécut son âge d'or dans les années 50 et 60. Mais il ignora toujours les tristesses ou les pesanteurs du dogmatisme, et l'aveuglement des églises politiques. Il garda sa manière de respirer, qui était l'irrévérence.

COMMENT départager Daniel Garcia et Marie-Claude Jardin ? Ils suggèrent très bien, tous les deux, le charme de Bory et sa drôlerie trompeuse. Daniel Garcia parle joliment de son « masque de bonheur » et de la grande lassitude qui finirait par le dégrimer. La secrète fêlure de Bory, Marie-Claude Jardin la déchèle dès l'enfance. « Affamé des autres », il se jetait, avec une sorte de désespoir, dans les aventures homosexuelles. C'était sa façon de déguiser et d'oublier le peu d'estime qu'il portait à son apparence. Il évoquerait ses amours comme les péripéties d'une histoire assez mélancolique. « Les jours de fatigue ou de ciel terne, dirait-il, je le trouve navrant. » Vieillesse, pour certains, c'est se pardonner à soi-même. Il y a des gens qui ne se pardonnent jamais. La vieillesse accroît leur détresse, et les variations du climat commandent leurs états d'âme. Quel temps faisait-il le 11 juin 1979 ?

(1) L'Humour, l'Humour, l'Humour, Laffont (voir le Monde du 29 mars).



LIVRES • IDÉES

ÉCRITS INTIMES

Une catholique éduquée à mort

Il y a tout juste cinq ans, le 14 avril 1986, Simone de Beauvoir mourait. Les éditions du Seuil publient la correspondance de son amie de jeunesse Zaza

**ZAZA
CORRESPONDANCE
ET CARNETS 1914-1929**
d'Elisabeth Lacoïn.
Seuil, coll. « Libres à elles »,
381 p., 120 F.



Simone (à gauche) et Zaza (au centre)

Une formidable colère vous saisit à la lecture de la correspondance et des écrits intimes de cette toute jeune femme, Elisabeth Lacoïn, que l'histoire littéraire sauvera sous ce petit nom de Zaza que sa famille lui avait donné et que Simone de Beauvoir, son amie du cours Desir, a repris en racontant son histoire, cette dramatique histoire d'amour, de soumission et de mort, dans les *Mémoires d'une jeune fille rangée*. On se souvient des dernières lignes de ce classique de l'émancipation, ces lignes faites pour se graver dans la mémoire comme une inscription de mausolée : « Ensemble nous avions lutté contre le destin jaloux, qui nous guettait et j'ai pensé longtemps que j'avais payé ma liberté de sa mort ».

Comment s'est vécu au long des années d'enfance, d'adolescence et de jeunesse ce destin qu'évoque Simone de Beauvoir dans la rétrospection des *Mémoires* ?

Voici une enfant douce, aimante, un cœur pur, une âme loyale et droite, éprise de sa mère, tendrement attachée à son père, affectueuse pour toute cette vaste famille de bons bourgeois laudais, fortunés et rapiats, conformistes jusqu'à la moelle, va-t-à-la-messe avec constance et ferveur. La voici devenue jeune fille docile à tous les commandements et n'y déclinant que de bienveillance et tendresse, qu'elle rend au centuple, en gardant le sourire, en se protégeant d'une ironie allègre, jamais méchante, simple réaction d'une intelligence très vive contre l'étouffante bienveillance dont on lui fait loi.

Le devoir filial

Si seulement elle avait su être méchante une seconde. Voir clair. Ne pas se laisser prendre au piège du devoir filial, quand celui-ci n'est imposé sous ce nom que pour masquer une très laide, très âpre ambition sociale : les Lacoïn ne laisseront jamais leur fille épouser hors de son milieu un jeune homme qu'elle aimerait et qui n'aurait ni son rang, ni sa fortune. Dieu, où son rang, ni sa fortune. Dieu, où son rang, ni sa fortune. Dieu, où son rang, ni sa fortune.

Quand cet homme se présente, jeune philosophe, normalien, catholique, sensible, scrupuleux, bonne famille de province, mais désargenté et un peu craintif, les Lacoïn interviennent, demandant que les jeunes gens cessent de se voir, se heurtant à l'obstination de Zaza, la brisant en faisant conquies sur le jeune homme, découvrent un secret de famille (désolantement seulement pour qui s'en serviraient), le révèlent au prétendant, qui cède, n'explique

rien à la jeune fille, se retire. Elle est au désespoir, ses parents lui révèlent tout, elle comprend leurs raisons, sans renoncer à son amour, elle en perd la tête, elle meurt en quinze jours dans sa vingt-deuxième année (diagnostic : encéphalite aiguë, l'honneur est sauve). Ce qui était en jeu : les principes, l'ordre social, les lois du milieu, la spiritualité gagée sur la fidélité à l'Eglise, la morale des familles, le destin de la femme comme épouse et mère.

Simone de Beauvoir avait raconté cette histoire, en effet fanatique, sans en connaître les dessous, sans en connaître les dessous, sans en connaître les dessous, sans en connaître les dessous.

voulue par la famille Lacoïn remplacer ce nom par une initiale. Après tout, cela les regarde, même si cela étonne : nous sont livrés sans notes ni explications les documents qui forment une histoire de défaite, accablante pour cette famille avant de l'être pour nous, lecteurs. De toute évidence Elisabeth Lacoïn aurait pu devenir, entre Simone Weil et Simone de Beauvoir, une grande intellectuelle. Elle en avait tous les dons.

Certaines pages de carnet, la sûreté et la finesse de ses jugements littéraires (sur Alain-Fournier, Mauriac, Montherlant, Conrad, Oscar Wilde, Proust, etc.), ses lectures, de tous les ordres, ses deux plus proches amies, Geneviève de Neuville et Simone de Beauvoir, montrent une sagacité rare. « C'est bien en Simone, cette loyauté, cette absolue droiture que j'aime (...) elle ne sait même pas ce que peut être l'opinion du voisin. C'est de là d'ailleurs que vient son complet manque de psychologie qui

rend parfois nos relations difficiles. (...) Je me rappelle que lorsque nous jouions à quatre mains, autrefois, elle faisait toujours très bien sa partie sans plus s'occuper de l'autre partie que si elle avait joué seule. C'est ainsi qu'elle agit encore et, vis-à-vis de ce que pensent les autres, elle est d'un optimisme si grand que parfois comme toi j'ai envie de l'appeler naïveté, ce qui peut aller par-dessus bord d'ailleurs avec son extrême intelligence de tout ».

Celles qu'elle envia de Berlin durant l'hiver 1928-1929 sont pleines d'observations aiguës sur les mœurs allemandes et les changements en cours dans les comportements (américanisation, naïveté, matérialisme sensuel, absence d'esprit critique).

Voilà tant d'intelligence, tant de capacités d'émotion, une ouverture douloureuse à la vie qui la rapproche d'un Rilke, alterner avec le compte rendu de mondainetés et d'occupations si vaines, voir gâchés tant de dons par une paresse qui apparaît comme l'envers d'une déolante soumission, nous fait admirer l'autant plus le courage et la ténacité de la petite tacheronne, Simone de Beauvoir, de plus, une modeste extraction sociale, mais favorisée, elle, il est vrai, pour la révolte contre son milieu et ses principes, par une famille tout à fait extravagante, comparée aux Lacoïn.

Sans doute ne fait-on jamais que ce qu'on peut. Zaza a subi son destin. Beauvoir a pensé construire le sien. Il faut un moment, avec ce livre, pour calmer la colère par la compassion devant les ravages d'une éducation bourgeoise. A ce titre, Zaza est aussi un document sociologique exceptionnel sur la famille française catholique. Le livre est comme l'inverse et le symétrique de *Marthe*, qui parut dans la même collection, histoire d'une servante à la fin du siècle, en Normandie. Là on exploitait une femme, ici on tue une jeune fille, pour son bien, pour qu'elle ne serve à rien d'autre qu'à perpétuer la famille. Opération réussie ?

Michel Contat

Sous le drapeau des mots

Michel Ragon, l'enfance et l'utopie

ENFANCES VENDÉENNES

de Michel Ragon.
Coll. « Signatures »,
éd. Ouest-France,
160 p., 100 F.

J'EN AI CONNU DES ÉQUIPAGES

de Michel Ragon.
Entretien avec Claude Glayman,
Lattès, 231 p., 99 F.

Enfances vendéennes, le dernier volume de ses récits autobiographiques, est une suite de portraits dans lesquels l'auteur de *l'Accueil de ma mère* (1) évoque, avec humour et chaleur, les hommes et les femmes qui ensauvèrent son enfance en Vendée.

Fontenay-le-Comte, la cité où les siens vivaient, n'était alors que bruits et odeurs. Hommes du drap, de la laine ou du fer, les artisans coloraient la ville avec leurs cris. Michel Ragon aimait observer leurs gestes et suivre leurs conversations. La bouillie de son cousin Gas-

ton devint vite le grand divertissement de son enfance. Les balades dans la « Dix cheminée Citroën », du bouillier se transformant en équipages sauvages dès qu'ils allaient vers la mer.

Cinquante ans ont passé et il semble parfois à Michel Ragon que le monde qu'il décrit appartient à une autre planète. Fontenay-le-Comte a doublé le nombre de ses habitants, mais lorsque l'auteur y retourne pour glisser ses pas dans ceux de l'enfance qu'il fut, les rues de la cité vendéenne lui apparaissent sent comme mortes et peuplées d'ombres. Pourtant, aucune nostalgie béatifiante n'anime Michel Ragon, car il ne sait que trop quelle misère régnait alors. Son enfance s'échappa pendant l'été 1940 lorsque sa mère et lui s'installèrent à Nantes. La découverte du travail salarié rouilla en lui ses rêves. « Nantes la grise » absorba son adolescence...

Michel Ragon revint sur cette période de son existence dans son « entretien » avec Claude Glayman : un ouvrage qui, sans échapper aux limites du genre, a le mérite de remettre à cet autodidacte, fier de l'être, devenu docteur en lettres à cinquante ans, de régler certains comptes et d'exprimer son amitié ou sa fidélité pour telle ou telle personne.

La littérature, la peinture, l'architecture et, surtout, la vie. Telles sont les passions d'un homme qui a fait sienne cette réflexion de Camus : « Je n'ai pas appris la liberté dans Marx, il est vrai ; je l'ai apprise dans la misère ». Michel Ragon, à l'âge où tant d'autres plaquent de retraite, n'a pas renoncé à l'utopie, mais les mots sont le seul drapeau dans lequel il se reconnaît vraiment.

Pierre Drachline



N'ATTENDEZ PAS 1992 POUR TOUT SAVOIR DES EUROPÉENS

Larousse

PHILIPPE DJIAN

LENT DEHORS

ROMAN

BERNARD BARRAULT ÉDITEUR

DJIAN

“ Les puristes peuvent ricaner ; demain, les enfants des écoles, s'ils lisent encore, apprendront chez Djian ce que nombre des meilleurs jeunes écrivains d'aujourd'hui y ont déjà trouvé : une leçon de style.

...*Lent dehors* est un roman très beau et très grave sur les relations entre les hommes et les femmes. Djian a construit une série de variations qui tiennent à la fois du parcours du combattant et de la méditation métaphysique. C'est dans la même minute, drôle et déchirant, sauvage et raffiné, sarcastique et fleur bleue.”

Pierre Lepape - Le Monde

BERNARD BARRAULT ÉDITEUR

سكزا بين الاصل

صكنا من الاحل

LA VIE DE MAURRAS
d'Yves Chiron.
Fayard, 498 p., 165 F.
AUX ORIGINES DE L'ACTION FRANÇAISE
intelligence et politique
à l'aube
du vingtième siècle,
de Victor Nguyen.
Préface de Pierre Chaunu.
Fayard, 958 p., 250 F.

« D'États moyens, maigre, barbu et la barbe terminée très en pointe, un air d'autorité, de finesse, d'éminente distinction et quelque chose d'un peu triste et fermé. Il y a du Richelieu dans ce visage-là. » C'est ainsi que Daniel Halévy a croqué vers 1910 ce Maurras aujourd'hui oublié qui a agité les sages et les esprits de trois générations de Français.

L'Action française est un astre quasiment mort depuis que son héros fut condamné en 1945 pour « intelligence avec une puissance ennemie » et « entreprise de démoralisation » nationale. Et pourtant, notait ici même Pierre-Henri Simon (le Monde du 20 avril 1968), « on ne peut pas se débarrasser de Maurras, doctrine politique, par le spectacle de sa catastrophe politique ».

A preuve : pour quelques enfants du maurrassisme, mai 68 ne fut pas tout à fait incompréhensible. Ici et là, depuis, une réminiscence tinte, une formule crève l'eau indifférente, on sent comme un regret de ne plus aller sentir l'odeur des herbes folles qui parsèment le monument désaffecté.

Et si l'on convient, comme nous y invitent ces deux gros livres, que Maurras fut d'abord un prophète très « fin de siècle », pourquoi ne pas relire, toute honte hantée, à la veille de l'an 2000 et dans certaine déconfort présente des rapports entre l'intelligence et la politique, cette aventure qui refusait la décadence et marquait le

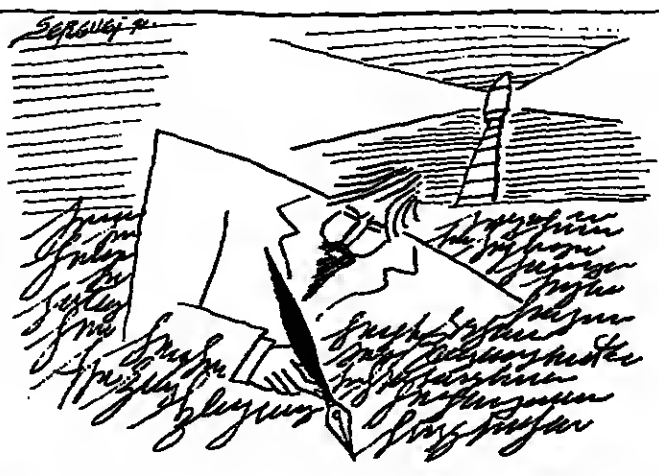
renouveau à la césure d'un millénaire ?

Curieusement, il n'existait pas de biographie en pied de l'auteur d'Antihéna. J'entends par là un de ces récits qui dit comment Maurras devint à peu près sourd en 1881, à treize ans et demi, et pourquoi il se vengea d'abord de cette infirmité en laissant abattre les cyprès de Chemin du Paradis, ou comment il guérit du chagrin d'amour en contemplant la nuit florentine depuis San-Miniato. Un livre qui sent le marbre du journal et l'impatience des typos attendant le « papier » du patron ; qui conte la vie à Clairvaux du prisonnier 8321 qu'on élargira en 1931 pour le laisser mourir, qui précise qu'à Rouen, sur le monument aux morts de 1914-1918, Real del Sarte figura un hiffin sous les traits de son ami ; qui rappelle, enfin, que le cœur du poète entiché de Mistral est toujours exposé là-bas, en pleine Provence, dans le jardin d'enfance, sous un vers d'Euripide : « Hélas, que le soleil est beau ! »

CETTE chronique-là, Yves Chiron nous la donne, sans forcer sur l'aïoli, sans éclats de plume et sans sensiblerie, avec juste ce qu'il faut de bonne complicité avec son héros qui, lui, déclarait si volontiers. Sur l'analyse politique et intellectuelle de l'aventure, en revanche, son livre laisse moins satisfait. Non pas qu'on attendit du jeune directeur du Bulletin Charles Maurras qu'il fût iconoclaste au même réticent. Mais, dans l'intérêt même de cette tentative de lecture suivie en forme de réhabilitation, on pensait qu'il n'était plus utile de flanquer toute référence à la violence de l'invective maurrassienne, qui fit si mal, par la fausse symétrie

L'HISTOIRE

par Jean-Pierre Rioux



Maurras revisité

d'une réplique ou d'une provocation de gauche. L'antisémitisme de celui qui acclimata le mot « métèque » dans la vie politique française, fut-il « d'État » et non « de peau » comme il aimait à le préciser, mais dans lequel l'Action française se vautre avec délectation, méritait d'être mieux installé au cœur de sa pensée.

Il fallait aussi expliquer plus longuement, et tous travaux récents sur les « années noires » à l'appui, pourquoi un Pétain de « divine surprise » convint si bien à l'entité qui cherchait en vain un général Monk depuis l'échec de Boulanger. Surtout, on pouvait mieux faire comprendre, avec toute citation ad hoc, pourquoi, à

défaut d'être entendu par les princes légitimes, le monarchisme réconciliateur élaboré par Maurras fut un constant appel à la guerre civile et à un gouvernement qui ne pouvait manquer, écrivait-il, toujours en 1899, « d'être répressif et vengeur dans ses premiers actes de dictature, afin de pouvoir être réparateur dans ceux qui suivront ». Sur tous ces points, Yves Chiron n'est pas assez pugnace. J'ajoute une dernière remarque, qui n'est pas une censure : son livre est jalonné de coquilles gênantes (qui corrigent chez Perrin ?) et je ne comprendrais jamais pourquoi un éditeur français en vient à considérer qu'une biographie peut se dispenser d'index et consent ainsi à réduire d'une bonne moitié la curiosité qu'elle a mobilisée chez le lecteur.

ser d'index et consent ainsi à réduire d'une bonne moitié la curiosité qu'elle a mobilisée chez le lecteur.

AVEC Victor Nguyen on change de registre. L'homme était avant à l'extrême, perfectionniste et tourmenté, discret, convaincu et même armé, cet innocent, d'un style éblouissant : autant de qualités qui suffisent à faire tâche dans un milieu universitaire des bistrots où l'on ne rencontre pas que de hautes âmes. On lui fit donc connaître que s'acharner à piocher sans lever le nez ne suffirait pas pour faire carrière. Nguyen, fragile et fier, ne le supporta pas. Mais il ne prit pas congé avant d'avoir liché son chef-d'œuvre de compagne. Le voici, posthume, sans appareil critique mais raboté droit dans le fil, compact, inépuisable, rayonnant de l'éclat du jais.

Il ne s'attarde pas, comme on l'a fait si souvent, à considérer le mystère d'une pensée maurrassienne close dès 1900, la clôture d'un système qui vaudra ensuite peser sur le cours de l'Histoire tout en refusant d'intégrer ses rebondissements, qui dès l'origine ne croyait point aux faits mais affichait l'orgueil des seules idées. Son ambition est autre. Il veut comprendre cette situation d'exception dans la fragilité hante toute histoire culturelle digne de ce nom : comment une pensée politique rencontre et intègre l'air du temps. « Homme d'oc », dit-il, mais surgit d'une dynastie de serviteurs de l'État, méditerranéen par toutes ses fibres et poète passé par le symbolisme, attaché au monde catholique en même temps que réformé sur son incroyance, le jeune Praxagoras fédérat les harpides du déclin national aux incertitudes de la société bourgeoise

ainsi qu'aux avatars de la littérature fin de siècle. Il propose donc non pas un « Maurras avant l'Action française », mais une « Action française avant Maurras » : une recension des éléments préexistants à sa fondation en 1899, une généalogie de ce nationalisme conçu à la fois comme « une obligation rationnelle et mathématique ». Maurras fut tout en un, nous dit-il, le Socrate et le Critias de cette exploration apaisante et véhémente, parce que sa pensée, si hantée par la restauration d'un roi face à une démocratie tenue pour déceptrante, fut d'abord d'instauration et d'acculturation, d'intelligence de la crise de l'esprit qui avait saisi l'Occident à la fin du dix-neuvième siècle.

DEFILANT, pour nous en convaincre, une douzaine de forts chapitres dont la densité défie tout résumé. Partant d'un examen subtil de l'idée de la décadence qui bante alors l'Europe, soupesant les contradictions du centenaire de la Révolution de 1789, Nguyen suit un Maurras réceptacle des nostalgies classiques et des clartés méridionales, puisant dans le symbolisme l'esthétique d'un combat, forçant les traits d'un néochristianisme que Rome condamnera, accompagnant l'avènement d'une « classe intellectuelle ». Jusqu'à l'heure de vérité, jusqu'aux trois coups qui inaugurent le drame : l'affaire Dreyfus, ici revisité avec bonheur, Nguyen ne conclut pas dans l'euphorie : « L'antimonde demeure, jusqu'au cœur de son œuvre, Maurras ne parviendra pas à résoudre, du conflit tout moderne entre une histoire qui usurpe la fonction de l'absolu et un absolu qui n'arrive plus à s'incarner dans l'histoire. Privé de l'un et replié sur l'autre, Maurras affronte tous ces déchirements. » Mais nul ne peut rester indifférent au spectacle, aussi bien agencé dans ce livre d'histoire flamboyant, d'une politique qui naquit d'une intelligence si aiguë du temps qu'elle combattait.

Ni réforme ni révolution

Depuis deux cents ans, l'argumentaire des conservateurs est immuable. Albert Hirschman en démonte l'architecture avec brio

DEUX SIÈCLES DE RHÉTORIQUE RÉACTIONNAIRE
d'Albert O. Hirschman.
Traduit de l'anglais
(Eliot-Weiss)
par Pierre Andler.
Fayard, 294 p., 120 F.

C'est assez généralement à l'intersection de plusieurs approches que surgissent les livres qui bousculent les idées reçues et renouvellent les perspectives : l'axiome se vérifie une fois de plus avec le dernier livre d'Albert O. Hirschman. Peu d'auteurs, il est vrai, peuvent rivaliser avec lui à cet égard : déjà ses récents ouvrages faisaient le désespoir des bibliographes, qui ne savaient où les classer : ils relèvent à la fois de l'économie et de la sociologie, de l'histoire des idées politiques et de la pensée économique. Celui-ci ne déroge pas. Il y ajoute même en introduisant l'étude du discours et l'analyse d'une certaine logique.

Ce livre a trouvé son point de départ dans une observation faite par A. Hirschman sur les objections élevées contre les projets de réforme par les adversaires du changement depuis quelque deux cents ans. Il reprend le schéma classique qui retrace l'histoire de l'évolution des sociétés occidentales depuis le milieu du dix-huitième siècle comme celle d'un développement linéaire en trois étapes, la première instituant les droits civils et les libertés individuelles, la suivante instaurant dans le prolongement la démocratie politique par l'universalité du suffrage et la dernière introduisant une effective égalité par la reconnaissance des droits économiques et la protection sociale grâce à l'intervention de l'État. Chacune de ces phases a suscité de vives oppositions et même des contre-offensives pour revenir à l'état antérieur. Or, Hirschman, prenant connaissance des thèmes évoqués par les conservateurs, eut la surprise de découvrir que les arguments ne variaient point ; l'habillage peut se modifier, mais l'argumentaire est immuable et répétitif. À partir de ce constat, Hirschman a eu la curiosité d'en-

treprendre une lecture systématique du discours réactionnaire dont il démonte l'architecture avec un brio et une subtilité qui réjouissent l'esprit : tout l'argumentaire se réduit à trois grands thèmes dont il détaille, tour à tour, les variantes et les implications.

Le thème des effets pervers est aujourd'hui classique : il consiste à montrer que toute révolution aboutit à des résultats à l'opposé de ses intentions premières par un retournement inéluctable où les esprits religieux à la Joseph de Maistre voient le doigt de Dieu et où les autres pensent découvrir une loi de l'organisation des sociétés. Ainsi les révolutions qui ambitionnaient de fonder la liberté des individus aboutissent-elles à la servitude et à la tyrannie : c'était déjà la critique de Burke à l'encontre de la Révolution française, reprise par les tenants de la contre-Révolution ; et Bertrand de Jouvenel concluait que toute révolution, même la plus libérale, tournait au renforcement du pouvoir. Les réformes qui ont, d'un coup ou par degrés, universalisé le suffrage pour assurer la participation de tous finissent par remettre le pouvoir à des oligarchies. Quant aux interventions de la puissance publique pour corriger les inégalités, loin d'assurer une réelle égalité, elles tournent à l'avantage des catégories les plus aisées et multiplient les pauvres. La thèse n'est pas neuve.

Changer, pour quoi ?

Apparemment plus anodin, le thème de l'innéité du changement n'est pas moins corrosif, peut-être même est-il plus radical encore ; car, s'il est vrai que « plus ça change et plus c'est la même chose », à quel bon faire des révolutions si elles ne font que pérenniser l'ordre existant ? Albert Hirschman attribue la paternité de cette argumentation à Tocqueville qui a, le premier, mis en évidence, dans l'Ancien Régime et la Révolution, la continuité de l'œuvre révolutionnaire par rapport aux grands desseins de la monarchie. De même, l'établissement du suffrage universel, dont les défenseurs

attendaient qu'il enclenche un processus de changement irréversible, n'aurait fait que consolider la domination des notables, que ce soit parce que le peuple se laisse confisquer le pouvoir par des minorités plus habiles ou parce que le suffrage serait de soi conservateur. Le thème rejoint les thèses élitistes de Mosca et Pareto et celle de Roberto Michels sur la dégénérescence des organisations partisans et syndicales en oligarchies bureaucratiques. Arno J. Mayer avait déjà suggéré que, dans l'Europe de 1914, les aristocraties avaient conservé leur pouvoir sous couvert de la démocratie. Cette critique en rejoint d'autres qui viennent du bord opposé : le procès intenté à la démocratie représentative par les courants gauchistes qui dénoncent la tromperie et le piège des élections. Ce n'est pas le seul exemple de conjonction entre critiques opposées.

Le troisième thème est le plus subtil : il se garde de combattre les réformes déjà accomplies. Au contraire, c'est sous couleur de les défendre et prétendument pour préserver leur acquis qu'il s'oppose à de nouvelles réformes qui les mettraient en péril ; par exemple, la démocratie aurait compromis les libertés civiles et, pareillement, l'État-providence menacerait gravement et ces mêmes libertés et de surcroît la démocratie. L'argument implique qu'il y ait incompatibilité entre les libertés et la démocratie comme entre celle-ci et le socialisme.

Ces trois thèmes interfèrent et entretiennent des relations complexes dont A. Hirschman explore les combinaisons avec un enjouement qu'il fait partager à son lecteur ; il met à nu les paradoxes et les sophismes, comme la manière de ne retenir que les effets pervers et de faire le silence sur les résultats positifs et les effets conformes aux intentions ; il pousse la virtuosité de l'exercice jusqu'à opérer une translation en inversant l'échelle des valeurs ; il découvre que les mêmes thèmes, retournés, constituent un argumentaire symétrique pour les partisans du changement. Par exemple, pour le système de la mise en péril, c'est au nom des réformes déjà réalisées

qu'on militera pour en faire de nouvelles. La démonstration de Hirschman se résume principalement au processus par lequel les sociétés occidentales, et singulièrement la Grande-Bretagne, sont passées de l'Ancien Régime à l'État-providence. Cette attention privilégiée s'explique par le caractère exemplaire de cette évolution qui, en s'étirant sur plus de deux cents ans, a laissé le temps à chacune de ces argumentations de se déployer sans se confondre.

Les controverses du Bicentenaire

Mais cette singularité n'en affaiblit-elle pas la portée par l'exceptionnalité ? Il est vrai qu'Albert Hirschman, qui a une connaissance directe et approfondie de l'Amérique latine, fait aussi référence aux pays en voie de développement. Le lecteur français sera peut-être surpris de ne pas trouver plus d'allusions à la révolution soviétique et à celles qui se sont réclamées depuis soixante-dix ans de son exemple. Mais il a tout loisir d'entendre le champ des applications ; il ne manquera pas de faire des rapprochements avec les controverses qui ont rebondi à l'occasion du bicentenaire de 1789 sur le coût de la Révolution, sur le héraut de son œuvre, sur le caractère, contingent ou fatal, de son processus, etc.

La simple analyse est incapable de faire saisir le jaillissement de la réflexion et la richesse des aperçus sur quelques-uns des plus grands problèmes de la pensée politique. Car, à travers cette discussion, c'est la possibilité de changer l'ordre social qui est en jeu : le projet d'instaurer un ordre conforme à la raison est-il une chimère ? L'homme est-il incapable de prévoir les conséquences de ses décisions ? L'histoire ne serait-elle qu'un jeu à somme nulle où toute tentative d'améliorer l'ordre existant se paierait nécessairement d'une régression qui rétablirait les mécanismes régulateurs ? J'en ai sans doute assez dit pour faire sentir la richesse de réflexion accumulée dans ce livre allégre et tonique.

Rene Remond

MICHEL RAGON



Multiple Ragon ! Ce fils du peuple au boulot à 14 ans, a beaucoup à raconter. Devenu critique d'art, historien de l'architecture, enseignant à l'université, romancier, il est resté anarchiste de toujours.

Magazine littéraire

Voici l'occasion de mieux connaître l'auteur des *Mouchoirs rouges de Cholet*.

Le Journal du Dimanche

Un livre qui fait revivre l'itinéraire d'un fils de « petites gens » qui devint docteur de l'Université, sans renier ses racines.

La Vie

Le billard de Daniel Bournoux

Les rebonds de l'esprit humain sous le regard de la « raison communicationnelle »

**LA COMMUNICATION
PAR LA BANDE**
Introduction aux sciences
de l'information
et de la communication
de Daniel Bounoux
La Découverte, 278 p., 125 F.

Au temps du structuralisme triomphant, la linguistique, discipline isolée, s'intéressait à l'organisation interne de la langue, mais se refusait, pour des raisons de méthode, à envisager ses liens avec la réalité extérieure. Sur ce modèle, l'ethnologie, avec Lévi-Strauss, la psychanalyse avec Lacan, le marxisme avec Althusser, se désolait un objet « structuré », comme n'importe quel langage. Ce paradigme est aujourd'hui insuffisant : dressant le bilan d'un quart de siècle de recherches aux Etats-Unis, en France ou ailleurs, Daniel Bourgoin propose de substituer au schéma de la structure celui de la communication structurelle celui de la communication structurelle, qui doit apparaître, selon lui, comme « la discipline cadre » à l'horizon devenu indispensable des différentes sciences humaines.

On mesure l'ampleur de l'ambition, qui dépasse, à l'évidence, les forces d'un seul homme puisqu'elle s'applique à plusieurs champs du savoir et qu'elle repose sur un projet « transdisciplinaire », mais elle répond au besoin d'une synthèse rendue

Régis Debray
saisi
par McLuhan

Suite de la page 17

Suite de la page 17

Après avoir esquissé la discipline, sa méthode et son objet, Régis Debray prend quelques chemins de traverse. Il nous entraîne dans une relecture du mystère de l'incarnation en posant cette question simple : comment le verbe s'est-il fait chair, techniquement et socialement ?

Car pour notre auteur, pas de doute, « la médiologie n'est qu'une christologie à retardement ». Il montre comment le discours du salut sous-tend la pensée psychanalytique, le marxisme, comme les best-sellers de la médecine douce et comme *Révolution dans la révolution*, l'ouvrage sur la guérilla qu'il écrivit dans les années 60.

Enjambant les siècles, dans sa neuvième leçon, Debray applique la médiologie au socialisme et conclut que, en tant que doctrine, celui-ci se montre inadapté aux formes nouvelles de la médiation sociale : doctrine de la graphosphère, le socialisme manque d'oxygène dans la vidéo-sphère.

Régis Debray, emporté parfois par son élan meluhénien, n'échappe pas toujours aux pièges du déterminisme technologique. Comme si la technique fabriquait *ex nihilo* le lien social. Comme si la vitesse induisait le regard. Il est vrai que porter son attention sur les techniques de diffusion permet d'échapper à ces tautologies où l'on explique, par exemple, le changement culturel par l'émergence d'idées nouvelles.

Mais les techniques de communication ne sortent pas d'un ailleurs de la société pour la bouleverser comme par miracle.

Elles sont inventées et utilisées par des entrepreneurs pour transformer la relation entre offre et demande de messages, construire de nouveaux réseaux de discussion, inventer de nouvelles catégories d'information.

Schudson, par exemple, conteste avec raison que la naissance en 1830, aux Etats-Unis, de la Penny Press soit la simple résultante de la rotative, du télégraphe et du chemin de fer. Ces technologies, nous dit-il, se sont conjuguées à des politiques commerciales, des aspirations démocratiques, des progrès dans l'alphabetisation et des hausses de niveau de vie se conjuguant pour permettre aux citoyens des

nécessaire par l'écèlement du structuralisme et permet de faire converger des travaux menés dans des domaines en apparence aussi divers que la sémiologie, la pragmatique (l'école de Palo-Alto), la médiologie (Régis Debray), la cybernétique ou la psychanalyse.

Si l'on devait tenter de résumer d'un mot cette brève, mais complexe, "Introduction aux sciences de l'information et de la communication", on soulignerait son titre, en forme de jeu de mots ou de devinette. Pourquoi ? "Communication par la bande" ?

« Par force
ou par ruse »

D'abord parce que l'auteur a choisi de faire précéder chaque chapitre par une allusion à la bande dessinée, comme jadis Michel Serres avec les bijoux de la Castafiore. Ensuite, parce que la communication, qui assure la cohésion d'un groupe, transforme celui-ci en « bande », ou, si l'on préfère une analogie étymologique, l'attache par un « bandage ». Enfin, par référence au billard, bien sûr, la communication ne peut se comprendre que par l'analyse des interactions, des contacts, des rebonds qu'elle suscite : en effet, « toute communication est poétique, et doit frayer par force ou par ruse son chemin dans un milieu déjà encombré ».

C'est ce chemin, sous ses

tiples méandres, qu'exploire la pensée communicationnelle». Elle s'interroge donc sur la science commune à l'art, prendra pour objet le théâtre, la photo ou la publicité, traversera la politique et la culture, s'interrogera sur le passage de l'oral à l'écrit, puis de l'écrit à l'imprimé, mettra en valeur le rôle des médiateurs — du prophète à la star, en passant par l'intellectuel et le journaliste, réfléchira sur la technique, l'intelligence artificielle ou la télévision scrutera les plaisirs de l'imaginaire, les mécanismes de la logique : toutes ces manifestations de l'esprit humain ont en commun de mettre en jeu non seulement l'enoncé dont elles sont porteuses (à une quelconque échelle de communication), mais aussi les conditions de l'énunciation (relation de communication).

relation de communisme. Une découverte scientifique, par exemple, ne s'imposera pas d'elle-même, mais parce que son auteur aura su convaincre la communauté. L'écrit : « Un discours que personne ne reprend n'est pas une vérité, pas plus qu'une dépêche d'agence qu'aucun journal ne relate ne constitue une information. » De même, « une innovation n'est sélectionnée que si elle est contre son milieu porteur » : toute technique nouvelle est l'abord « mise à l'épreuve par la mise en commun ». Une rumeur entre dans un processus de « communisme

cation forcée». Écartée de la psychanalyse freudienne, l'hypnose apparaît comme « le comble de la communication » : Daniel Bounoux s'y réfère pour proposer, contre Lacan, l'idée d'un « inconscient communicationnel » (1).

A l'appui de sa démonstration, l'auteur se sert notamment de la distinction établie par Peirce entre ces trois sortes de signes que sont les *indices*, les *icônes* et les *symboles*, qui diffèrent par leur degré d'abstraction vis-à-vis de la réalité désignée. Cette tripartition se révèle féconde, non seulement pour une nouvelle vision de la psychanalyse, mais aussi pour l'analyse de la jouissance esthétique et pour celle de la représentation politique. En ce domaine, affirme Daniel Bougnoux, « *chaque victorie du direct* », c'est-à-dire de la communication sur l'information, est « *un recul de la Démocratie* ». On voit comment les sciences de l'information et de la communication peuvent aider à poser, sinon à résoudre, des questions très actuelles.

Thomas Ferenczi

(1) Sur ce thème, Daniel Bougnoux vient de publier *le Fantôme de la psychanalyse*. «Ombres», Presses universitaires de Montréal 240 p., 135 F.

SYNTHÉTIQUE DES TROIS AGES DE LA « MEDIASPHÈRE »
(in « Cours de médiologie générale »)

TABLEAU SYNOPTIQUE DES TROIS ASPECTS (in a Course de la Vie)		IMPRIMERIE (ORAPHOSPHÈRE)	AUDIOVISUEL (VIDEOSPHÈRE)
MILIEU STRATÉGIQUE (PROJECTION DE PUISSANCE)	ÉCRITURE (LOOOSPHERE)	LA MER	L'ESPACE
IDÉAL DE CROQUE (ET DERNIER POLITIQUE)	LA TERRE	OUS (Nation, Peuple, État) nationaux et totalitaires	CHACUN (population, société, monde) Individualisme et ascende
MOURE DU TEMPS (ET VECTEUR)	L'UN (Ch. Empire, Royaume) absolutisme	LIONS (histoire, Progrès) Futurisme	POINT (actualité, événement) Autocentré ; culte du présent
AXES CANONIQUE	CERCLES (Exercice, répétition) Archéocentré	L'AOUTE	LE JEUNE
PARADOXE D'ATTRACTION	L'ANCIEN	LOGOS (slogos, systèmes, programmes)	IMAGO (affects et fantasmes)
ORGANON SYMBOLIQUE	MYTHOS (mythes, dogmes, épiques)	SYSTÈMES (idéologies)	MODELES (écologie)
CLASSE SPIRITUELLE (DÉTENTRICES OU SACRÉS SOCIAL)	RELIGIONS (théologie)	INTELLECTUALISIA laïque (professeurs et docteurs) Sacro-saint ;	MÉDIAS (diffuseurs et producteurs)
RÉFÉRENCE LÉGITIME	SOLISE (propagandes et charas) Sacro-saint ;	LA CONNAISSANCE	L'INFORMATION
MOTEUR D'OECSIENCE	LE COOME	L'IDÉAL (il le faut, c'est vrai)	LE PERFORMANT (il le fait, ça marche)
MOYEN NORMAL D'INFLUENCE	LA OIVIN (il le faut, c'est sacré)	LA LOI (dogmatisme)	L'OPINION (relativisme)
CONTRÔLE DES FLUX	LA FOI (fantasme)	LA PUBLICATION	L'APPARITION
STATUT DE L'INOIVIOU	LA PRÉOICATION	POLITIQUE, INOIRECT (sur les moyens d'insécution)	ÉCONOMIQUE, INOIRECT (sur les messages)
MYTHE D'IDENTIFICATION	SCCLÉSIASTIQUE, OIRECT (sur les fonctions)	CITOYEN (à convaincre)	CONSOMMATEUR (à séduire)
OICION	SUIET (à convaincre)	LE HÉROS	LA STAR
O'AUTORITÉ PERSONNELLE	LE SAINT	JE L'AI LU DANS LE LIVRE (vrai comme un mot imprimé)	JE L'AI VU A LA TÉLÉ (vrai comme une image en direct)
RÉGINE	OIEU ME L'A OIT (vrai comme parole d'évangile)	LE LISIBLE (le Fondement) ou le vrai logique	LE VISIBLE (l'Événement) ou le vraisemblable
O'AUTORITÉ SYMBOLIQUE	L'INVISIBLE (Origine) ou l'invisible	L'Un THÉORIQUE : le Chef (principe idéologique)	L'Un ARITHMÉTIQUE : le Leader (principe statistique, sondage, cote, audience)
UNITÉ	L'Un SYMBOLIQUE : le Roi (principe dynastique)	LA CONSCIENCE (Anima)	LE CORPS (Sensorium)
OE OIRECTION SOCIALE	L'Am (Anima)		
CENTRE			
OE ORAVITS SUBJECTIF			

classes moyennes d'un Etat
démocratique de rentrer dans un
réseau d'informations et
d'échanges et de se constituer en
opinion publique.

Il reste que la démarche de Debray construit, de brie et de broc, une sorte de matérialisme des actes de pensée dont on sent intuitivement qu'il ouvre des pistes de recherche fécondes.

La seule fausse note de cet ouvrage se trouve dès le premier paragraphe. Debray nous suggère que ce *Cours de médiologie* s'inscrit dans la continuité du *Pouvoir intellectuel en France*, publié il y a douze ans. Il n'en est rien. Pour le lecteur doté d'un peu d'ironie et de mémoire, ces leçons peuvent aussi se lire comme une critique dévastatrice, voire un adieu, aux idées du *Pouvoir intellectuel en France*. Mais cela a peu d'importance.

Jean-Louis Missika

LE VIN,
MEILLEUR AMI
DE VOTRE FORME?



Le livre de Marie-Reine de Jatham de Jacques Borelakis est en œuvre de première utilité : il nous apprend mieux connaître nos réactions vis-à-vis de notre alimentation, et à l'écoute de notre corps, en compagnie d'un ami : le vin. Marie-Reine Jatham et Jacques Borelakis, soucieux de la raison, dégaient ici le bon sens : essayons d'être un peu sages : essayons d'être un peu moins dépendants. Il faut les remercier pour ce témoignage plein de bon sens et de bonne humeur : ils nous parlent de notre bonheur de vivre.

Professeur JACQUES PUISAIS

**Joyce Carol
Oates**
publie dans la
Bibliothèque cosmopolite

- ☑ LA LEGENDE DE BLOODSMOOR T1.
- ☑ LA LEGENDE DE BLOODSMOOR T2.
- ☑ SOUVENEZ-VOUS DE CES ANNETS LA.
- ☑ SOLSTICE.
- ☑ AILE DE CORBEAU.
- ☑ BELLE FLEUR.
- ☑ EUX.
- ☑ HAUTE ENFANCE.
- ☑ L'HOMME QUE LES FEMMES ADORAIENT.
- ☑ MARIAGES ET INFIDELITES.
- ☑ MARYA.
- ☑ LES MYSTERES DE WINTHERTHURN.



François Truffaut.
Le secret perdu.

*L'autobiographie
inconsciente de
François Truffaut à travers
l'imaginaire de ses films.
Par Anne Gillain.*



HATIER



هكذا من الأهل

حكايا من الماضي

Sous la dictature du général Pinochet, le principal département de philosophie de l'Université chilienne a vu ses effectifs passer de trente-trois à... trois enseignants. Il en fut de même, à peu près, dans tout le pays. Certains enseignants ont « disparu », d'autres se sont exilés, presque tous ont dû changer de métier. Beaucoup vivent encore d'expédients : la démocratie renaissante, en leur rendant la liberté, ne leur a encore donné ni poste ni traitement. Pourtant, ces hommes privés de leurs ressources, menacés, isolés, ont continué à écrire, et à frayer pour la pensée des chemins qu'on aurait tort d'ignorer. Ce dossier souhaite seulement attirer l'attention sur une culture dont la vie philosophique, très peu connue ici, n'est pas sans lien avec la nôtre. Le Chili est en effet, avec la France, l'un des rares pays au monde où il existe des cours de philosophie dans l'enseignement secondaire. Il y a plus : les relations des philosophes chiliens à la pensée française se sont récemment intensifiées. Plusieurs traductions en cours, qui paraîtront en France dans les mois à venir, la fondation d'une association destinée à promouvoir les échanges entre philosophes, l'initiative d'affréter un avion de livres laissent espérer une réciprocité d'attention, sans laquelle il n'est pas de liberté valide.

Roger-Pol Droit.

Brève histoire de la philosophie

L'ENSEIGNEMENT philosophique au Chili a suivi de près le processus de constitution d'un ordre républicain. Dans les années 1830, cet enseignement est axé sur les nouveaux courants de la philosophie anglaise et française : le sensualisme, l'utilitarisme, le spiritualisme. En 1888 et en 1889, sont fondés respectivement l'Université catholique et l'Institut pédagogique de l'Université du Chili. La première de ces institutions répond à une volonté de contrebalancer le rôle joué par le libéralisme et le positivisme dans la laïcisation de la société. L'Institut pédagogique est, en revanche, au centre du rayonnement du positivisme qui s'exerce dans la formation des maîtres du secondaire. Il est aussi à la source d'une première influence allemande sur le système éducatif chilien, le modèle allemand conférant à la philosophie le rôle d'un complément de la pédagogie. En 1915, le nouveau plan d'enseignement de la philosophie au lycée, élaboré par un professeur allemand, se donne pour but de soutenir les usages pratiques et scientifiques de la pensée. Dans ce cadre, la philosophie doit participer à la construction d'une nouvelle morale nationale.

L'influence d'Ernesto Grassi

C'est seulement à partir de 1935, avec la création à l'Université nationale d'un cours pour la formation des professeurs de philosophie dans l'enseignement secondaire, que commence à se manifester une certaine autonomie. En 1948, est fondée la Société chilienne de philosophie et, en 1949, avec le soutien du recteur Juvénal Hernández, la *Revista de Filosofía*. Dans les années 50, la philosophie consolide son développement institutionnel, grâce principalement aux efforts de recteurs comme Juan Gómez Millas, qui encourage à l'Université nationale la philosophie universitaire.

Au cours de cette même période, quelques professeurs européens, venus principalement d'Espagne et d'Allemagne, enseignent au Chili. De leur côté, des philosophes chiliens interviennent dans la communauté internationale en participant à des congrès et à des colloques de philosophie à New-York, Mendoza, Mexico et Santiago-du-Chili. Dans cet élargissement des relations avec l'Europe, il faut souligner l'influence au Chili des cours du philosophe italien Ernesto Grassi (1). En effet, il fit prendre à ses étudiants l'habitude de lire les textes mêmes des philosophes, plutôt que des exposés panoramiques et des manuels, comme on le faisait jusqu'alors. Avec cette approche, Grassi introduit aussi une certaine conception de la philosophie qui privilégie l'autorité de la tradition.

La crise politique de la fin des années 60 et des années 70 a, sur le développement de la philosophie, des effets complexes et contradictoires. On voit s'accroître l'engagement politique du travail philosophique au point que celui-ci constitue souvent un prolongement direct de la pratique politique. Il en découle un processus de rigidification et surtout, à gauche, un risque de dissolution de la philosophie dans l'économie, l'histoire, ou les sciences sociales. Toutefois, de nouveaux thèmes et de nouvelles influences apparaissent qui, une fois « naturalisés », vont marquer la production philosophique des années suivantes.

En réaction aux « excès » de démocratisation de la société, menés par la démocratie chrétienne et la gauche, on assiste au début d'un renouveau de la pensée conservatrice qui jouera un rôle de première importance dans la période de dictature militaire. Les intellectuels liés aux forces de droite vont élaborer peu à peu un modèle politique globalement antidémocratique. Ses centres de diffusion seront l'Université catholique, et spécialement ses facultés d'économie et de droit, le groupe de presse *El Mercurio*, puis, après le coup d'Etat militaire, des centres d'études comme le Centro de estudios públicos, lieu de rencontre des ocellibéraux chiliens. Du point de vue philosophique, cela se traduit par la diffusion et la discussion d'auteurs comme F.A. Hayek, J. Buchanan, R. Nozick, etc.

Exception faite de l'Université catholique, ce renouveau de la pensée politique conservatrice se développe essentiellement en dehors des universités, où, notamment à l'Université nationale, la période est plutôt marquée par une nette reviviscence théorique du marxisme. L'influence d'auteurs comme Sartre, Gramsci, Marcuse et Lukács est centrale au sein des recherches culturelles et politiques de la pensée de gauche. L'œuvre d'Althusser s'est révélée là particulièrement marquante. Cette influence d'Althusser n'est pas allée sans tensions. D'un côté, elle a encouragé un repli de la philosophie au profit de l'économie ou d'une pratique politique directe. D'un autre côté, elle a nourri des recherches sur la théorie de l'idéologie sur les rapports entre philosophie et psychanalyse, etc.

Les cibles de la répression

D'autres orientations ont cherché à reformuler les tâches de la philosophie au Chili en se centrant de plus en plus sur « les composantes de la culture nationale », pour reprendre les termes d'un article célèbre de Perry Anderson. Une série de travaux importants ont cherché à expliciter les présupposés politiques et philosophiques à l'œuvre notamment dans les travaux des historiens, dans la littérature, dans la presse et dans les modèles économiques.

La dictature militaire a brisé, dans une large mesure, ce développement. Les universités, et tout particulièrement l'Université nationale, furent les cibles de la plus féroce répression culturelle que ce pays ait connu au cours de ses deux siècles de vie indépendante. Cette répression fut menée par ceux qu'on appela des « recteurs délégués » : des militaires désignés par Pinochet.

Toutes les universités furent occupées et déclarées « en reconstruction » après le putsch. Des départements furent fermés et tous les professeurs chassés sans reconnaissance de leurs droits légaux. Beaucoup d'entre eux furent obligés par la suite de quitter le pays car ils étaient dans l'impossibilité d'enseigner au sein d'autres institutions : le seul fait d'avoir été chassés de l'université les rendait suspects.

Aux drames individuels, s'ajoutait celui de l'institution elle-même : l'Université nationale, de loin la plus importante dans la vie du pays depuis presque un siècle et demi, se voyait privée de tous ses sièges en province et sommée néanmoins de prendre en charge leur déficit bancaire, tout en étant soumise à l'obligation d'autofinancement que les néolibéraux recommandaient aux militaires. Le résultat fut un freinage brutal,



SENQUE

voire un recul, que les autorités récemment élues auront sûrement des difficultés à rattraper.

On s'étonne que, dans ces conditions, quelques groupes de travail aient pu survivre. C'est, dans une grande mesure, grâce aux nouvelles organisations non gouvernementales, qui ont été créées principalement pendant les premières années de la dictature, et qui ont réussi à dénicher des ressources provenant surtout de l'étranger. Bien que plutôt consacrées aux sciences sociales, des centres comme le CERC (2) ont aussi accueilli des philosophes exclus des universités.

Ces dernières années, on assiste à un développement croissant des

travaux centrés sur des thèmes plus spécifiquement et plus traditionnellement philosophiques. Mais, il y a aussi des recherches individuelles sans rapport direct avec les habitudes antérieures. C'est le cas notamment des travaux importants de Humberto Giannini sur le dialogue ou sur la vie quotidienne dans la *Reflexión cotidiana* en 1987.

La situation de la philosophie au Chili est ainsi marquée par son double régime politico-institutionnel interne et externe aux universités. Cela présente des difficultés, mais aussi la possibilité de voir émerger de nouveaux thèmes qui se seraient difficilement développés au sein des départements de

philosophie traditionnels. Toutefois, le soutien institutionnel du travail philosophique extérieur aux universités demeure extrêmement fragile, ce qui rend souhaitable une réintégration de ces groupes de travail dans le cadre universitaire.

Marcos García de la Huerta, Carlos Ruiz, Cecilia Sánchez

► M.G. de la Huerta enseigne à l'Université du Chili, C. Ruiz et C. Sánchez travaillent au CERC.

(1) Voir la récente chronique de R.-P. Droit, dans le *Monde* du 11 avril.

(2) Centre de Estudios de la realidad contemporánea.

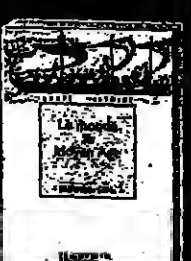
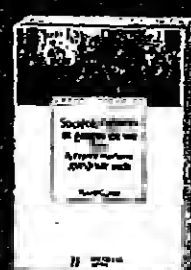
Un avion de livres

Afin de compléter et d'actualiser la fond des bibliothèques chiliennes dans le domaine de la philosophie et des sciences sociales, un avion de livres doit s'envoler de Paris pour Santiago au début du mois de juillet prochain. Cette initiative est soutenue, entre autres, du côté français, par Evelynne Piaier, directrice du livre et de la lecture au ministère de la culture et de la communication, l'association franco-chilienne de philosophie, le Collège international de philosophie et, du côté chilien, par l'ambassade du Chili à l'UNESCO et le Conicyt, l'équivalent du CNRS.

Un appel sera prochainement adressé aux éditeurs français qui pourront fournir les titres dont les chercheurs chiliens ont établi la liste. Les ouvrages sont destinés à la Bibliothèque nationale du Chili, aux bibliothèques de l'Université du Chili et du CERC, ainsi qu'à des bibliothèques universitaires plus éloignées des grands centres, comme celle de Valdivia ou de Concepción.

Toute personne qui désirerait de plus amples renseignements sur cette initiative peut s'adresser à l'Association franco-chilienne de philosophie (3, rue Jacques-Cœur, 75004 Paris).

L'HISTOIRE... DANS UN CARRÉ



CARRÉ HISTOIRE

Une nouvelle collection de synthèses sur les grandes questions d'histoire, des livres de référence pour l'étudiant, l'enseignant, l'amateur éclairé.

HACHETTE Supérieur

Qu'arrive-t-il le jour où la Convention vous confie un bateau et des canons pour libérer la Louisiane ?



Claude Vermorel
Notre Mississippi

Domaine romanesque
Lire, c'est s'embarquer pour une aventure.

ROBERT LAFFONT

Chili

Une dest...

Santiago et

LIVRES • IDÉES
DOSSIER

philosophie au Chili

Une destruction qui a échoué

Les philosophes n'ont pas échappé au séisme qui a frappé le Chili de l'ère Pinochet. Les disciples de Hayek avaient inclus dans leur projet initial une attaque en règle contre l'intervention de l'État dans l'enseignement supérieur. La conséquence, définie par eux comme une propriété privée exclusive, devait pouvoir se vendre sur le marché au même titre que n'importe quelle autre marchandise. Toute tentative de s'opposer dans la transmission d'un tel bien serait entrée en contradiction avec les idéaux de la libre-échange.

Conformément à cet impératif libéral, il fallait que les universités fussent affranchies des traditions corporatistes médiévales - chaires inamovibles, indépendance de l'enseignement - tendant à monopoliser la connaissance et à en interrompre la libre circulation. Le besoin de faire reculer les avancées démocratiques soutenues par l'État était perçu de façon plus urgente encore. Dans les années 80 et au début des années 90, le mouvement de réformes avait engendré un élargissement considérable de l'accès à l'enseignement supérieur. Les libéraux chiliens y ont vu une violation de la liberté de l'éducation : de tels changements démocratiques, originairement libéraux, étaient en train de mener à la monopolisation par l'État du système universitaire et à sa subordination à une régulation bureaucratique.

Du côté des philosophes, ont

épousé les idées de Hayek ceux qui soutenaient la dictature de Pinochet. Ils prétendaient que la philosophie n'était pas une spéculation abstraite, mais un produit tout fait, importé de France, d'Allemagne et, tout récemment, des États-Unis. Article de luxe onéreux, elle aurait inévitablement des effets intoxicants si on la laissait devenir un produit de consommation de masse. Enseigner la philosophie dans les écoles secondaires serait un gaspillage : former des enseignants à ce métier serait absolument dangereux. Dans les universités, dont le rôle est d'enseigner l'éducation des riches, la philosophie aurait figuré comme leur jeu d'esprit favori.

En temps voulu, ces aristocrates de la pensée ont été promus aux postes de responsabilité des universités d'État. Ils devaient contribuer à leur destruction systématique. Ils sont devenus, selon la juste expression d'un jacobin, professeur à l'université de Bogalé en Californie, des philosophes fonctionnaires : « philosophes fonctionnaires », j'allais dire « fonctionnaires philosophes ». Ils ont rendu compte de leur montée au pouvoir dans un ouvrage récent, *Academic Habits in Chile. The Role of Philosophy in Higher Education and Politics*. Leur objectif initial était d'éliminer les philosophes qui avaient adopté, à la suite de Hegel et de Marx, des positions critiques et considérèrent que la philosophie ne pouvait pas

se couper de l'histoire et de la politique. Dans cette intention, les « fonctionnaires » tentèrent de s'appuyer sur leurs collègues les plus portés aux systèmes philosophiques et dont les positions apolitiques les avaient initialement conduits à se taire devant les événements courants. Ce sont eux qui furent choisis pour servir leurs grands projets « académiques ».

Relectures originales

Ce fut un échec. D'une part, les penseurs « systémiques » les plus talentueux - H. Giannini, G. Gomez Lasa et J. Millas - n'ont pas tardé à réviser le sens critique de leur tempérament métaphysique. Ils ont d'abord résisté en silence à l'assaut libéral, mais l'ont ensuite défilé de plus en plus bruyamment. Au point de devenir des piliers du mouvement d'intellectuels qui a forcé le gouvernement à abandonner ses plans de privatisation du système universitaire. Les espoirs élitistes des « fonctionnaires » en ont été définitivement brisés.

D'autre part, qu'ils fussent en exil ou déplacés sur le territoire chilien, les philosophes critiques trouvèrent de nouvelles manières de lire les systèmes philosophiques. Certains ont estimé devoir donner un fondement philosophico-épistémologique à leurs options politiques. Il en résulta des relectures

originales de Popper, Hayek, Marx et Kant. D'autres approfondirent la réflexion critique de l'idéologie et mirent en lumière d'obscurs compromis chez Heidegger, Kierkegaard et Hegel. Tous s'affranchirent de la circonspection d'usage et se lancèrent dans des thèmes plutôt méprisés par les professionnels de la philosophie : théorie de la démocratie, théorie critique de la société et de la technologie, herméneutique, philosophie politique, pensée conservatrice, droits de l'homme, théories de la justice, de l'éducation, du pouvoir, de la violence, etc. En outre, et peut-être surtout, ils redécouvrirent dans le discours des juristes, d'historiens, d'économistes et de dirigeants politiques négligés une tradition de pensée philosophique autochtone jusqu'à mise à l'écart et enterrée. Après tout, une philosophie authentiquement chilienne existait. Comme l'observe Jaksic, la domination militaire avait incontestablement provoqué une extraordinaire explosion d'activité philosophique au Chili. L'oiseau de Minerve avait-il confondu la sombre littérature de la société de marché avec la tombe du coq ?

Renato Cristi

(Traduction Noëlle Burgi)

► Enseignant à la Wilfrid Laurier University, Waterloo, Ontario, Canada.

A lire

Parmi les publications en langue française de philosophes d'origine chilienne, signalons l'ouvrage de José Echeverría, *Reflexions sur la mort et le problème du sujet* (Vrin, 1987), et des parutions récentes : le recueil de textes du penseur chilien Andres Bello (1781-1865), traduits par Christiane Delprat et édités par François Delpat et Paul Verdoye sous le titre *Andres Bello, naissance d'une pensée latino-américaine* (Éditions caribéennes-UNESCO, 1986, 300 pages, 140 F), et l'ouvrage du philosophe Miguel Espinoza, *Essai sur l'intelligibilité de la nature* (Éditions universitaires du Sud, 1987, 186 pages, 190 F).

Parmi les traductions d'ouvrages philosophiques chiliens, on annonce aux éditions Alinéa, la *Reflexion quotidienne*, d'Humberto Giannini ; aux éditions L'Harmattan, la *Critique de la raison technocratique*, de Marcos Garcia de la Huerfina ; enfin aux éditions Osiris, le *Restaurant cosmopolite*, sur Carl Schmitt, Hayek et le conservatisme libéral, de Renato Cristi.

Des informations sur la situation de la philosophie au Chili sont publiées dans le *Cahier du Collège international de philosophie* (n° 8, éd. Osiris, 1989), et dans le numéro spécial de la revue *Raison présente* « Comment tombent les dictatures » (n° 93, janvier 1990).

Autour d'Emma Bovary.

La rencontre de Flaubert et de Chabrol (interview par P.-M. de Biasi), d'Isabelle Huppert et d'Emma Bovary. Le livre qui fait voir le film.



HATIER

Paris-Santiago et retour

1987-1990 : deux colloques franco-chiliens, deux climats

Aéroport de Santiago-du-Chili, 28 juin 1987. Dans le froid de la brume, le visage grave et le regard échauffé, Rodrigo Alvaray, Carlos Ruiz et Cecilia Sanchez. Nous sommes là, tout va bien. Nous ne nous cachons pas : ils savent tout. Nous avions simplement deux consignes dérisoires, photocopier nos conférences avant notre départ de Paris, au cas où la police des frontières ferait du zèle, et ne pas raconter notre vie à n'importe qui dans l'avion. Longue traversée des poubelles, quartiers de bois et de carton - et premier saisissement de l'étranger devant la pauvreté - jusqu'à l'immeuble gris qui abrite, à l'ombre de la cathédrale de Santiago, les syndicats chrétiens et le CIERC (Centro de estudios de la realidad contemporánea) où travaillent des professeurs et des chercheurs exclus de l'université par la dictature militaire.

Le premier colloque franco-chilien de philosophie de Santiago se tiendra là, comme une parenthèse dans la vie d'une communauté intellectuelle brisée par l'omniprésence de la peur. Ici, un mot est plus qu'un mot : une audace de parole peut

conduire à l'arrestation, peut-être à la mort. Mais la dictature n'a pas su arrêter la vie de la pensée. Patricia Marchant parle d'État : poète Gabriella Mistral, Humberto Giannini de la vie quotidienne, Cecilia Sanchez de l'institution philosophique, Miguel Vaca de la république scolaire - descendant des fondateurs de l'Église positiviste de Santiago, il vit, au milieu de la plus belle bibliothèque française du Chili, dans un dénuement presque complet.

Cette première visite donnera naissance à des échanges de lettres, de revues et de livres - ce bien si précieux - ainsi qu'à de nombreux séminaires en France et au Chili, avec la participation active des exilés et du nouveau attaché culturel français, Alain Silberchicot. Les philosophes chiliens sont sortis de la solitude.

Aéroport de Santiago-du-Chili, 24 juin 1990. Rodrigo Alvaray, Carlos Ruiz et Cecilia Sanchez nous attendent, accompagnés de Patricia Bonzi, Pedro Miras, Jorge Palacios et Christina Hurtado, de retour d'exil. Leur visage est souriant, et leur regard plus que jamais chaleureux. Les poubelles abritent toujours la

pauvreté. Mais le retour de la démocratie, même surveillée, a fait fuir la peur. Pour le second colloque franco-chilien de philosophie, Santiago sera une fête : trente-sept communications en quatre jours.

D'autres dialogues ont lieu à la Maison des femmes, au à l'université de Valparaiso. Nous sommes même en jeep jusqu'à Chillan, à 500 kilomètres au sud de la capitale, pour évoquer devant deux cents personnes Auguste Comte et débattre de l'influence du positivisme au Chili.

À Valparaiso, chez le professeur Maria Teresa Poupin, devant le portrait de son frère disparu à la Moneda lors du coup d'État, comme dans un café de Santiago, avec l'étudiante Marcela Fajardo, un même discours - nous devons réapprendre à parler - et une même soif de lire et d'écrire dans la liberté. Confidences chaleureuses qui contiennent aussi un appel, blessé encore par le souvenir des listes d'ouvrages détruits ou mis à l'enfer des bibliothèques par la censure militaire.

Patrice Vermeren
Chargé de recherche au CNRS

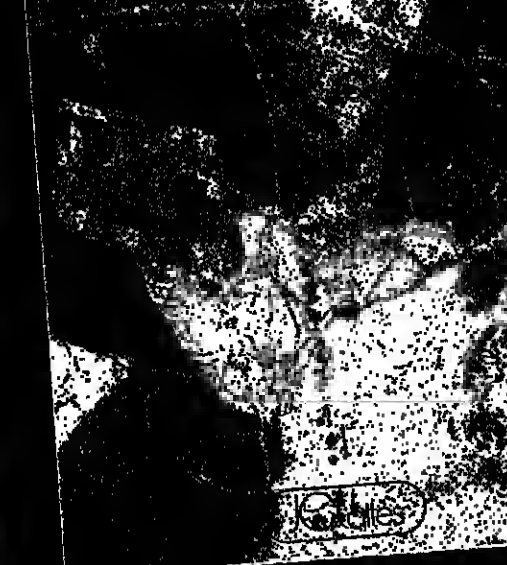


Après Léon l'Africain
découvrez Mani, le
prophète oublié qui
subjuguait les princes et
bouleversa le monde.

AMIN MAALOUF

Les jardins de lumière

roman



Une plongée initiatrice et poétique dans un monde et un siècle ignorés (...) le roman d'une entreprise grandiose et attachante.

Jacques Lacarrière - Le Monde

Amin Maalouf est un conteur limpide et chaleureux (...). C'est un bonheur que de découvrir le prophète de Mésopotamie. Ne vous en privez pas.

Marie-Françoise Leclère - Le Point

Un grand roman qui participe de la légende et de la vérité, du péplum et de la poésie. Le talent du conteur donne ici sa pleine mesure. Arnould de Liedekerke
Le Figaro Magazine

Les jardins de lumière conserve l'éclat féérique qu'Amin Maalouf sait conférer à ses textes.
Annette Colin-Simard
Le Journal du Dimanche

La réussite d'Amin Maalouf est d'en avoir fait un vrai roman accessible à tous et qui séduit à la fois l'intelligence et la sensibilité.
Bruno de Cessole
Le Figaro

JOLATTÈS

سكزا ابن الاصل

صكزا من الامل

EN POCHE

Marx libéré du marxisme

Quinze ans après sa première publication, Gallimard réédite en poche cet ouvrage qui, à l'époque, avait fait quelque bruit. Anti-ahhussérien et, pour tout dire, entomoxiste, Michel Henry entend démontrer que les personnes, avant lui, n'avaient correctement lu Marx. Le projet avait évidemment fait naître quelques discrets sourires. Avec le recul, cependant, il faut reconnaître à ce travail un mérite inusable : il offre, à ceux que rebute la lecture des textes mêmes de Marx, un parcours exhaustif à travers la plus grande philosophie du dix-neuvième siècle.

Contrairement à bien d'autres, ce parcours n'exclut ni les textes de jeunesse ni les écrits de circonstance ni les derniers manuscrits. Michel Henry en a retiré la conviction que – contrairement à la thèse de Louis Althusser – Marx est resté toute sa vie un philosophe ; qu'il n'a jamais rompu avec les thèses exprimées pour la première fois dans l'*Idéologie allemande* ; et que le « matérialisme dialectique », tel que le comprennent Lénine, résulte de grossiers contresens commis sur la pensée du maître. Cette dernière thèse, au moins, fait aujourd'hui figure d'évidence pour la majorité des chercheurs sérieux. Et il faut désormais n'avoir lu ni Marx ni Michel Henry, pour continuer à attribuer au premier la responsabilité de tout ce que le vingtième siècle aura connu sous le nom de « socialisme réel ».

Christian Delacampagne

► *Marx*, de Michel Henry, tome 1, 490 p., chaque tome, 75 F. Collect, « Tel », Gallimard.

► L'indispensable *Histoire de l'antisémitisme*, de Léon Poliakov, qui avait paru en quatre volumes chez Calmann-Lévy de 1956 à 1977, est reprise en deux tomes en « Points-Seuil » dans une édition à la fois allégée, mise à jour et complétée (n° H143 et H144).

► Le *Séminaire de psychanalyse d'enfants*, que Françoise Dolto avait tenu à partir de 1980 pour aider les thérapeutes, est réédité en trois volumes dans la même collec-

tion, série « Essais ». Édition réalisée avec la collaboration de Louis Caldeguès et Jean-François Seuzerac (n° 220, 221, 222).

► Signalons également, toujours en « Points-Seuil Essais », l'édition revue et corrigée de *État modeste État moderne. Stratégies pour un autre changement*, de Michel Crozier (n° 223), et l'*Aventure sémiologique*, de Roland Berthes (n° 219).

ESSAI

L'idée de maladie

On ne saurait assez recommander à tous les hypochondriaques la lecture du beau livre de Jean-Paul Lévy : *Le Pouvoir de guérir*. D'une limpidité d'écriture et d'une clarté exemplaires, cet essai raconte l'histoire de la médecine à travers les innombrables conflits opposant foi et raison, science et irrationalisme. L'auteur, qui dirige l'Institut Cocbin de génétique moléculaire ainsi que l'Agence nationale de recherche sur le sida, se situe résolument dans une perspective matérialiste. Très réservé à l'égard de la psychanalyse, il est prêt à parier que dans quelques

fre et à toujours souffrir d'un mal beaucoup plus profond, véritable maladie chronique qui fait le lit du vieillissement précoce et de l'infection, et contre laquelle il n'y a guère de remède : la faim. C'est l'un des mérites de Jean-Paul Lévy de rappeler combien notre situation est exceptionnelle et combien elle fouisse notre vision de la médecine et de la maladie. Longtemps, le thérapeutique ne fut qu'un leurre : nous estimons aujourd'hui « avoir droit » à plus de soixante-dix ans d'existence. Quelle présomption !

Roland Jaccard

► *Le Pouvoir de guérir*, de Jean-Paul Lévy, éd. Odile Jacob, 314 p., 140 F.



CABAT

décennies les mécanismes de la souffrance morale, de la jalousie, du désir, de la haine, de la mépris – et même de la pensée – s'élanceraient. « Nous résistons de toutes nos forces, écrit-il, à cet inéluctable constat de notre total lien à la matière parce que justement la particularité de notre cerveau est de chercher à éviter l'avenir et ses risques (...) Comment supporter-nous-nous de n'être que matière fugitive ? »

Si, pour nous, en Occident, la maladie est devenue un accident incongru sur fond permanent de santé – ce qui nous menace, c'est l'excès : de nourriture, d'alcool, de tabac, de sexe – nous oublions que la majorité des humains souff-

ROMAN

Naufage dans un miroir

Au milieu du nouveau roman de Max Gallo est une lettre que « la sorcière » (ainsi la nomme son fils, Philippe Guibert) envoie d'outre-tombe. On pourrait l'appeler lettre-miroir à double face : le portrait que « la sorcière » fait de son mari renvoie au portrait que Gallo fait de Guibert se voyant dans les yeux de sa femme. « Ton père était comme toi, occupé d'abord de lui-même. Je devais me soumettre, le suivre,

l'admirer... Tant que j'ai cru à sa sincérité, j'ai accepté. » Ainsi dit la mère, ainsi pourrait dire Lisa, la femme. Alors qu'il atteint « le tournant difficile de la cinquantaine », ce membre de la Commission européenne, qui a conduit une belle carrière, ne peut éviter le regard qui, non pas le juge, mais, pis, le force à se juger. Leur différence d'âge n'est pas l'essentielle raison de ce face-à-face. Lisa, qui a remplacé l'amour par la pitié – rien n'épargne Guibert – se veut libre et condamne l'univers politique dans lequel son mari évolue.

D'un côté, la vanité, les magouilles, les rivalités, qui ont pour armes la rupture des amitiés et le mensonge ; de l'autre, le besoin d'indépendance, de vérité, d'une certaine pureté, que nomme aussi une expression à l'allure désuète, les « valeurs » de la vie. Le conflit est inévitable qui, pour Guibert, prend forme d'interrogation. Une vaste autocritique. Que fut sa vie ? Pourquoi Lisa est-elle attirée par Karl Grueber, un poète allemand ? Si elle ne lui revient pas, quelle issue pour lui ?

Ce thème du conflit amoureux, du rejet irrémédiable d'un être qui fut aimé, Max Gallo le développe sur fond d'histoire contemporaine. Poursuivant ce qu'il a entrepris avec *Une affaire intime* et *Une affaire publique* (Robert Laffont), il place ses personnages dans cet univers politique. Mêlant fiction et réalité, il écrit le roman d'une vie perdue avec, en contrepoint, ce que les peuples – principalement en Europe – ont laissé perdre de leurs espoirs, comme des épaives enfouies qu'on veut oublier.

Pierre-Robert Leclercq

► *Le Regard des femmes*, de Max Gallo, Robert Laffont, 340 p., 110 F.

ROMANS POLICIERS

Idylle anglo-italienne

VENDETTA
de Michael Dibdin.
Traduit de l'anglais
par Hélène Amalric.
Calmann-Lévy.
272 p., 110 F.

COUSU MAIN
de Carl Hiaasen.
Traduit de l'anglais
par Yves Sarda.
Albin-Michel, 408 p., 120 F.

LA MORT EN GROS SABOTS
de John F. Bardin.
Traduit de l'anglais
par Jean Benoît.
Terrain vague, 197 pages, 98 F.

Ce mois-ci, c'est de Calmann-Lévy que vient la surprise. Un polar anglais écrit par un homme et débarrassé de cette ambiance chic où l'on se tue à coups d'Earl Grey parfumés est un événement comparable à l'irruption d'un courant d'air dans une boîte de sardines.

A Rome, l'inspecteur Aurélio Zen enquête sur un meurtre impossible : comment Oscar Burolo, homme d'affaires pas vraiment net, sa femme et deux de ses amis ont-ils pu être massacrés à coups de *riot gun* dans une villa gardée par des lions et munie de ce qui se fait de plus sophistiqué en matière de protection électronique ? Nonchalant, peu sûr de lui, nanti d'une mère fragile comme une étoffe usée jusqu'à la trame, Aurélio chemine le long de cette énigme, se heurte aux archaïsmes de la politique italienne, déjoue les pièges de ses collègues et fait l'habituée expérience d'une réalité sociale compliquée par des siècles de civilisation retorse.

Mais plus encore que le brio de l'intrigue, c'est la subtilité du style de Dibdin qui étonne. *Vendetta* se lit comme un long murmure en l'air, un soliloque émaillé de traits d'humour décalés, de digressions déambulatoires et de parenthèses révéleres. L'écriture de Dibdin musarde le long du fil du récit, parle des choses sans les nommer et, sur les pas d'un héros touchant à force d'humanité fatiguée, brosse le portrait d'une ville aussi éternelle que les faiblesses humaines. On pense à Gadda (celui de l'*Affreux pastis de la rue Merle*), à Forster, et l'on se dit que la vieille idylle que se jouent l'Italie et les écrivains anglais n'a pas fini de nous étonner.

CARL HIAASEN n'aime pas le Florida. Il hait les médecins, méprise la télévision, vomit les politiciens, ne porte pas les flics dans son cœur et se méfie des femmes. Seuls les barreaux semblent trouver grâce à ses yeux. Son héros, Mick Stranaban, ex-flic retiré du monde après une brève mais brillante carrière – cinq cadavres et cinq divorces – vit dans une case sur pilotis au large de Miami en compagnie d'un baracuda trop fainéant pour se nourrir

seul. Au début de l'histoire, il perd sa tranquillité, à la fin, après quatre cent huit pages et dix-neuf cadavres, il la retrouve.

Tenter de résumer davantage l'intrigue de *Cousu main* relèverait de la prétention pure. Construit comme un puzzle dont toutes les pièces seraient animées d'une vie propre, aussi grouillant qu'un nid de cloportes sentant venir le DDT, *Cousu main* semble à l'obéir qu'à une seule règle narrative : le délire. Irrésistible de dérèglement cynique, sanglant et désespérant comme une giclée de vitriol, ce bouquin est à classer d'urgence au rayon des incassables, à côté de la *Conjuraison des imbéciles* de J. K. Toole et de *Midnight Examiner* de W. Kotzwinkle.

Si Hiaasen déroute en jouant sur le registre du délire, c'est en exploitant celui, plus inquiétant, du fantastique que John F. Bardin distille un malaise digne des meilleurs textes d'Edgar Poe.

La Mort en gros sabots commence par un sourire : un peu comme une fantaisie débridée, un conte à la Lewis Carroll revisité par Frédéric Brown. Le Docteur Matthews, médecin psychiatre, accepte d'aider un jeune homme qui se prétend le jouet des caprices d'une bande de lutins irlandais. Dernière exigence de ces « lepreux » : livrer un percheron au domicile new-yorkais d'une star du music-hall. La dame est assassinée et le percheron apparaît être la signature du meurtrier.

La force de Bardin consiste à transformer le sourire initial en grimace, un peu comme si les

Une exposition Gombrowicz

Conçue par le graphiste et cinéaste polonais Jean Lenice, son fervent admirateur, une exposition Witold Gombrowicz (1904-1969) rend hommage à l'auteur, qui se présente en déclarant : « Je suis un humoriste, un plaignant, je suis un acrobate et un provocateur, je suis cirque, je suis poésie, horreur, bagarre, jeu, que voulez-vous de plus ? » Un parcours biographique en quatre parties illustre quatre thèmes de l'œuvre : l'école ou l'immatrité ; la Pologne ou l'obsession de l'esprit ; le pouvoir et le cérémoniel ; l'histoire, le vêtement, l'uniforme.

Le Magazine littéraire consacre à l'auteur de *Ferdynand* un dossier spécial dans son numéro d'avril avec de courts inédits, des articles de Pierre Mertens, Christophe Jezewski, Maurice Nadeau, Angelo Rinaldi, Christian Bourgois, Raymond Bellour, François Bondy, Czesław Miłosz, etc.

► Centre Pompidou, Galerie de l'étage du BPI, 2^e étage. Jusqu'au 10 juin. Projections salle Renair à 18 h 30 : « Océaniques », FR 3 (le 16 mai) ; *Le Mariage*, mise en scène de Jorge Lavelli (le 27 mai).

► « Écrire et éditer pour la jeunesse de France ». – Une rencontre de graphistes, d'écrivains et d'éditeurs français et tchécoslovaques aura lieu à Prague du 22 au 26 avril, organisée par le Centre régional des lettres du Languedoc-Roussillon et les Editions Albatros. A cette occasion, une exposition d'ouvrages publiés en France aura lieu à l'Institut français de Prague.

DÉJA 100000 EX. VENDUS

JACQUES VERGES

LE SALAUD LUMINEUX

avec Jean Louis RABIER

336 p. 118 F.

LA PRESSE UNANIME!

"Mr Vergès s'inscrit dans une tradition française, celle du bien-être, celle de l'irrespect, celle du beau geste!"

"Un livre captivant. On peut trembler, avoir la nausée, s'enflammer de colère ou d'enthousiasme, jamais on n'a envie de le lâcher avant la dernière page..."

"Une position tranchée, des mots qui frappent, un goût affiché de la provocation"

Edition 1

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

17, rue de la Pompe 75116 PARIS

100.000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

17, rue de la Pompe 75116 PARIS

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

11 Mars 1997 sur la propriété littéraire et bénéficie d'une véritable promotion auprès de tous les médias.

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Les manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de la Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

1990 guerre ou paix?

JOURNAL DE L'ANNEE

ÉDITION 1990

LECAISSY & C

2, rue de la République

75001 PARIS

LIVRES • IDÉES

LETTRES ITALIENNES

Le vide devant soi

« Notre vie est hypothétique », dit Giuseppe Pontiggia.
La comptabilité céleste est encore une histoire d'illusion

LA COMPTABILITÉ CÉLESTE
de Giuseppe Pontiggia
Traduit de l'italien
par François Boucard
Albin Michel, 268 p., 120 F.

Avec *la Comptabilité céleste*, Pontiggia obtient la consécration publique qu'accorde le prix Strega, l'équivalent italien de notre Goncourt. Pour la petite histoire, il se trouve en compétition avec l'un de ses éditeurs, lui-même écrivain, qui publiait les *Notes de Calisto Tanzi* (1). Pontiggia reconnaît, discrètement, que la situation fut « insolite », mais « n'a rien changé leurs rapports ». On a du mal à imaginer en France que deux ouvrages d'une telle qualité littéraire soient en lice pour un honneur de cette popularité et que l'amitié des candidats ne soit pas entachée par le résultat.

Les nouveaux lecteurs que cette reconnaissance lui a acquis ont peut-être été déconcertés par la façon dont Pontiggia raconte son histoire. Il s'agit d'une disparition. Ceux qui restent mènent une enquête. Mais, contrairement à la conception traditionnelle d'un roman policier, l'identité du disparu n'est pas, peu à peu, reconstituée. L'auteur n'avance pas une à une les pièces d'un puzzle pour les emboîter : il ôte tous les soutènements de cet échafaudage artificiel qu'est un rôle social.

Le disparu, qui n'a été ni tué ni enlevé, a fui une certaine réalité, son métier (des affaires financières louches), ses liaisons sentimentales, sa femme (une poétesse ratée) et peut-être même la réalité. Thème pirandellien, encore que Pontiggia s'en défende, trouvant son précédent sicilien « surréaliste par les théoriciens de la littérature » et lui attribuant une « richesse plus intentionnelle qu'effective ».

Le roman, selon le principe qui avait déjà été appliqué par l'auteur dans *le Rayon d'ombre* (2), tourne autour d'un vide central. Avons-nous une autre existence que celle que nous offre le regard des autres ? « Nous vivons notre vie », dit Pontiggia, « comme si nous la possédions. Mais en fait, nous sommes toujours dans l'attente d'un sens. Notre vie est hypothétique ». Il cite, ici, un essai de Hans Vaihinger, la Philo-



Giuseppe Pontiggia : « Dans l'attente d'un sens ».

sophie du « comme si », auquel il a consacré une analyse dans le *Jardin des Hespérides* (3). « Nous vivons comme si notre vie était une autre, comme si notre condition et notre destin étaient différents de ce qu'ils sont ».

Au départ, Pontiggia avait pensé donner la parole à celui qui abandonnait la parole. Puis il s'est rendu compte qu'à travers les personnages secondaires, ceux qui restent, le frère du disparu (un critique de cinéma), sa maîtresse, sa femme, son neveu, son associé, à travers eux, à travers ses échos, à travers toutes ces traces laissées sur le sable, il pouvait faire le procès même de l'existence : « C'est la per-

ception de la disparition qui leur permet de se voir tels qu'ils sont. C'est comme un dieu inconnu qui les fait sortir de l'enfer de la famille » Point de vue plus « métaphysique » que psychologique, comme l'avait souligné, à propos de son précédent roman, Moravia.

Le titre français, différent du titre italien (*lo Grande Sera*, « le grand soir », qui se prêtait un peu trop, dans notre langue, à une interprétation politique, mais qui, dans l'esprit de Pontiggia, renvoyait aux poètes symbolistes et n'évoquait qu'une « éclipse ou l'annonce d'un tournant, d'un changement ») est, entendu « dans un sens ironique, simple rappel d'une préoccupation

métaphysique et d'un réalisme illusoire ».

L'illusion « dans notre monde dominé par la dimension du spectacle et de la publicité » sera le thème de son prochain roman, qui a pour héros un collectionneur d'art ancien, sur le point de mourir. La question de son héritage l'amène à s'interroger sur son passé et lui révèle le désastre opéré par la primauté de l'argent. Parallèlement, Pontiggia mène à terme un essai « composé de brefs chapitres plus proches du style narratif que de l'analyse académique » sur « le langage autoritaire », rappelant que la racine indo-européenne du terme latin *autor* signifie « accroissement de puissance ». Par ses œuvres de fiction et de réflexion, Pontiggia tente de saper les rapports de forces éphémères sur lesquels se fonde la vie sociale. Gadda est sa plus grande admiration littéraire, sans être son modèle stylistique. « Je travaille dans une langue claire, mais que parcourt une fêbre secrète. Je cherche à concilier la limpidité de la narration et la complexité des thèmes ». En revanche, le nom de Guido Morselli, qu'il cite comme est le « maître hors du présent et sa fuite hors du moi » trouvent naturellement leur place dans l'univers critique et romanesque de Pontiggia.

René de Ceccatty

- (1) Gallimard, 1991, le Monde du 15 février.
- (2) Maurice Nadeau, 1968.
- (3) Adelphi, 1984.

Les harmonies du désir et de l'attente

Le premier recueil de Mario Luzi
et une anthologie de son œuvre

LA BARQUE

de Mario Luzi.
Traduit de l'italien
par Jean-Yves Masson, bilingue.
La Différence, 160 p., 89 F.

DANS L'ŒUVRE DU MONDE

de Mario Luzi.
Traduit de l'italien
et présenté par Philippe Renard
et Bernard Simeone, bilingue.
La Différence, coll. « Orphée »,
126 p., 29 F.

Il y a au moins deux manières de regarder les premières œuvres d'un poète : en elles-mêmes, sans référence à l'œuvre ultérieure, ou bien à partir de celle-ci, du point de vue qu'elle offre la maturité. La première s'appuie sur une fiction ; la seconde conduit à mesurer des étapes, à reconstituer un périple sans surprise. L'auteur, lui, échappe à ce choix. Son regard, sa subjectivité, et éventuellement son émotion, lorsqu'ils embrassent le passé, réconcilient, unifient ce qui doit l'être.

L'œuvre de Mario Luzi est à présent largement publiée en France. Si elle n'est pas encore suffisamment reconnue, il faut en chercher la responsabilité du côté des lecteurs davantage que chez les traducteurs et les éditeurs, qui ont pris conscience de son importance. Après *Cahier gothique* et *Une libération*, recueils datant de l'immédiat après-guerre, traduits par Jean-Yves Masson, récemment, chez Yver (voir « Le Monde » des livres) du 10 novembre 1989), voici, par le même traducteur, les deux livres qui ont marqué les débuts de Luzi et ont fait de lui l'un des principaux chefs de file des « hermétiques » de Florence.

« Fonder l'objectif et le subjectif »

Sous une couverture d'un jaune trop hardi, qui oblige à cigner des yeux, sont rassemblés, à La Différence, *la Barque* (la Barca), premier recueil publié en 1935 (le poète a vingt et un ans) et *Avène-*

ment nocturne (*Avvento notturno*), le deuxième, datant de 1940. Parallèlement, chez le même éditeur, dans la collection « Orphée », paraît une anthologie de Mario Luzi, traduite et présentée par Bernard Simeone et Philippe Renard sous le titre *Dans l'œuvre du monde* (1).

« La Barque, c'était le départ, avec les moyens quelque peu aventureux qu'elle implique. Depuis, le voyage est le même. Le thème en est toujours la difficile intelligence entre l'expérience individuelle et l'objectivité, le désir de fonder l'objectif et le subjectif, dans un esprit de transcendance... », explique Mario Luzi dans l'entretien avec le traducteur qui ouvre le recueil. Chaque poète n'a qu'une chose à dire, qu'il répète, la soumettant à l'épreuve. Symbole du passage sur l'autre rive, celle de la mort, la barque est aussi l'image féminine et maternelle qui retient et préserve. Les harmonies sont celles du désir et de l'attente. Une grande vitalité anime l'être à qui le monde donne joie et espérance : « Amis depuis la barque on voit le monde / Et en lui une vérité qui s'avance / Intrépide, un sursis profond / Qui va des estuaires aux sources ».

Patrick Kéchichian

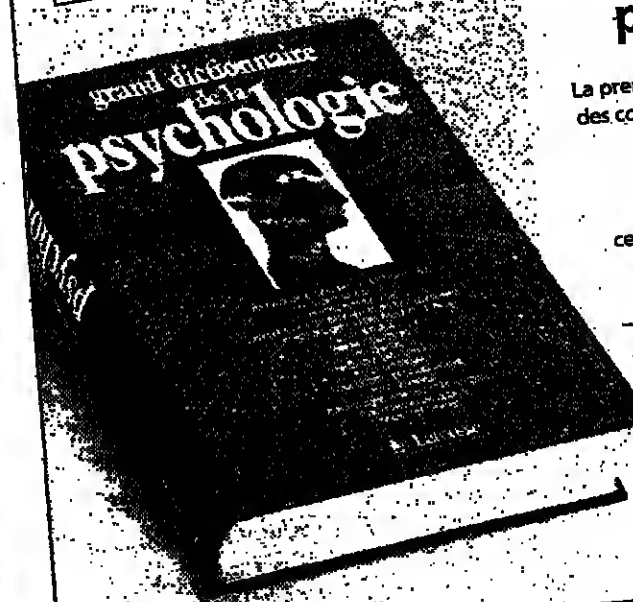
- (1) Mario Luzi présente, dans la collection « Orphée », les Poésies de Mallarmé.

■ Précision. — Le livre d'Ernesto Grassi *la Métaphore inouïe* (Quai Voltaire), dont Roger-Pol Droit a rendu compte dans « Le Monde » du 12 avril, a été traduit de l'italien par Marilène Raiola et préfacé par Alain Pons.



192 PAGES 132 F.

VIENT DE PARAÎTRE



le panorama complet des sciences psychologiques

La première approche pluri- et interdisciplinaire des connaissances en sciences psychologiques : psychologie, psychiatrie, psychanalyse, toxicologie, etc.

- Réalisé par 130 spécialistes, ce dictionnaire encyclopédique propose :
 - 3 000 définitions assorties d'analyses complémentaires,
 - des notices sur l'histoire des disciplines, la vie et l'œuvre des pères fondateurs, les institutions sociales,
 - un glossaire anglais-français.

1 vol. relié sous jaquette. (19 x 28 cm), 880 p.

Larousse

JEAN FAVIER

de l'Institut



LES GRANDES DÉCOUVERTES

Jean Favier



624 p.
160 F.

La « patte » du directeur des Archives de France est œcuménique. Son coup d'œil est vif, perçant, multiséculaire.

Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'Express*

« La logique d'Aristote est à un bout, l'œuf de Colomb à l'autre », explique Jean Favier. Que pourrait-on lire de mieux en cette veille de célébration du 500^e anniversaire de l'exploit du Génois !

Philippe Dufay, *Le Figaro Magazine*

Le directeur général des Archives de France, vrai puits de science qui a déjà montré ses talents dans d'autres ouvrages, raconte en un seul volume le mouvement des peuples, des marchands, des découvreurs, et cette soif de déplacement, cette recherche d'horizons toujours nouveaux, parfois en quête de profit, qui semble étreindre notre espèce. Un très grand sujet qui n'avoit jamais été traité avec cette ampleur.

Annette Colin-Simard, *Le Journal du Dimanche*

FAYARD

سكزا ابن الاصل

LE RETOUR DES CHAUVES-SOURIS BLANCHES

de Marian Pankowski.
Traduit du polonais
par Elisabeth Destree-Van
Wilde.

Actes Sud, 230 p., 110 F.

LES PIANOS DE LITUANIE

de Johannes Bobrowski.
Traduit de l'allemand
par Laurence Cassagnau,
Maren Sell, 173 p., 89 F.

CONTES FERROVIAIRES

de Cholem Aleichem.
Traduit du yiddish.
Liana Levi/Ed. du Scribe, 254 p.,
120 F.

CORRESPONDANCE ET ESSAIS CRITIQUES

de Bruno Schulz.
Traduit du polonais
par Christophe Jézowski,
François Lallier, Dominique
Sila-Khan.
Denoël, 430 p., 185 F.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Un carrefour des langues



Bruno Schulz : Autoportrait (vers 1935)

QU'EST-CE que cela signifie être « écrivain polonais » ? ... Le dernier prix Nobel de littérature polonais Czesław Miłosz vit en Californie, Witold Gombrowicz n'a jamais revu la Pologne après 1939, le grand dramaturge-nouvelliste Slawomir Mrozek est au Mexique après avoir passé plus de vingt ans à Paris à l'adresse de l'avenue Franco-Russe (1), Herling-Grudzinski est napolitain, Kazimierz Brandys parisien, Isaac Bashevis Singer new-yorkais, le romancier Tadeusz Konwicki, varsovien originaire de Lituanie, s'invente, dans son dernier livre, une grand-mère

juive, tandis que Marian Pankowski, citoyen belge né dans les Carpates d'Ukraine, se compare à une « chauve-souris blanche »... Pourtant, hors de l'empire des Habsbourg, hors de l'empire des tsars, une forme de ce qu'on appelle « la polonité » s'était élaborée qui survivait aux partages, aux déportations et aux exils, aussi bien qu'aux apports de populations hétérogènes qui, le temps de plusieurs siècles parfois, coexistèrent pour ensuite disparaître en ne laissant que la trace d'un passage.

« Comment définir les grandes orientations de la prose polonaise du XX^e siècle ? Identité unique ou multiple ? Individualisme ou socialité ? » Sur ces interrogations avait lieu, la semaine dernière (10-12 avril) à Villeneuve-d'Ascq, une rencontre passionnante du très vivant Centre d'étude de la culture polonaise de l'Université Charles-de-Gaulle-Lille-III - où le professeur Daniel Beauvois avait organisé, en 1987, un important colloque (1). Comment s'est opérée l'osmose des peuples et des cultures dans un pays véhiculant des lan-

gages divers ? La langue polonaise peut-elle toujours être considérée comme le seul et l'unique facteur unificateur ? Questions d'autant plus intéressantes qu'elles ne peuvent trouver de réponse simple, qu'elles en suscitent d'autres innombrables sur l'identité polonaise et qu'elles sont le terrain d'une littérature originaire. « Il serait, certes, quelque peu abusif de prétendre que la littérature polonaise est un melting-pot des langues et des sensibilités éparses, reconnaissant Marek Tomaszewski. Toutefois, force est de constater que, dans ce cas comme dans d'autres, la vraie cohésion culturelle est indissociable de la diversité. »

MARIAN PANKOWSKI (né en 1919) avait eu la bonne idée de venir à Lille, où son traducteur A. Van Grugten, son ancien étudiant, parlait de « la dévotion humaniste » de ce poète admirateur de Lesnain, dramaturge désormais joué en Pologne, auteur d'une œuvre de romancier particulière-

ment originale qui prend le contrepied de la littérature polonaise : laïque et anti-aristocratique, érotique et blasphemateur, gourmand insatiable des mots, des saveurs et des senteurs de son enfance à Sanok. Une œuvre de mémoire, qui n'ignore rien de la sensualité et même de la bestialité des corps,

mais aussi d'un humour parodique abondant en métaphores poétiques et en images, en situations scabreuses et en souvenirs poétiques, que nous avons découvert avec *Rudolf* (L'Age d'homme, 1982) et qui, ne voulant rien couper avec la patrie polonaise, nous ramène en même temps à l'enfant et à l'adulte qu'il est devenu. Ainsi, dans *Le Retour des chauves-souris blanches*, écrit en 1988-1989, Pankowski nous conte, comme en miroir, la rencontre, dans une auberge au cœur des Carpates polonaises, de deux touristes : un vieux professeur polonais émigré et une jeune sociologue ukrainienne installée aux États-Unis qui, le temps d'un séjour au pays natal, vont se raconter l'un à l'autre, se désirer, s'étreindre, passant de l'étrangeté à l'intimité, de la spontanéité volontiers scabreuse de l'enfance à la brutalité de l'adulte dans un récit vigoureux et raffiné, qui revendique à la fois la liberté et l'attachement à ses racines d'un homme « chauve-souris blanche » qui ne se vaudra jamais « émigré ».

endroits interdits de résidence aux juifs et rencontrant les « bons juifs de tous les jours », les dévots et les faux-dévots, les habileurs et les débrouillards, les tricheurs professionnels et les pigeons. Des trains rêvés par un conteur d'un autre temps dans une Ukraine polonaise telle qu'elle n'existera plus jamais.

Pologne où le juif était refusé, faisant au mieux partie d'une minorité exotique (« Quel dommage que tu sois juif ! » dit avec sympathie un des personnages d'un roman de Leo Lipski). Pologne où la langue yiddish, considérée comme un « jargon », n'a jamais été perçue comme faisant partie de la polonité. Rachel Ertel, reprenant des idées qu'elle a développées dans la préface de l'édition en français de *Khalistra* (Lachenaël et Riter, 1989) à propos de la prose littéraire et de la critique yiddish d'avant-garde en Pologne au début du siècle, stupéfa nombre d'auditeurs polonais qui n'avaient jamais entendu parler de Koulbak, de Warszewski ou de Peretz Markish et qui découvraient, grâce au colloque de Lille, comment avaient coexisté des littératures si proches qui s'ignoraient totalement et s'influençaient totalement.

PAR un autre phénomène de coécrit, l'œuvre d'un des plus grands prosateurs de langue polonaise, Bruno Schulz, n'a pas encore vraiment reçu la célébrité qu'elle mérite. Même si ses lecteurs passionnés font inmanquablement des émules. Même si de grands admirateurs de l'auteur des *Boutiques de cannelle*, tels Cynthia Ozick, dans le *Messie de Stockholm* (Mazars), ou David Grossman, dans son roman qui vient de paraître (Seuil), voir « Le Monde des livres » du 12 avril, ont créé des fictions en quête de ce personnage mythique et de son manuscrit perdu, le *Messie*. Même si un chercheur polonais Jerzy Ficowski s'est attaché depuis des décennies, à la manière d'un détective, à retrouver, par tous les moyens possibles, les traces et les écrits de celui que ses voisins ne connaissaient que comme le professeur de dessin du lycée. Faut-il encore présenter Bruno Schulz (1892-1942), né et mort - tué en pleine rue par un SS - dans une bourgade de Galicie, Drohobycz (aujourd'hui en URSS), dont la valeur exceptionnelle avait été reconnue par des auteurs en avance sur leur temps, comme Witkiewicz ou Gombrowicz, ou par de grands esprits de l'époque comme la romancière Zofia Nałkowska ?

Une grande nouveauté pour ceux qui ont lu les deux volumes de ses œuvres, *Les Boutiques de cannelle* et *Le Sanatorium ou croque-mort* (Denoël), et qui connaissent son œuvre graphique (chez Actes Sud) et veulent en savoir plus sur Schulz : la publication en un volume de la correspondance et de ses essais critiques, soit l'ensemble, mis à jour, des « découvertes » de Jerzy Ficowski (dont un choix de lettres « perdues et retrouvées » avait paru en 1979 chez Pandora). Lettres de 1921 à 1942 à ses amis, correspondance avec l'administration scolaire pour demander un congé ou une mutation à Vassovio ou à Lwow, critiques pour des revues à propos de *Ferdynand*, ou même des *Cloches de Bille*, de *Genitrix* ou de *Regain* (« Livre éblouissant. Giono ne décrit pas la nature, il en donne des équivalents exacts où se condense toute la charge du ciel, de la plaine, du vent, du blanc désert de la montagne. Tout vit chez lui »). Un volume capital d'un auteur qui traitait l'art épistolaire comme un véritable genre esthétique, et dont malheureusement beaucoup de lettres ont brûlé lors de la guerre. Il nous reste le souhait de pouvoir lire un jour les réponses de ses correspondants et de ses correspondantes. Qui sait ?

PARADOXALEMENT, les confins occidentaux (ou nord-est) de la Pologne suscitèrent au moins autant de frictions que les frontières mouvantes de l'Empire russe, mais peu d'ouvrages de fiction à ce sujet. Le hasard fait vraiment bien les choses en nous offrant justement les *Pianos de Lituanie*, un court roman d'un auteur de Prusse orientale qui ne mérite pas de rester inconnu. Johannes Bobrowski. Né en 1917 à la frontière de la Courlande russe et de la Mazovie prussifiée depuis 1795, à Tilsit (rebaptisée Sovetsk par les Soviétiques), ayant fait ses études à Königsberg (aujourd'hui Kaliningrad, enclave de la Fédération de Russie dépendante de M. Eltsine), soldat de la Wehrmacht en Russie, prisonnier de guerre en URSS jusqu'en 1949, mort à Berlin-Est en 1965, il est, comme un homme d'autres confins, Paul Celan, considéré comme un des poètes allemands majeurs de notre époque (2), dont les Editions du Seuil avaient publié un roman, *Le Moulin à Levine* (1966). Une zone de l'Europe stricte de frontières dialectales et des multiples lectures de l'Histoire qui obligent parfois, pour que la littérature n'y perde pas, à lire ce livre avec un atlas. Car les diverses tribus - des Allemands, des Polonois, des Baltes - accrochées à leur terre sont le fruit même de ce livre qui se passe à la Saint-Jean de 1936, à la frontière du Reich allemand et de la Lituanie indépendante.

Pourtant, on peut se demander pourquoi le traducteur débaïste le Niemen (en lituanien Nemunas) pour appeler « le Memel » la rivière qui sépare la Prusse orientale de la Lituanie, « notre Rhin allemand à nous », comme le dit un des personnages pronaïzes.

POLOGNE, juxtaposition de mondes qui ne se rencontrent pas, qui se refusent, qui ne veulent pas se connaître. En Pologne comme en Russie, a-t-on même considéré comme faisant partie de la littérature l'œuvre des premiers « classiques » de la prose yiddish, comme celle de Cholem Aleichem toute nourrie de culture populaire ? Né en Ukraine en 1859, contrairement de quitter le pays après les pogromes de 1905, mort à New-York en 1916, l'auteur de *Tevie le laitier* (Albin Michel), pourtant traduit dans une quarantaine de langues, n'a été internationalement célèbre que cinquante ans après sa mort à cause... d'une comédie musicale, *Un Violon sur le toit*, qui faisait repenser le mythe du juif d'Europe orientale surmontant, avec drôlerie et sans larmes, l'absurde des tracasseries quotidiennes, avec l'espoir d'une vie meilleure. On retrouve Cholem Aleichem dans ces *Contes ferroviaires*, un recueil de monologues composés entre 1902 et 1911 qui n'avaient jamais paru en français. Vingt monologues attendrissants et souvent plein d'humour d'un « voyageur de troisième classe » parcourant en train onze mois de l'année, sans s'arrêter, les

LA PENSÉE UNIVERSELLE



115, BOULEVARD
RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
TEL: 43 57 74 74

 RAYMOND PROCS "A L'OMBRE D'UN SOURIS" 48 pages, 48,50 F.T.T.C.	 VICTOR CHAURAND "UNE VIE" 64 pages, 52,80 F.T.T.C.	 ERIC DEMOULIN "L'ATTENTE" La fuite peut être utile 96 pages, 53,80 F.T.T.C.	 DOMINIQUE VALLEE "NOUVELLES PAS FRAICHES" La vie est une énorme farce 128 pages, 61,20 F.T.T.C.	 JEAN DANIEL DUFAUR "THEORIE DE LA CONSTRUCTION ET DES CONSCIENCES" Pour une meilleure compréhension de l'univers 84 pages, 52,80 F.T.T.C.
 CHRISTOPHE LACAMPAGNE "CHRISTOPHER FLOPPES" 112 pages, 64,40 F.T.T.C.	 GUSTAVE CHENIERE "VENTS D'ANGES" 80 pages, 52,80 F.T.T.C.	 ANDREE TINANT "CONTES POUR MON FRERE D'AFRIQUE" Expériences d'élèves sur l'Afrique Noire 192 pages, 78,10 F.T.T.C.	 GERARD MAS "LA RUPTURE" Culturelle, dogme 112 pages, 52,30 F.T.T.C.	 JEAN THEAU "RENCONTRE AVEC UN MEDIAN" Analyse perceptuelle extra-sensorielle 32 pages, 38,00 F.T.T.C.
 GILBERT MIRAN "LA DOUCEUR DE TON NOM" 128 pages, 67,50 F.T.T.C.	 JACQUES CECCHI "ACHTUNG ! LES REVOLTA" Truculent canular 80 pages, 54,90 F.T.T.C.	 ROBERT DE CHAMPEFLEURY "DU COQ A L'ANE" Etude sur nos animaux familiers 184 pages, 60,00 F.T.T.C.	 ARMIN STACHER "UNE DES DOUZE METOPES" Des champs à l'école 144 pages, 70,70 F.T.T.C.	 S. HANOUZ "NOUVELLE GRAMMAIRE BERBERE" La langue, les origines du peuple Berbère 304 pages, 102,50 F.T.T.C.

BON DE COMMANDE

Je commande à la Pensée Universelle

Titre : _____

Mon Nom : _____ Mon Adresse : _____

Je joins _____ F. pour _____ exemplaires

+ 12,50 F par livre pour le port.

Don Juan au Canada
288 pages, 118,20 F.T.T.C.

LIVRES

POLONAIS
et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

28. Le bilan spécial présenté chez Michelin
de la production américaine de pétrole remonte

29. Communication : le groupe Hachette se retire
du groupe Rizzoli-Corriere della Sera

34. L'opération « banques mortes » du 19 avril
35. Bourse de Paris

BILLET

Etrange record à Wall Street

S'il est difficile d'anticiper, il est parfois tout aussi délicat d'expliquer des mouvements, surtout lorsqu'il s'agit de fluctuations boursières. L'interprétation du nouveau record de Wall Street, mercredi 17 avril, jour où l'indice Dow Jones a pour la première fois de son histoire franchi la barre des 3 000 points, est particulièrement équivoque. Pour justifier cette performance et la fermeté de la place américaine, les analystes interprètent favorablement un silence jugé dans un premier temps déconcertant, celui de la Réserve fédérale, la Fed.

Depuis près de quinze jours, les différents marchés portant sur le mois de mars (augmentation du chômage, chute des mises en chantier, tassement de la production industrielle) confirment le ralentissement de l'économie américaine et laissent espérer un assouplissement de la politique monétaire de la Fed pour relancer l'activité. L'absence de celle-ci a tout d'abord désorienté les investisseurs et pesé sur le marché. La mutisme des autorités monétaires persistant, ce silence est, depuis le début de la semaine, interprété comme un signe encourageant. La Fed ne jugerait pas nécessaire de baisser les taux d'intérêt, estimant que la reprise économique est suffisamment vigoureuse pour ne pas avoir besoin de coup de pouce. De plus, cette politique du statu quo permettrait de contenir l'inflation.

En fait, les marchés anticipent un redémarrage économique depuis la mi-janvier et une sortie de la récession, pour l'instant non confirmée. Aussi, toute nouvelle est-elle interprétée favorablement, avec ou sans baisse des taux. A Wall-Street, la hausse des cours (+ 15 % depuis le début de l'année) et l'intense augmentation de l'activité ont déjà fait de nombreux heureux : les firmes de courtage, dont les résultats trimestriels se sont considérablement améliorés comparés à ceux de l'an dernier, 1990 étant l'une des plus mauvaises périodes dans l'histoire des courtiers.

Cependant, il aura fallu neuf mois au Dow Jones, l'indice de la Bourse new-yorkaise, pour franchir la barre des 3 000 points. Ce temps de gestation aura été mouvementé puisque, entre le 16 juillet 1990 (2 998,75 points) et le 17 avril (3 004,46 points), le marché a traversé une dépression à la suite de l'invasion en Irak du Koweït par l'Irak, avant de connaître une formidable reprise le 17 janvier avec le début de l'offensive boursière qui s'est ensuivie à tout

autant surpris par sa force.

DOMINIQUE GALLOIS

La fin des cérémonies d'inauguration du nouvel organisme international La BERD n'est pas prête à lancer ses premiers programmes

Après les fastes des cérémonies, place aux négociations. Passées les trois journées - du 15 au 17 avril - consacrées à Londres à l'inauguration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), les administrateurs de la nouvelle Institution chargée de la mise à flot des économies d'Europe de l'Est devaient se mettre au travail jeudi 18 et vendredi 19 avril. Vote du budget, approbation de la stratégie globale de la banque et définition de la politique managériale dans chaque pays... Il faudra attendre encore plusieurs mois avant que la BERD puisse lancer ses premiers programmes, même si ses dirigeants avaient annoncé que ces derniers interviendraient dès l'ouverture.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Dans un climat alourdi par l'accueil glacial réservé à la BERD de la part de la presse britannique (voir encadré), les vingt-trois gouverneurs de l'institution ont présenté mardi 16 avril leur vision de l'institution. Plusieurs grands oliviers y ont participé, comme M. Jacques Attali, son président, a tenté de minimiser au cours d'une conférence de presse finale de mercredi.

Premier point de divergence : le rôle du conseil d'administration. Visiblement inquiets de l'étendue théorique du champ d'action de la BERD et de la vision très politique de l'institution décrite par M. Attali (qui irrite en particulier les représentants des pays anglo-saxons), les gouverneurs ont insisté sur la nécessité de ne pas faire de ce conseil, selon le mot du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, un organe

consultatif, mais « un élément critique des opérations de la BERD... entièrement impliqué et informé ». Pour le personnel de la banque, composé en grande partie de banquiers d'affaires, ce conseil d'administration représente une charge énorme, tant financière - un quart du budget de la BERD - que pratique. A titre de comparaison, le Fonds monétaire international possède un conseil d'administration de taille identique, pour un personnel dix fois plus nombreux.

Les pays de l'Est réservés

Second point de débats : la politique de crédit de la BERD. Comme il fallait s'y attendre, plusieurs pays occidentaux ont insisté sur la nécessité de concentrer l'activité de la banque sur le développement du secteur privé plutôt que sur les grands projets d'infrastructure (1). Selon un Américain, « le budget de la banque pour le nettoyage de la mer absorbé par le nettoyage de la mer Balique, si l'on n'y prend pas garde ». En attendant, un fonds d'assistance technique, financé par l'Institut par bail pays, a été constitué. D'autre part, une interrogation demeure sur l'attitude de la BERD en cas de recul de la démocratie dans un pays. Pour l'instant, M. Attali s'est borné à affirmer que les opérations de la banque seraient revues en baisse, sans préciser comment.

Le rôle des pays de l'Est dans cette organisation constitue un troisième point de désaccord. Les représentants de l'ancienne Europe socialiste ont semblé, tout au long des cérémonies d'ouverture, très mécontents de ne pas être au premier plan de la BERD. Ils ont beaucoup insisté sur la nécessité de ne pas faire de ce conseil, selon le mot du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, un organe

Une proposition soviéto-hongroise d'union des paiements

L'inauguration de la BERD n'a pas donné lieu à l'annonce de programmes précis, mais a permis la discussion entre les premiers ministres hongrois et soviétiques d'un projet prometteur. Selon le ministre des finances de Hongrie, M. Mihaly Kucsi, son pays a proposé à l'URSS la mise en place d'une union des paiements bilatérale. La désintégration du système commercial du COMECON a considérablement désorganisé les échanges entre l'Est et l'Europe de l'Est, et la Hongrie devrait enregistrer cette année, selon M. Kucsi, un déficit commercial avec l'URSS compris entre 500 millions et 1 milliard de dollars. Selon le projet, les échanges commerciaux dans deux secteurs seraient privilégiés, et la BERD assurerait la compensation, c'est-à-

dire l'équilibre de ces comptes en fin d'année.

Les représentants de la nouvelle banque ont accueilli cette proposition avec beaucoup de prudence. Selon M. Sereini, l'un des vice-présidents, les experts de la BERD réfléchissent actuellement à la mise en place d'une union des échanges commerciaux entre pays de l'Est, mais il n'est pas encore certain qu'une telle union puisse figurer parmi les missions de la banque. Bilatéral, le projet soviéto-hongrois pose un problème à la BERD, organisme à vocation multilatérale. Pour l'instant, les dirigeants de la Banque ont simplement demandé aux responsables des deux pays de réfléchir et de revenir les voir avec une formulation plus précise.

Suivant le vote du Congrès

Le président Bush ordonne la reprise du travail des cheminots américains en grève

Le président George Bush a signé, jeudi 18 avril, la proposition de loi du Congrès sur l'état d'urgence qui doit mettre fin à la grève nationale des cheminots. La signature du président intervient quelques heures après le vote par le Congrès de ce texte ordonnant aux 235 000 cheminots employés au transport de marchandises de reprendre le travail.

NEW-YORK

de notre correspondant

Faute de parvenir à un accord sur la négociation de leur contrat de travail, les 200 000 adhérents de huit syndicats de cheminots américains s'étaient mis en grève le mercredi 17 avril, une décision qui, de l'avis du secrétaire aux transports, M. Samuel

Skinner, risquait de « perturber sérieusement » l'économie américaine.

Les représentants des onze syndicats qui compte la profession et ceux des compagnies de chemin de fer négocient sans succès depuis plus de trois ans une nouvelle convention collective. Pour tenter de sortir de l'impasse, l'administration avait constitué en janvier une commission chargée de présenter des propositions de matière d'effectifs, de salaires et de prestations sociales, lesquelles ont été pratiquement acceptées par trois syndicats regroupant environ 80 000 adhérents. Les huit autres ont refusé l'offre et leur était faite et considéré comme inacceptable le recours à la grève. Celle-ci, selon les calculs faits par l'administration, pourrait coûter environ 1 milliard de dollars par jour à l'économie américaine.

Conscient de l'enjeu, le président Bush est personnellement intervenu dans la bataille pour inciter les deux

parties à tout faire pour éviter un conflit durable. M. Skinner n'avait pas caché que l'administration envisageait de demander au Congrès d'invoquer le Railway Labor Act de 1926 pour s'opposer à la grève. D'après ce texte législatif, qui a déjà été utilisé dans le passé par les pouvoirs publics, notamment en 1970, les pouvoirs publics ont le droit d'intervenir directement dans les négociations entre syndicats et compagnies de chemin de fer (ou compagnies aériennes) pour les faire durer jusqu'à ce qu'un accord ait pu être trouvé.

Dès mercredi matin, la commission de l'énergie et du commerce de la Chambre des représentants s'était réunie pour élaborer un texte incitant les grévistes à reprendre le travail et pour tenter de trouver une issue au conflit.

SERGE MARTI

Dans un marché automobile en crise

Peugeot SA a réalisé en 1990 9,3 milliards de francs de bénéfices

Bonne année 1990 pour Peugeot SA (Peugeot et Citroën) dans une conjoncture automobile où la PDG du groupe, M. Jacques Calvet, a qualifiée de « tourmanche de Turner ». Le groupe affiche un bénéfice net de 9,258 milliards de francs, en léger retrait par rapport à 1989 (10,3 milliards) mais nettement au-dessus du 1,2 milliard obtenu par le concurrent Renault.

accru légèrement sa part sur ces marchés : 12,9 % contre 12,7 %. Le chiffre d'affaires a atteint 160 milliards de francs. La proportion de voitures vendues hors de France - un critère important dans la perspective de 1993 - a été de 58,2 % contre 56,9 % en 1989. Or ces performances semblent avoir été obtenues sans accroc, de rebais excessifs aux états. PSA a pu ne pas suivre la « guerre des prix » du secteur et sa marge est de ce fait restée, confortable : 15,7 milliards de francs en 1990, en recul de seulement 15 % sur 1989. Là est le secret.

Pourquoi cette différence entre les deux entreprises françaises d'une taille grosso modo comparable ? Le groupe nationalisé a souffert plus que d'autres (le Monde du 28 mars). De facteurs exceptionnels comme l'effondrement des économies d'Amérique du Nord, qui a entraîné un recul de sa part de marché, revenue à 9,9 %, dans un marché européen qui a commencé une déprime à l'été 1990. De facteurs internes, enfin et surtout, dus à la hausse de ses coûts de production.

Peugeot SA a bénéficié de l'effet inverse, souffrant moins que les autres constructeurs. Le meilleur critère en est le rapport du bénéfice sur le chiffre d'affaires, qui est de 5,8 % pour PSA, bien supérieur à celui des concurrents européens (4,2 % et 2,8 % qui s'est situé entre 0,2 % et 2,8 % ou qui a même été négatif avec des pertes chez General Motors ou Volvo.

Peugeot SA est donc, pour poursuivre la référence marine de son PDG, « un navire solide ». Le groupe a produit autant de voitures en 1990 qu'en 1989, malgré la baisse des marchés européens (2 220 000) et a

M. Jacques Calvet sait que rien n'est acquis, et il souligne ses « déceptions ». D'abord de voir son endettement remonter à 8,3 milliards de francs alors qu'il devait disparaître. Ensuite de ne pas avoir obtenu le 13 % du marché européen qu'il visait. Autrement dit, il n'est pas sûr que PSA puisse en 1991 se payer le luxe de ne pas faire de rebais, si, comme il le prévoit, le marché européen ne se redresse pas. Trois déceptions : les gains de productivité, qui n'ont été que de 4,7 % en 1989 et de 5,2 % en 1990, alors qu'il lui faudrait atteindre un rythme annuel de 8,2 %. Le « point mort » du groupe (volume de production au-dessus duquel il gagne de l'argent) est remonté de 1,1 million de voitures à 1,5 million. Après avoir doublé la productivité entre 1984 et 1989, PSA veut faire le même bond d'ici à cinq ans. « Il nous faudra rechercher en 1991 et 1992 des taux de 11 % environ », prévient le PDG. L'emploi, qui a pu être maintenu en 1990, s'en ressentira forcément.

E. L. B.

La distribution d'essence sans plomb

M. Bérégovoy saisit le Conseil de la concurrence

Le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, a saisi le Conseil de la concurrence du dossier délicat de la distribution du carburant sans plomb. Le lancement de ce produit, qui bénéficie d'une détaxe de 41 centimes par litre, a permis aux compagnies pétrolières de repaquer des parts de marché sur les grandes surfaces, après dix années de recul.

Les groupes pétroliers estiment que la vente du super sans plomb à indice d'octane 98 doit se faire sous

le label du fabricant car il s'agit, selon eux, d'un produit de marque, élaboré selon des règles propres à chaque compagnie. De leur côté, les grandes surfaces souhaitent distribuer ce produit qu'elles considèrent comme tout à fait homogène et accusent les compagnies de refus de vente. Le Conseil de la concurrence devra donc dire si les compagnies peuvent s'opposer à la vente du super sans plomb dans les hypermarchés et supermarchés, sous la marque de ces commerçants.

Les pompistes menacent de repartir en guerre contre les chèques sans provision. - Après le refus des banques de relever la garantie du chèque de 100 F à 300 F (le Monde du 17 avril), les pompistes menacent de repartir en guerre. La semaine du 1^{er} mai pourrait être l'occasion de nouvelles manifestations de mécontentement. Lors de la dernière réunion du Comité des usagers, pompiers et banquiers d'étaient pas parvenus à un compromis. Le Syndicat national des détaillants de carburants avait menacé de boycotter la carte bancaire et de n'accepter que des chèques inférieurs à 100 F. Pour M. Jean-Louis Dubrana, président du syndicat, les banques « sont les seules responsables » de la situation.

Pour la FINLANDE suivez les cygnes...

«Ché du pays FINLANDE». La ville blanche du nord se dessine à l'horizon autour du fort sud d'Helsinki et son grand marché coloré.

Par la joyeuse ambiance marine de sa capitale, ses rues, ses monuments, ses boutiques, la Finlande dévoile une de ses facettes au touriste arrivant par la mer. Le pays du temps de vivre, ses lacs par milliers et sa nature généreuse, vous attendent.

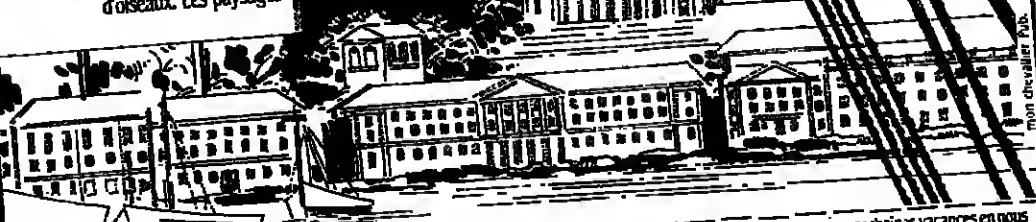
Et au Nord, la LAPONIE, un univers préservé : loin des bruits, vous n'entendez que l'eau, le vent, les chants d'oiseaux. Les paysages



se succèdent avec harmonie : collines et bois clairs où filent les rayons de soleil, lacs où les cygnes chantent, annonçant quelque heureuse prophétie, cours d'eau bouillonnants et transparents.

L'air du Nord y est tiède et le temps ne compte pas sous ce soleil de minuit, omniprésent tout l'été.

Et la Laponie vous donne envie de vous reposer un corps neuf : marche, canot sur le lac d'inari, pêche, randonnées en 4x4, bateau, mountain bike... autant de moments qui resteront inoubliables !



OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE
13, rue Hubert 75009 PARIS
Tél. : (1) 42 66 40 13
Telex : 3615 Finlande

Quel que soit votre choix : votre voiture, train, voyage organisé, vous saurez tout sur vos prochaines vacances en nous retournant ce coupon.
Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____

Finlande
naturellement votre

سكراين الاصل

ÉCONOMIE

SOCIAL

Pour pallier un déficit de 72,7 millions de francs

La Fondation nationale de la transfusion sanguine supprime cent postes

Le conseil d'administration de la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS) a adopté à l'unanimité, mardi 16 avril, un plan d'adaptation portant sur 95 millions de francs et prévoyant cent suppressions de postes. La FNTS a bouclé l'année 1990 avec un déficit de 72,7 millions de francs, dont 33,9 millions à titre de provisions pour le financement du plan social et la réorganisation de ses activités régionales.

Plusieurs raisons expliquent ce résultat négatif. Les médecins prescrivent moins de concentrés globulaires et transfusent plus facilement de l'albumine, ce qui a nécessité une réorganisation des activités de transfusion classiques. L'insuffisance de l'approvisionnement national en plasma a obligé la FNTS à se fournir à l'étranger et n'a pas permis de rentabiliser les infrastructures industrielles. Enfin des projets de coopération industrielle, avec le Brésil, la Hongrie, ou encore la Chine, ont dû être reportés.

voire annulés. L'augmentation des prix de cession des produits sanguins — une des principales sources de financement de la FNTS — a été insuffisante pour compenser le déficit prévisionnel de 1991 : 3,6 % de hausse réglementaire au lieu des 10 % attendus, selon le docteur Michel Garreta, directeur du CNTS, le Centre national de transfusion sanguine, géré par la fondation.

Le plan d'adaptation de la FNTS prévoit un retour à l'équilibre financier en 1991. Au total, cent postes devraient être supprimés (quarante et un postes vacants ne seront pas pourvus). L'Institut national de transfusion, qui poursuit des activités de recherche essentiellement fondamentale, est particulièrement concerné : trente-neuf postes y seront supprimés sur environ cent vingt : certaines activités de recherche devront, d'ici à la fin de l'année 1992, trouver des sources de financement extérieures ou disparaître.

MARTINE LARONCHE

□ **Marriott Roissy** services annonce le lock-out de 1 000 salariés. — Depuis le 15 avril, soutenus par FO, la CGT et la CFDT, une majorité des salariés de la société Marriott Roissy services étaient en grève. Le 17 avril, à compter de 19 h 30, et pour une durée indéterminée, la direction de l'entreprise a décidé le lock-out de l'ensemble des effectifs, soit 1 000 personnes. Marriott Roissy services fournit notamment les repas à de nombreuses compagnies aériennes faisant escale à Roissy et vient de perdre l'un de ses clients : la compagnie UTA, qui représentait 20 % de son marché. Un plan de restructuration, prévoyant des mesures sur les salaires et les qualifications, était en préparation.

□ **Grève à la verrerie Verdom de Puy-Guilhem.** — Une grève paralysait totalement, depuis mardi 16 avril, les activités de la verrerie Verdom, à Puy-Guilhem (Puy-de-Dôme), ville qu'administre

M. Michel Charasse, ministre du budget. Selon la CGT, 500 salariés ont débrayé, sur les 680 que compte l'entreprise. C'est la récente implantation d'un quatrième four (associée de la création de 50 emplois) qui est à l'origine du conflit, la CGT estimant que l'effectif actuel est insuffisant et la charge de travail trop importante. Le syndicat demande l'ouverture de négociations immédiates. La direction rétorque que ces négociations ne peuvent avoir lieu que le 28 mai, date à laquelle le nouveau four fonctionnera normalement. — (Corresp.)

□ **Renault** souhaite hâter le rythme des suppressions d'effectifs. — Renault, qui doit se séparer de 4 042 personnes d'ici à la fin de l'année, a proposé, mercredi 17 avril, des incitations financières pour les salariés qui accepteraient de quitter l'entreprise ou de se reclasser au sein du groupe avant le 31 août. Après cette date, des

conventions de conversion seront mises en place. Selon la CFDT, qui estime que Renault « accélère » les suppressions d'effectifs, « des listes de personnel excédentaire » seront constituées dans chaque établissement à partir de septembre.

□ **Adolphe Lafont** : 220 suppressions d'emplois. — Filiale du groupe André, la société Adolphe Lafont, spécialisée dans la vente de travail, va supprimer 220 de ses 640 emplois. Sur trois usines, celle de Gélard (Savoie-et-Loire), qui emploie 101 salariés, va être fermée et celle de Villefranche-sur-Saône va arrêter la production, ne conservant que le siège social, la coupe et les stocks. Le comité central d'entreprise est convoqué pour le 23 avril. Adolphe Lafont affiche un résultat courant avant impôt négatif de 20,6 millions de francs et un chiffre d'affaires, en baisse, d'environ 300 millions de francs pour l'exercice 1989-1990.

سكزا من الاجل

La présentation officielle du cinquième plan

Le comité central d'entreprise de Michelin s'est réuni dans une ambiance mouvementée

A l'issue du comité central d'entreprise de Michelin, réuni mercredi 17 avril à Clermont-Ferrand, dans une ambiance parfois mouvementée, les délégués ont esquisé la certitude qu'au terme du cinquième plan social il ne restera plus que 16 335 salariés dans les usines clermontoises. Lorsque la séance a été levée, les syndicats ont appelé à des actions sans en préciser les formes.

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Le 11 avril, M. Rogar Quilliot, maire de Clermont-Ferrand et sénateur du Puy-de-Dôme, avait déclaré, en présence de M. François Michelin, qu'après le cin-

quième plan les usines clermontoises devraient maintenir en poste 18 000 salariés. M. Michelin n'avait pas démenti. Le 17 avril, lorsque M. Daniel Mathieu (CGT), secrétaire du comité central d'entreprise (CCE), a posé la question des futurs effectifs clermontois, il lui a été répondu que le chiffre de 18 000 devait être considéré comme un objectif ne pouvant être atteint qu'après redressement de la situation actuelle.

Lors de l'une des nombreuses interruptions de séances provoquées par l'intrusion de salariés dans la salle de réunion (quelques centaines d'entre eux avaient cessé le travail pour s'y rendre à l'appel des syndicats), M. Mathieu a parfaitement résumé la conviction des délégués : « Des si rien que des si pour que se maintiennent 18 000 salariés dans les usines de Clermont-Ferrand. »

La CGT n'a obtenu aucune précision sur le déficit de 5,2 milliards annoncé par le groupe à Paris. « Chez Michelin », commentait M. Mathieu, on n'a pas pour habitude de mélanger les problèmes du groupe et de la manufacture française. Le projet global de suppressions d'emplois (4 900, dont 2 432 à Clermont-Ferrand, 616 à Bourges, 330 à Montceau, 182 à Vannes, pour les usines les plus touchées, sans compter Orléans qui doit disparaître) n'a pas été commenté.

Chaque comité d'établissement se réunira ultérieurement. Les syndicats ont demandé la nomination d'un expert comptable (le cabinet Secafi Alpha a été retenu) afin d'obtenir « tous les éléments à même de permettre d'apprécier la situation réelle de l'entreprise ».

JEAN-PIERRE ROUGER

M^{me} Marie-Odile Panlet devient secrétaire générale de l'Union des cadres CFDT

A l'issue de son congrès des 12 et 13 avril à Dijon, l'UCC-CFDT, Union confédérale des cadres et ingénieurs, a procédé au renouvellement de son équipe dirigeante. Secrétaire général sortant, M. Daniel Croquetta a été remplacé par M^{me} Marie-Odile Panlet. C'est la première fois qu'une femme est portée à ce poste dans une organisation syndicale de cadres.

Intervenant devant les congressistes, M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a de nouveau évoqué son « ambition » pour une « coopération » entre organisations syndicales et, pour ce faire, appelé ses militants cadres à plus de souplesse dans leurs rapports avec la Confédération générale des cadres-CGT (CGC). « Vous n'avez aucun complexe à avoir. Cependant, il faut aussi que vous acceptiez de voir la réalité telle qu'elle est », a-t-il déclaré. « Acceptez le dialogue, il est indispensable. »

ÉTRANGER

Après cinq années de déclin continu

La production américaine de pétrole remonte

Après cinq années de déclin continu, la production de pétrole des États-Unis a augmenté de 1,2 % au premier trimestre 1991, pour atteindre 7,5 millions de barils par jour. Ce renversement de tendance est une conséquence directe du conflit du Golfe : à la demande du gouvernement, les compagnies exploitant le plus grand champ américain, North Slope (en Alaska), ont pris une série de mesures afin d'accroître le rythme d'exploitation du gisement, tandis que, grâce à la hausse des cours, le déclin des autres champs était stoppé.

Conséquence directe de ce sursaut et du tassement de la consommation : les importations américaines de pétrole ont chuté de 17 % au cours des trois premiers mois de l'année, après avoir dépassé l'an dernier la moitié de la consommation. Le retournement de tendance est donc complet. Reste à savoir si sera durable. Depuis 1986, année record au cours de laquelle elle a atteint 9,2 millions de barils, la production américaine de brut a chuté au rythme de 5 % l'an. Le bas niveau des cours du pétrole ne permet pas de rentabiliser l'exploitation des gisements les plus anciens, et les zones les plus prometteuses étaient jusqu'ici fermées à l'exploration en raison des lois sur l'environnement.

Le nouveau plan énergétique présenté le 20 février dernier par le président Bush (le Monde du 22 février) prévoit de mettre fin à ce déclin et d'accroître la production domestique d'un bon tiers d'ici à l'an 2010, afin de réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis des importations. Conformément à ce plan, M. George Bush a aussi ordonné mercredi 17 avril au gouvernement fédéral de réduire sa consommation d'énergie de 20 % d'ici à l'an 2000, afin de réaliser une économie équivalente à 100 000 barils de pétrole par jour. Aux termes d'un décret, les ministères et autres agences du gouvernement devront réduire de 10 % leur consommation de fuel au cours des quatre prochaines années.

□ **Déficit des paiements courants de l'Allemagne.** — La balance des opérations courantes de l'Allemagne (marchandises, services, transferts) a été déficitaire de 1,6 milliard de deutschemarks en février, après un déficit de 2,1 milliards en janvier (chiffres révisés). Selon la Bundesbank, le déficit de février est lié en grande partie au premier versement aux États-Unis de la contribution allemande à la guerre du Golfe.

□ **Fortes croissances pour le Mexique en 1990.** — La croissance économique au Mexique a atteint 3,9 % en 1990, soit le taux le plus élevé depuis le début des années 80. La Banque centrale mexicaine, qui donne cette information dans son rapport annuel, souligne les effets positifs de la politique économique menée ces dernières années : lutte contre l'inflation, réduction du déficit budgétaire, privatisation de 61 entreprises publiques, rééchelonnement de 48,2 milliards de dollars de la dette extérieure privée, amélioration du secteur pétrolier.

La libéralisation des mouvements de capitaux

Les Espagnols sont autorisés à ouvrir des comptes en devises étrangères

MADRID

de notre correspondant

L'Espagne a franchi un pas important sur la voie de la libéralisation des mouvements de capitaux avec les deux mesures promulguées mercredi 17 avril par le ministre de l'économie. La première, la plus importante, autorise les Espagnols, pour la première fois dans l'histoire de leur pays, à ouvrir un compte en devises étrangères. Cette possibilité reste toutefois provisoirement limitée, pour raison de contrôle fiscal, les comptes ne pouvant être ouverts que dans des banques, nationales ou étrangères, installées en Espagne. La seconde mesure permet aux établissements financiers du pays disposant de dépôts en monnaie convertible de consentir dorénavant des prêts aux citoyens étrangers.

Si les responsables économiques avancent ainsi de plus d'un an et demi des mesures qui auraient dû de toute manière être appliquées à partir du 1^{er} janvier 1993, ce n'est pas par simple souci de jouer ou non le communautaire. Comme l'a reconnu lui-même le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, cette libéralisation des mouve-

ments de capitaux vise essentiellement, en stimulant la sortie de devises, à lutter contre les incessantes pressions à la hausse qu'enregistre actuellement la monnaie espagnole, plus particulièrement face au franc français.

Ces mesures seront-elles suffisantes ? Nombreux sont ceux qui en doutent à Madrid et considèrent leur efficacité limitée, à court terme tout au moins. Ainsi, il est peu probable que les Espagnols profiteront de la possibilité d'ouvrir un compte dans une monnaie étrangère tant que la peseta continuera à leur assurer la meilleure des rentabilités, en raison de taux d'intérêt qui restent les plus élevés de la Communauté.

M. Solchaga e d'ailleurs reconnu que ces taux d'intérêt constituaient en fait la véritable cause de la surévaluation actuelle de la peseta. Il a toutefois ajouté que le gouvernement, pour faire face à ce problème, préfère avoir recours à la libéralisation des capitaux plutôt qu'à une nouvelle baisse des taux : on considère en effet à Madrid que la lutte contre l'inflation est encore loin d'être gagnée et qu'il faut, dans ces conditions, éviter tout relâchement de la politique monétaire.

THIERRY MALINIAC

REPÈRES

ALLOCATION LOGEMENT

60 000 bénéficiaires de plus en région parisienne

Un décret, publié au Journal officiel du 14 avril, ouvre le droit à l'allocation logement à 60 000 bénéficiaires de plus en région parisienne. Cette mesure concerne les personnes seules et les ménages sans enfant, de moins de 65 ans, aux ressources modestes, locataires ou accédants à la propriété, qui jusqu'à présent restaient encore exclus juridiquement de toute aide personnelle au logement, selon les termes du ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer. Les intéressés doivent déposer leur demande à la Caisse d'allocation familiale de leur domicile. Cette mesure sera étendue à l'ensemble du territoire d'ici à 1993.

CONJONCTURE

Croissance de 1,6 % en France en 1991 selon l'IPECODE

La croissance économique en France ne sera que de 1,6 % en 1991, mais atteindra 2,4 % en 1992, prévoit l'IPECODE (Institut de prévisions économiques et financières pour le développement des entreprises), qui estime que la reprise ne « paraît pas clairement

assurée ». La progression du pouvoir d'achat du revenu des ménages se ralentit nettement : + 2,2 % cette année après + 3,4 % en 1990. La consommation des particuliers augmenterait nettement moins vite : + 2,3 % en 1991 et 1992 après + 3,1 % en 1990. Les investissements des entreprises croîtraient de 1,3 %, puis de 2,5 % en 1992 ; après + 4,6 % l'année dernière. Les exportations augmenteraient de 3,8 % puis de 4,8 % en 1992, après + 4,6 % en 1990. La hausse des prix resterait stable : + 3,1 % cette année et + 3 % en 1992.

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Un chiffre d'affaires en hausse de 5,3 % en 1990

Le chiffre d'affaires de la vente par correspondance (VPC) française a progressé globalement de 5,3 % en 1990, selon le Syndicat des entreprises de vente par correspondance et à distance. La vente aux particuliers a connu une croissance de 4,44 %, avec un chiffre d'affaires de 40,94 milliards de francs, tandis que la VPC aux entreprises a augmenté de 17,88 %.

La VPC allemande a connu une croissance record de 24,4 %, avec un chiffre d'affaires de 35,1 milliards de deutschemarks (près de 120 milliards de francs). La moitié du chiffre d'affaires supplémentaire a été réalisée dans les Länder de l'ex-RDA.

Soleil. Embarquement immédiat.

GUADELOUPE	3290F
REUNION	4590F
MARTINIQUE	3290F
GUYANE	3990F
SAINT-MARTIN	3290F
MAURICE	5990F

Le soleil au zénith, les plages de sable fin, la végétation luxuriante et le far niente comme art de vivre c'est ici et maintenant avec Air France. Du 13 mai au 16 juin 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels au départ de Paris.

Tarifs valables, pour la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique sur vols Air France ou Aériamérique. Tarifs applicables pour Maurice sur vols désignés exclusivement. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE

C'est le moment !

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.



Un projet de budget en déficit M. Bourges annonce des « économies drastiques » à FR 3

Trois jours après Antenne 2 (*le Monde* du 17 avril), le conseil d'administration de FR 3 a adopté, mercredi 17 avril, un projet de budget 1991 en déficit de 255 millions de francs. Les prévisions de dépenses sont so eff évaluées à 3,79 milliards de francs pour 3,58 milliards de recettes seulement. Malgré une radiance en hausse et une bonne progression du chiffre d'affaires publicitaire, l'audit de la chaine réalise ces dernières semaines prévoyait, à situation inchangée, un déficit plus important (400 millions de francs).

« Certains postes de dépenses seront donc soumis à une forte tension qu'il faudra maîtriser par une gestion particulièrement rigoureuse et des économies drastiques », a prévenu le président d'Antenne 2-FR 3, M. Hervé Bourges. Un plan social élaboré en

concerter avec le personnel accompagnera un plan de réorganisation de la chaîne qui s'intégrera dans le « Projet Télévision publique » annoncé lundi dernier et présenté en juin prochain.

Ce projet, en cours d'élaboration, prévoit un rapprochement de l'Antenne 2 et la voirie la fusion de certaines activités. Il devrait également se traduire par 280 millions de francs d'économies d'ici 1992 pour la troisième chaîne (150 pour A 2). Réuni le même jour pour le conseil d'administration de la 3, le comité d'entreprise de la troisième chaîne a émis une note très négative sur le projet de fusion. De source syndicale, on estime que « le gouvernement ne remplit pas ses missions d'« actionnaires principal » et a redouté un plan de licenciements sur le modèle de celui appliqué à la SFP l'an dernier.

M. Parretti perd les présidences de Pathé Communication et de la MGM

M. Giancarlo Parretti a perdu, mercredi 17 avril, les présidences de Pathé Communication Corp. et de sa principale filiale aux Etats-Unis, la Metro Goldwyn Mayer (nos dernières éditions du 18 avril).
M. Cesare De Michelis, frère du ministre italien des affaires étrangères, lui succède à la présidence de Pathé Corp., tandis que le producteur américain Alao Ladd Jr prend la présidence et la direction générale de la filiale dont il avait démissionné il y a quelques mois.

Personnalité très cotoyée aux Etats-Unis comme en Europe, M. Parretti reste cependant l'actionnaire principal du groupe Pathé/MGM et membre de son conseil d'administration. Dans un communiqué, le groupe annonce que le Crédit lyonnais, son principal bailleur de fonds, s'est engagé à lui fournir un financement complémentaire de 145 millions de dollars, à condition que la demande de mise en faillite présentée par ses créanciers, soit retirée (le Monde du 18 avril).

□ **M. Marmaduke Hussey** reconduit à la tête de la BBC. — M. Marmaduke, Hussey, seizième président de la BBC, a été reconduit, mercredi 17 avril, pour un second mandat de cinq ans. Ce choix de cootioité est une première dans l'histoire de la radio-télévision britannique. M. Hussey devra notamment renégocier, au cours de son mandat, la charte royale de service public de la BBC, qui vient à expiration en 1996.

La Générale des eaux équipe ses réseaux câblés en D2 MAC. — La Compagnie générale de vidéocommunications, filiale de la Générale des eaux, va équiper ses réseaux câblés pour recevoir quatre programmes en dix nouvelles normes D2 MAC. Une quarantaine de villes seront ainsi équipées, à commencer par Brest et Rouen, puis Lyon, Toulouse, Grenoble, etc. Les abonnés des équipes d'un terminal à deuxpass auront ainsi accès à des chaînes payantes dont Canal Plus (avec laquelle un accord est en discussion).

□ Le groupe Maxwell va céder 45 % du Mirror Group. M. Robert Maxwell a indiqué mercredi 17 avril, qu'il allait introduire en bourse entre 45 % et 49 % du capital de son groupe de presse.

Le groupe Hachette se retire du capital de Rizzoli - « Corriere della sera »

Le groupe Machette a traversé l'année 1990 sans trop d'ennuis. Mais les effets de la récession internationale sur son chiffre d'affaires 1991 et le financement du développement de la Cinq l'incitent à envisager des cessions. Ainsi, le premier groupe de communication français va revendre sa participation dans le premier groupe éditorial italien, Rizzoli-«Corriere della Sera» (RCS).

Le groupe Hachette se tire sans trop de difficultés de la mauvaise passe financière qu'a représentée 1990 pour les entreprises de communication. Il vient d'afficher un chiffre d'affaires 1990 de 30,047 milliards de francs, en hausse de 2,3 % par rapport à 1989 (29,358 milliards) et u

Mirror Group Newspapers (MGN), qui publie le *Daily Mirror*, le *Scottish Daily Record* ainsi que les hebdomadaires *the People* et *Sunday Mirror*, a réalisé en 1995 un chiffre d'affaires de 445 millions de livres et un bénéfice de 53,3 millions de livres (533 millions de francs). Le prix de vente des titres MGN sera annoncé le 30 avril. Selon divers analystes, la vente d'une part du capital de Mirror Group devrait rapporter 2 millions de livres à M. Maxwell.

[illegible]

résultat net hors plus-value de 231 millions de francs, en baisse de 27,8 % par rapport à celui de 1989 (270 millions de francs).

Cependant, les cessions réalisées en 1990 – notamment l'immeuble des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) dont Hachette a tiré 2 milliards de francs – et les 1,75 milliard de francs affectés en provision aux activités audiovisuelles du groupe, dont la Cinq, permettent à Hachette de dégager en 1990 un résultat de 492 millions de francs contre 469 il y a deux ans.

Les résultats enregistrés par Hachette au premier trimestre 1999 du fait de la récession internationale l'incitent cependant à la prudence. La chute des ressources publicitaires et ses magazines aux Etats-Unis, la nécessité de redresser la Cinq, France et de redéployer sa filiale éditoriale en Espagne, Salvat, lui font en

C'est le cas de la participation 10 % qu'Hachette avait acquise en 1987 dans le premier groupe éditorial italien, RCS, en échange de sa participation dans la holding presse d'Hachette, dans leur partenaire, les Publications Filipacchi.

La rumeur de ce retrait était intense depuis quelques semaines mais les dirigeants d'Hiattene la démentaient. Le Monde du 27 février M. Jean-Yves Haberer, PDG du dit lyonnais, a dévoilé l'opération dans la Repubblica du 17 avril indiquant que le groupe français « avait mandaté le Crédit lyonnais pour vendre la participation qu'il avait dans Rizzoli ».

M. Haberer précise aussi qu'« un Crédit lyonnais pourrait être l'acquéreur possible de cette participation, puisque la banque est un acteur européen ».

Le retrait d'Hachette de Rizzoli est dû à des mésententes entre le groupe, l'implantation, voulue par Rizzoli, de son mensuel *Max* en France ne s'est guère faite par le succès, à tel point qu'après quelques semaines des bruits couraient à propos de son éventuelle mais c'est surtout l'entrée de Rizzoli par le biais de sa filiale RCS dans le capital de TFI à hauteur de 4 % qui a profondément mécontenté M. Jean-Luc Lagardère, à la tête de PDG d'Hachette et de Matignon. L'analyse de la composition du

troniques entre Fiat, maison mère de RCS, et CGE-Alsthom a avivé la mauvaise humeur du PDG de Matra.

En vendant ces 10 %, Hachette pourrait récupérer 700 millions à 800 millions de francs. Ce retrait n'empêcherait pourtant pas Hachette et son ex-partenaire italien de poursuivre des projets communs en Italie et en Grèce (le *Monde* du 27 février). Mais il n'exclut pas d'autres cessions à venir.

— AVIS FINANCIER

COGEDIM

Le conseil d'administration de la COGEDIM, sous la présidence de M. Michel Lecoq, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 et a réalisé 5,5 millions de logements, pour moitié en bureaux et pour moitié en appartements.

Au cours de l'exercice, la société a pris en location, dans l'Ouest parisien, notamment dans le quartier de la Bastille, ainsi que dans certaines communes de la banlieue parisienne, un immeuble de bureaux de 100 places de parking, appartenant à la commune de Paris.

La politique patrimoniale poursuivie. Les cinq immeubles (17 500 mètres carrés) sont entiers au prix de revient de ces imme-

Le bénéfice du groupe, après impôt, s'établit à 323 millions de francs, en hausse de 23 % par rapport à 1990.

Le conseil proposera à l'assemblée générale d'attribuer un dividende net de 46 F par action.

Concernant 1991, malgré la crise du Golfe, le bénéfice de l'exercice

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COGEDIM
COGEDIM - RÉSULTATS 1990

Le conseil d'administration de COGEDIM, réuni le mercredi 27 mars 1991, sous la présidence de M. Michel Mauer, a enregistré les résultats de l'activité en 1990 et a arrêté les comptes de l'exercice.

COGEDIM a réalisé 55 milliards de francs de placements (dont 10 milliards de francs de placements immobiliers), pour moitié en bureaux et très majoritairement en Ile-de-France).

Au cours de l'exercice, la société a reconstitué son «approvisionnement foncier» en prenant position dans les ZAC importantes en cours de développement dans l'Ouest parisien, notamment à Courbevoie, Boulogne et Issy-les-Moulineaux, ainsi que dans certaines communes en évolution comme Massy.

La politique patrimoniale poursuivie. Les cinq immeubles de bureaux achevés ou en voie d'achèvement (17 500 mètres carrés) sont entièrement loués. La plus-value en réserve par rapport au prix de revient de ces immeubles peut être estimée à 400 MF.

Le bénéfice du groupe, après provision et frais financiers sur programmes cours, s'établit à 323 millions de francs avant impôt et 201 millions de francs après impôt, en hausse de 25 % par rapport à 1989 (et de 90 % par rapport à 1988).

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires de distribuer une somme net de 46 F par action, contre 41 F pour l'exercice précédent.

Concernant 1991, malgré un début d'année encore marqué par la crise du Golfe, le bénéfice de l'exercice 1991 devrait à nouveau dépasser 200 MF.

MOGLIANO VENETO. 15 MARS 1991.
AU CENTRE INTERNATIONAL
DE FORMATION GENERALI,
ON NE PARLE QU'UN SEUL LANGAGE:
LE PROFESSIONNALISME.



Comme chaque jour, ces cadres du Groupe Generali vont travailler sur les problèmes d'assurance les plus usuels comme les plus exceptionnels.

Venus des quatre coins du monde, ils se retrouvent pour échanger leurs expériences et dialoguer avec les experts du Centre de Formation International du Groupe Generali.

Dès leur retour, c'est promis, ils se feront un plaisir de vous faire profiter de tout ce qu'ils ont appris.

L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.
En France: Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, l'Équité, Fédération Continentale
Generali France, Européenne de Protection Juridique, Lutèce, Europ Assistance.

هكذا في الأصل

صلى الله عليه وسلم

AFFAIRES

Les Pays-Bas déclarent la guerre à l'automobile

Le ministre des transports, M^{me} Hanja Maij-Weggen, veut restreindre « l'automobilité » des Néerlandais

AVEC cent soixante-cinq véhicules à moteur au kilomètre carré, les Pays-Bas ont une motorisation cinq fois supérieure à la moyenne européenne. Cette densité explique l'acharnement mis par les gouvernements néerlandais à domestiquer la voiture. M^{me} Hanja Maij-Weggen, ministre des transports, explique pourquoi et comment.

« Pourquoi avez-vous déclaré la guerre à la voiture ? »

« Pour éviter que les Pays-Bas ne deviennent le Mexique de l'Europe. Entre 1986 et 1989, la circulation routière s'est accrue de 12 % en général et de 20 % sur les autoroutes. Nos études indiquent que si nous ne passons pas aux actes, ce que nous appelons « l'automobilité » sera, en 2010, de 70 % supérieure à ce qu'elle était en 1985. C'est inacceptable tant pour l'écologie que pour l'économie. »

« Le trafic routier est déjà responsable de 15 % à 20 % de la pollution de l'air. Nous avons calculé que s'il augmentait de 70 %, les émissions de gaz toxiques seraient multipliées par deux alors que dans les zones urbaines les normes de pollution atmosphérique sont déjà fréquemment dépassées. Il en va de même pour les nuisances sonores. Enfin, la création de nouvelles infrastructures routières conduit inéluctablement au morcellement du pays et au rétrécissement de l'espace vital de la faune et de la flore. »

« L'autre raison de notre inquiétude est de nature économique. Nous chiffrons à 3 milliards de francs par an le manque à gagner dû aux embouteillages quotidiens. Cette facture quadruplerait si l'usage de la voiture devait croître autant que nous le redoutons. De plus, les Pays-Bas ne pourraient plus être la plaque tournante du transport et de la distribution en Europe : environ le tiers des transports routiers et la moitié des transports fluviaux au sein de la CEE ont leur origine chez nous. A quoi servirait de disposer à Rotterdam du premier port du monde et à Amsterdam du quatrième aéroport européen si les camions étaient bloqués dans les « bouchons » ? »

« Notre objectif est de limiter la progression du trafic à 35 % tout en réduisant ses inconvénients. Ce qui suppose, en premier lieu, que tous les moyens de transport — voiture, camion automobile, autobus — soient aussi propres que possible. Par des subventions, nous aidons les transporteurs routiers à se doter d'un parc de véhicules répondant aux normes antipollution les plus sévères. Autre exemple : en 1989, 71 % des automobiles étaient équipées d'un pot d'échappement catalytique. Nous

voulons arriver aussi vite que possible à un taux de 100 %.

« Mais une partie des gains de cette politique sera réduite à néant si la circulation routière croît tout de même de 35 % ! »

« C'est précisément pour cela que nous voulons tout mettre en œuvre pour restreindre « l'automobilité » superflue, notamment dans le domaine des déplacements privés. Afin d'offrir des alternatives satisfaisantes, nous allons investir, entre cette année et 2010, quelque 60 milliards de francs en faveur des transports en commun. Il s'agit d'une véritable révolution : pour la première fois, les crédits affectés aux transports collectifs ont été presque doublés, dépassant même ceux destinés à l'extension de l'infrastructure routière dont j'ai réduit le montant de 57 à 39 milliards de francs d'ici à 2010. »

Aider les entreprises

« Comment comptez-vous dépenser cette somme ? »

« Une bonne moitié de ces crédits permettra de financer le développement et la modernisation de l'infrastructure ferroviaire ainsi que le doublement de la capacité des transports de trains. D'autre part, les quatre grandes villes du pays — Amsterdam, Rotterdam, La Haye et Utrecht — recevront environ 18 milliards de francs pour moderniser et développer substantiellement leurs réseaux de transports. Enfin, nous étendrons le système des autobus-express et des autobus-heures de pointe qui assurent les trajets domicile-travail en empruntant les autoroutes. »

« Les gouvernements des décennies 60 et 70 ont encouragé les Néerlandais à aller habiter en dehors des zones urbaines. L'intention était bonne mais nous en payons aujourd'hui les conséquences sous la forme d'une circulation routière intense, la distance moyenne entre le domicile d'un salarié et son lieu de travail étant de 30 kilomètres. Nous changeons notre fusil d'épaule : les entreprises sont désormais contraintes d'établir à côté de leur accessibilité par les transports en commun est garantie. Nous subventionnons à hauteur de 18 millions de francs la réalisation de plans de transports qui permettent aux entreprises d'aider leurs employés à moins utiliser leur voiture en leur offrant des solutions de transport. De tels plans seront, d'ailleurs, obligatoires pour les entreprises et les services de plus de cinq mille personnes, à partir de 1993, et pour les sociétés de plus de cinquante salariés, à partir de 1995. Dernier exemple : nous avons prévu

d'octroyer un avantage fiscal au salarié qui fera profiter de son véhicule plusieurs de ses collègues de travail, en pratiquant ce que les Américains ont baptisé le *car pooling* là où il n'y a pas de transports en commun suffisants.

« Notre ambition est claire : à l'heure actuelle, 20 % de Néerlandais utilisent régulièrement les transports en commun : nous voulons arriver à 40 %.

Péage électronique

« Favoriser l'usage des autobus et du train n'implique-t-il pas aussi que vous découragiez l'utilisation de l'automobile ? »

« On a coutume de dire aux Pays-Bas qu'il faut une mitrailleuse pour faire sortir de sa voiture un Néerlandais, qui est persuadé que se déplacer en automobile est plus rapide et moins coûteux que d'emprunter le train, le tram, le bus ou le métro. Pour inciter l'automobiliste à laisser son véhicule au garage, nous allons augmenter, le 1^{er} juillet prochain, les taxes sur l'essence et le super de

75 centimes (+ 25 %) et celles sur le diesel de 21 centimes (+ 17 %). La vignette coûtera également plus cher dans certains cas. Au total, les coûts fiscaux liés à l'utilisation de la voiture seront renchérissants de 34 % en moyenne (1).

« Nous envisageons également l'instauration d'un système de péage sur un certain nombre d'axes routiers de la conurbation Amsterdam-La Haye-Rotterdam-Utrecht et alentours. Ce péage électronique serait copié sur le modèle norvégien : l'automobiliste fixerait sur son pare-brise une carte chargée d'un certain montant qu'il franchirait les bornes de lecture à haute fréquence installées sur son parcours. Le tarif serait modulable selon les heures de la journée afin qu'une véritable régulation du trafic en résulte. Mais ce système ne sera pas opérationnel avant 1996. Aussi, pensons-nous créer dans l'intervalle une surtaxe « heures de pointe », inspirée de l'expérience de Singapour. »

« Le gouvernement fera connaître son choix au plus tard le mois prochain, mais le principe est d'ores et

déjà arrêté : un péage sera imposé dont le but est de réduire la circulation routière et ses recettes — qui varieront de 900 millions minimum à 3 milliards de francs maximum par an — serviront à financer, non pas le développement de l'infrastructure routière, comme en France, mais celui des transports en commun.

« Les camions seront-ils soumis à ce péage ? »

« Pour l'instant, je ne l'envisage pas. Le péage que nous souhaitons mettre en place visant à freiner le trafic des véhicules individuels, les camions en seront exonérés de même que les autobus et les taxis. Je précise que cette exonération profitera aussi aux camions étrangers.

« Cela étant, notre politique concerne directement le transport de marchandises par la route, qui pour l'instant croît de 30 % à 70 % à la suite notamment de la suppression des frontières en 1993. Nous souhaitons donc transférer une partie de ce trafic vers les voies fluviales et le rail. Si le Rhin reste bien la colonne vertébrale des Pays-Bas, nous allons désigner six voies navigables prioritaires qui seront aménagées et sur les-

quelles nous inviterons des investisseurs privés à créer six terminaux de dépôt et de transbordement des marchandises.

« Quant au rail, une nouvelle ligne de marchandises sera construite entre Rotterdam et le réseau ferré de l'Allemagne qui est notre premier partenaire commercial. D'autre part, la création de la ligne TGV Amsterdam-Anvers nous permettra d'utiliser la voie actuelle de façon plus intensive pour le transport des marchandises vers la Belgique et la France.

« Les Pays-Bas vont-ils vraiment participer à la création du TGV nord européen ? »

« Absolument. Le gouvernement a décidé le mois dernier de construire une ligne spéciale entre Amsterdam et Roosendaal. Le coût total du projet est évalué entre 7,5 milliards et 9 milliards de francs, dont la moitié serait apportée par des investisseurs privés et l'autre moitié par l'Etat. La partie publique des fonds est déjà disponible.

« Ne craignez-vous pas l'opposition des écologistes ? »

« Je leur ai expliqué que les avantages du TGV en termes de diminution du trafic routier et aérien étaient tels qu'il fallait accepter les petits sacrifices inhérents au tracé de la ligne nouvelle.

« Malgré son fondement écologique, votre politique n'est guère populaire. »

« C'est exact. Mais il en va ainsi à chaque fois que l'on tente de modifier en profondeur un système de transport et que l'on veut restreindre la liberté de déplacement des automobilistes. Lorsque le péage a été institué à Oslo, le public était hostile à 80 % ; aujourd'hui, les opposants ne sont plus que 30 %.

« La liberté totale de déplacement n'est donc plus de mise ? »

« Non. Le choix se situe entre, d'une part, une liberté totale de circulation et le chaos routier, d'autre part, une restriction de cette liberté et un système de transport décongestionné. Aujourd'hui, mes compatriotes grignent. Mais je préfère qu'ils bougrent et que leurs enfants soient satisfaits de notre action plutôt que l'inverse. Nous n'avons pas le droit de mener une politique dont les générations futures auraient à payer le prix. »

Propos recueillis par CHRISTIAN CHARTIER et ALAIN FAUJAS

(1) Parallèlement, le prix des transports en commun augmentera de 6 % par an, en 1992, 1993 et 1994.

Un ministre qui se sait impopulaire

C'est moins en pensant à son père — marchand de cycles — qu'à ses enfants et futurs petits-enfants qu'Hanja Maij-Weggen, ministre (chrétien-démocrate) des transports depuis novembre 1989, est partie en guerre contre l'auto au pays du vélo. « Les générations futures ne doivent pas pouvoir nous reprocher de n'avoir pas pris à temps les bonnes mesures », dit cette infirmière de formation qui, après avoir passé dix ans au Parlement européen, eut l'entreprise de soigner la boulimie de voitures dont souffrait, salon elle, ses compatriotes.

« Sa politique, qu'elle juge « créative et ferme », ne manque ni d'ambition... ni d'obstacles. Le premier résida sans doute dans la personnalité d'un ministre qui a la don de susciter des enthousiasmes contradictoires : un vrai fan-club réunit ses admirateurs, tandis que ses contempteurs plaquent sur leur pare-brise des autocollants l'invitant à déguerpir ! Déterminée mais cassante,



peu soucieuse d'arrondir les angles comme le voudraient les usagers en vigueur à La Haye, Hanja Maij-Weggen n'est pas non plus la favorite des professionnels du transport ou du monde politique. Mais une ma-

jorité parlementaire soutient, fût-ce en renâclant, les grandes lignes de son action.

Reste un discours qui, pour impopulaire qu'il soit — « Je suis dans le bas des sondages », reconnaît-elle — n'est pas sans rencontrer un écho : les autobus sont pleins à craquer, de même que les trains. Le ministère des transports mène une expérience de « télétravail » (à domicile) qui pourrait être élargie.

A l'occasion de la prochaine présidence de la CEE par les Pays-Bas, Hanja Maij-Weggen plaidera auprès de ses collègues européens — « Ils jugent mon action courageuse, mais politiquement dangereuse » — pour une « politique des transports plus respectueuse de l'environnement ». Elle remettra notamment sur la tapis la lancinante question du cabotage routier — « 30 % des camions roulent à vide » — et proposera une harmonisation européenne, vers la bas, des limitations de vitesse.

Ch. C.

Des planches à voile qui dopent le marché

Un nouveau procédé de fabrication donne à Marco Copello, un immigré italien installé dans les Pyrénées-Orientales, un avantage décisif alors que les ventes s'essoufflent

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

« R EDONNER aux amateurs de planche à voile l'envie de changer de matériel : ce pari est en passe d'être gagné par Marco Copello, un immigré italien de trente-sept ans, qui produit depuis près de dix ans des planches haut de gamme. Les industriels de la planche à voile se heurtent en effet à un véritable problème de marketing. Ils ont transformé l'image de ce loisir en mettant sur le marché depuis 1983 des petits flotteurs destinés à une pratique sportive. De 120 000 planches au début des années 80, les ventes sont aujourd'hui tombées à moins de 60 000. Les pratiquants renouvellent peu un matériel qui cite de plus en plus cher alors que les véritables innovations sont rares.

Qualité de la décoration et de la finition

Marco Copello a trouvé le truc. Sa nouvelle gamme rencontre un réel succès : 3 000 planches sont déjà commandées cette année alors que 1 000 ont été vendues en 1990. Ces modèles affichent des performances largement supérieures à la concurrence grâce à une nouvelle technologie de fabrication qui enfonce sous vide une mousse dure dans un sandwich de stratifiés.

Leurs qualités sont reconnues par les coureurs professionnels. Anders Brindgel, le vice-champion du monde, a accepté de diminuer ses prétentions financières pour être

assuré de courir cette année sur des planches Copello. Ses chances de remporter un titre mondial permettent au petit artisan des Pyrénées-Orientales qui s'est promis un jour que « les meilleurs planchistes du monde courraient un jour sous sa marque » de réaliser son ambition. Il a commencé à fabriquer des planches en 1982 dans un garage de 12 mètres carrés à Banyuls-sur-Mer pour payer la poursuite de ses études d'océanographie biologique. Peintre et sculpteur à ses heures, Marco Copello avait été fasciné en arrivant en France par une planche rapportée d'Hawaï : « Des objets aussi esthétiques avaient forcément un avenir commercial. »

En 1983, Marco Copello vend 70 « customs », qui portent la marque Swell Expression, aux pratiquants les plus expérimentés de la région de Perpignan. Ces derniers vantaient déjà la qualité de la décoration et de la finition. Un an plus tard, il rencontre sur une compétition Raphaël Salles, un des meilleurs coureurs français. Au cours d'une épreuve de la Coupe du monde au Japon en 1985, Raphaël Salles domine Robby Naish, le mytique premier champion du monde de la spécialité. D'une notoriété régionale, les planches Swell Expression passent à une renommée nationale à travers les articles de la presse spécialisée.

Marco Copello qui est inscrit depuis un an à la chambre des métiers de Perpignan, s'installe à Argelès-sur-Mer. Avec deux employés, il fabrique 340 planches dans l'année, une production qui doit cette fois être écoulée par un véritable réseau de distribution :



« En commercialisant mes planches, je réduisais les marges sur des produits vendus 6 000 francs au public avec très peu de valeur ajoutée en raison du temps de travail (une quinzaine d'heures) et du coût des matériaux. L'atelier artisanal est réorganisé : quatre personnes se répartissent alors chacune les tâches nécessaires pour fabriquer une planche : découpe du pain de mousse, décoration, stratification, glassage et finition. »

En 1990, 400 planches sont vendues dans toute la France. Les problèmes de stocks sont résolus par un système de pré-commandes : les clients choisissent les dimensions et la décoration de leur modèle par correspondance et dans les magasins

spécialisés. Marco Copello fonctionne en autofinancement complet : « La conjoncture dans la planche à voile est si mauvaise qu'il est hors de question de présenter à une banque un dossier sous cette étiquette. J'ai même été interdit de chèque pour un découvert de 600 francs. L'aide vient plutôt de la chambre des métiers de Perpignan dont l'un des experts visite les ateliers Swell Expression à la fin de 1984. Si l'allure assez bohème des « shapeurs » en maillots de bain recouverts de résine ne le choque pas, il s'étonne de découvrir factures et commandes dans un simple fût vide. Sur ses recommandations, un audit permanent de l'entreprise est organisé et Marco Copello se pré-

pare à la gestion par des stages de formation.

Dès cette époque, Marco Copello cherche à éviter une banalisation de ses planches : « Le seul moyen de garder une image haut de gamme consiste à raréfier le produit. Pour ne pas réduire la production, il nous fallait donc commencer à exporter. » Son entreprise n'a aucun moyen pour s'implanter à l'étranger. Il faut attendre plusieurs années avant d'espérer trouver une place à l'ISPO de Munich, le plus grand Salon européen des sports de plein air. Mais en 1986, Fondexpro (Fondation à l'exportation artisanale) finance un stand dans le hall planches à voile de l'exposition allemande pour les entreprises artisanales françaises. Les planches Swell Expression séduisent tant les visiteurs allemands, suisses, italiens et belges que 27 % de la production est exportée en 1987.

L'atelier emploie sept personnes. Les industriels mettent alors sur le marché des planches de plus en plus performantes : « Pour rester concurrentiel, il fallait développer des produits de plus haute technologie », raconte Marco Copello. Après l'utilisation de matériaux comme le carbone et le kevlar, son atelier met au point une planche à emorisateur, une innovation trop coûteuse à produire mais qui remporte un prix de 100 000 francs auprès des Banques populaires et une subvention de 70 000 francs de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR).

Fin 1987, Marco Copello découvre la technologie de fabrication « sandwich » des volants de compétition. Pendant toute l'année qui

suit, il réalise des prototypes de planches pour adapter le procédé. Le bilan de Swell Expression s'en ressent : les bénéfices de 200 000 francs réalisés en 1988 se transforment en déficit en 1989.

Une usine à Taiwan

Un directeur de société, qui a acheté un des premiers modèles de planche à voile, déclare immédiatement convaincu de son avenir commercial. Il investit personnellement dans l'entreprise, qui se transforme en SAREL au capital de 600 000 francs. A l'ISPO de 1989, un industriel de Taiwan propose à Marco Copello de sous-traiter la production en série des planches « sandwich » dans son usine chinoise.

Tout en continuant à produire 600 « customs » par an dans l'atelier-relais d'Argelès qu'il a racheté à la municipalité, Marco Copello met en place sa nouvelle stratégie commerciale. Le chiffre d'affaires de Swell Expression a augmenté de 70 % en 1990 et devrait dépasser 10 millions de francs en 1991. L'usine de Taiwan, qui emploie 70 personnes, est capable de produire 5 000 planches chaque année. Pour continuer à les vendre avec une étiquette de très haut de gamme, il met en place un ensemble de services à ses clients et se prépare à lancer une gamme d'accessoires mis au point et fabriqués avec les technologies les plus avancées. L'italien de Bolzano veut que dans le milieu de la planche à voile « le nom de Copello soit synonyme de classe ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

Les cimentiers

Le marché mondial du ciment. Ils ont cherché à...

Le ciment est un matériau de construction essentiel. Le marché mondial du ciment est en croissance constante. Les cimentiers cherchent à améliorer leurs produits et à élargir leur clientèle. Ils ont cherché à...

Les rêves de Khabarovsk

La capitale de l'Extrême-Orient soviétique, où M. Gorbatchev vient de faire escale sur la route de Tokyo, lorgne sur la manne des investissements nippons et sud-coréens

MACADAN, 500 km

mouvoir ce qu'ils n'ont pas le bassin de la mer du Japon, relevant qu'avant 1917 Ju

de notre envoyé spécial

ehent dans des lambadas sodi-
blées sur une piste de danse macu-
lée de traces de boue de la rue. Sur
la place Lénine, les passants restent
indifférents à l'énorme banderole
affirmant que la population est
"fière du Parti communiste". Les
présentoirs des magasins de l'Ave-
ou Karl-Marx sont pratiquement
vides. Si les dorées alimentaires
ont réapparu à la suite de l'aug-
mentation des prix du 1^{er} avril, les
produits de consommation font
toujours défaut : au rayon des
montres, depuis six mois, il n'y a
plus que des bracelets.

Après avoir fait subir un échec électoral cuisant aux représentants de l'ordre ancien (dont le commandant des troupes d'Extrême-Orient, chef du parti) eo votant pour un obscur ethiographe défendant des thèses écologistes, certains en sont aujourd'hui à regretter l'ère Brejnev : « Au moins on trouvait des produits dans les magasins », affirme un chauffeur de taxi. « Aujourd'hui, c'est le règne du blé ».

En dépit de ses grandes promesses, l'économie languit. « Elle est à l'image de nos magasins », commente M. Kreglikov, président de la chambre de commerce. Après avoir longtemps ogligé cette immense région (27 % du territoire), riche en ressources naturelles (50 % du charbon, 40 % poisson et 10 % du bois du pays) mais où ne vivent que 3 % de la population (8 millions d'habitants), Moscou s'intéresse à cette fenêtre sur les économies prospères du Pacifique.

Les hommes d'affaires japonais, une bouteille d'eau minérale à la main, les Sud-Coréens toisant leurs rigides compatriotes du Nord, le badge du Kim Il-sung à la boutonnière, ou les pilotes d'Alaska Airlines qui assureront bientôt une liaison Ankorage-Khabarovsk retrouvent le soir, dans l'immense restaurant aux murs couleur fraise, la nouvelle « bourgeoisie » locale qui « fali du rooble » au marché noir et dépense en ou diner le salaire d'un employé.

Malgré l'assourdissante musique disco, les premiers s'obstinent à parler affaires tandis que les seconds font ripaille ou se déhan-

Pour l'instant, les « zones à économie libre » tiennent plus de l'incantation que d'une réalité. « Il est vain de penser que l'on attirera des investissements étrangers sans d'abord développer les infrastructures », dit un responsable de la Banque mondiale.

Téléphoner à Nkyn ou même Nakhodka tient de la gageure. Le courrier en provenance du Japon transait par Moscou, met toujours trois semaines, mais Khabrovsk se dégage néanmoins lentement de son isolement. Outre liaison avec Niigata, une ligne Sèoni-Siogapour sera bientôt ouverte. Mais, sans autooomie sans infrastructures, le développement de sa fûire attendre

Japonais et Coréens du Sud hésitent. M. Kanamori, directeur du Centre de recherches économiques du quotidien *Nihon Keizai*, souligne le potentiel d'une région qui, si elle était mise en valeur, pourrait dépasser en importance l'Asie du Sud-Est. L'apport en main-d'œuvre étrangère est en outre amorcé : douze mille Chinois, Nord-Coréens et Vietnamiens travaillent dans la construction, le bois et le textile.

Enfin, les hypothèques politiques sont levées : la fin de la guerre froide s'est traduite par l'établissement de relations diplomatiques entre Moscou et Séoul, des pourparlers entre Pyoongyang et Tokyo et la visite de M. Gorbachev au Japon. Pourtant, même les plus optimistes reconnaissent qu'il faudra des années et des montagnes d'argent.

Sur place, les hommes nippons et coréens restent prudents. A leurs yeux, deux facteurs seront déterminants : la stabilité politique de l'URSS et des progrès gouvernementaux japonais dans l'octroi d'un droit de propriété sur la conténué territoriale. « En échange d'un geste soviétique, Japon fournit 20 milliards de dollars à l'URSS, l'Extrême-Orient soviétique devendra le champ de bataille des entreprises japonaises et coréennes », nous dit le représentant d'une firme nipponne existant sur le papier cinq cents ans avant les soviétiques.

mouvoir ce qu'ils nomment le bassin de la mer du Japon», rappelant qu'avant 1917 Japonais et Russes gèrent en commun la plus grande entreprise du monde de traitement du poisson. A Aomori, à l'extrême nord de Honshu, la banque régionale Michiooku est au centre d'une association de PME désireuses de tisser des liens avec l'URSS. A Niigata, c'est aussi autour de la banque locale que s'est constituée une association de promotion des investissements dans cette zone.

Exploitant l'embryon de cette zone de prospérité de la mer du Japon, des matelots soviétiques se livrent à un commerce juteux entre l'archipel et le continent : celui des vivres japonais d'occasion, nous venons exactement du rebut du parc automobile destiné à la casse. Ces véhicules étant considérés comme défectueux de la ferraille, il n'existe aucun statut juridique au Japon pour la statistique du naufrage. En URSS, l'implanté de langue date en URSS estime que presque toutes les voitures circulant à Nakhodka et Vladivostok ont une panne parce celles de Sakhaline et de Khabarovsk proviennent d'un trafic port-tout-vaux dix mille à quinze millions de ventes par an.

[illegible]

Comme il faut aussi des détachées, les marins se font sent chez les ferrailleurs de d'Oturu, Aomori ou Niigata matin-là, le premier porte l'épave une roue, le deuxième batterie et le troisième un teur, des matelots soviétique dirigeaient vers Niigata venaient de parcourir 3 kilomètres à pied : la marche risque encore longue vers la « Méditerranée de l'Extrême-Orient » Japonais ne donnent pas de maie.

PHILIPPE PONS

Aiguillonée par la concurrence
canadienne et américaine, Tokyo
coosidère ses positions. Toutes les
grandes maisons de commerce sont
désormais présentes à Khabarovsk.
Mitsui, qui auparavant traitait ses
affaires depuis Moscou, s'y est
implantée depuis un an. « D'ici
nous comptons nous étendre vers
Sakhaline, dont notre siège a fait
une zone prioritaire (pour la pros-
pection du pétrole), et à partir d'Ir-
koutsk, vers la Mongolie », nous dit
son représentant local.

Sur la côte est de l'archipel nip-
poo, les industriels entendent pro-

Soixante-dix entreprises mixtes ont été créées ces dernières années, en majorité par des Japonais et des Sud-Coréens. Ces derniers sont particulièrement actifs depuis deux ans. En 1990, un groupe pharmaceutique s'est même allié dans une joint-venture avec des Soviétiques et les Nord-Coréens (le Monde du 18 mars 1990). Les Coréens ont pour l'instant l'avantage de présenter leurs projets assortis de prêts publics (Séoul a promis 2 milliards de dollars à l'UBSS).

Les Japonais s'intéressent à la modernisation du port de Vanio, au nord de Sovietskaia, encore fermé aux étrangers. Ils sont en outre sollicités pour la construction de deux centrales : nucléaire près de Vladivostok et géothermique au Kamtebatka. Pour le moment, Coréens et Japonais se contentent de suivre l'exemple de l'administration centrale soviétique : raser les ressources naturelles sous couvert d'entreprise conjointes. Ainsi, plus de la moitié des 230 000 m³ de bois produits annuellement partent.

« Investir en Extrême-Orient »

Les cimentiers français organisent leur recherche

En tête sur le marché mondial, Lafarge-Coppée et Ciments français accordent une place importante à la recherche. Ils ont chacun créé des structures nouvelles : un groupement d'intérêt économique pour le premier, une société anonyme chez le second

Du ciment aux semences

Chaz Lafarge recherche ne porte pas sur les ciments, mais sur les biotechnologies.

rieurs. Si la moitié du budget de Technodes SA (120 millions de francs) provient d'une contribution du biding pour meoer des recherches à long terme, l'autre moitié est facturée : soit à des sociétés du groupe (qui peuvent bien s'adresser à d'autres prestataires si elles estiment pouvoir trouver mieux dans d'autres laboratoires), soit à d'autres cinématistes. « On esuile les plaques dans nos propres unités », explique M. Jean Cantacuzène, directeur scientifique et technique du groupe et PDG de Technodes SA. Sans risque de perdre son avance technologique : de un à deux ans dans l'industrie.

Outre l'intérêt financier et la stimulation qu'elle provoque au sein des équipes, cette ouverture est un moyen de nouer des partenariats.

oariats, avec éventuellement dans le collimateur l'idée de prolonger ce fleco technique par des biens financiers. Ainsi, en a-t-il été de la Campagne des ciments belges (CCB), actuellement contrôlée par Ciments français. « Ça a commencé par des biens techniques », raconte Jean Cantecroix, qui ajoute : « La société leur a proposé de vendre une salle de commandement. Le même type de stratégie est actuellement poursuivie avec des ciments des pays de l'Est. Tout demandant de les laisser passer d'un fonctionnement au pétrole ou au gaz à un fonctionnement à charbon ». S'ils se vendent à cher, les partenariats financiers, ni doute que la société qu'on dit partagée son savoir-faire technique sera mieux placée qu'une firme inconnue.

Chez le numéro un, L'Alarge-Coppé, la recherche a elle aussi un statut privilégié. Constitué en 1981, soit dix ans avant la SA des Ciments français, le GIE (groupe d'intérêt économique) est chargé de gérer le laboratoire central de recherche pour tous les linin la logique d'entreprise. Les membres du GIE sont les sociétés opérationnelles du groupe. Elles définissent une fois par an des projets et des actions de recherche en vue d'objectifs industriels précis, et apportent les moyens financiers nécessaires pour les atteindre (le budget du laboratoire central de recherche est de 100 millions de francs pour l'année en cours, pour un budget total de recherche pour l'ensemble du groupe de 400 millions de francs réalisés avec 620 personnes).

Le laboratoire central ne func-

timoine donc pas sur contrat à l'intérieur de l'entreprise et n'est pas ouvert à des clients extérieurs, même s'il collabore à de nombreux programmes de recherches avec des laboratoires publics ou privés. En outre, le groupe continue de favoriser une certaine décentralisation. Géographique : des laboratoires et centres techniques fonctionnent à proximité d'unités de production. Mais aussi fonctionnelle : alors qu'à Ciments français la société Theobalds SA est responsable non seulement de la recherche, mais aussi de la mise à niveau des clientèles acquises dans le monde entier, chez Lafarge, une direction des performances émiette les responsabilités parallèlement au laboratoire central de recherche. « On travaille en réseau », commente Jacques Lukasik, vice-président scientifique pour les matériaux et procédés du Lafarge-Coppée.

Chaz Lafarga Coppée, la recherche ne porte pas que sur les ciments, mais aussi sur les biotechnologies, en raison de la présence dans le groupe de la société Orsan, spécialisée dans la fabrication du lysina et des semences. Si quelques synergies ont pu être observées entre les deux activités, dans le domaine de la cristallisation et de la modélisation de réacteurs en particulier, les équipes de recherche fonctionnent séparément.

Dorée d'un budget global de 150 millions de francs, la recherche en biotechnologie est organisée selon un schéma assez classique : une partie (60 millions de francs) est effectuée au sein de laboratoires de recherche (deux sont en région parisienne et un troisième à Californie), et l'autre de façon décentralisée dans les directions départementales. L'un des deux laboratoires parisiens fonctionne en partenariat avec l'associé japonais d'Orsay, Ajinomoto.

ANNIE KAHN

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de PUSSOURES, mouton.
13, rue de Bassano, 16^e 47-20-98-15. frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT 12h.

RIVE GAUCHE — 10, rue de la Chapelle, 75018 Paris. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix.

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14
25 rue Frédéric-Santon (Maub.-Mnt.) F. dim.
12 h 30-14 h 30, 20 h
dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et cuisine traditionnelle.

Si elles poursuivent des stratégies comparables, les deux sociétés ont aussi un autre point en commun. Toutes deux font participer leur directeur de la recherche, Jean Cantacuzène pour Ciments français et Serge Feneuille pour Lafarge-Coppée, à tous les comités de direction. Et toutes deux ont embauché pour remplir cette tâche d'anciens directeurs scientifiques du CNRS.

هكذا من اجل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 18 AVRIL

Règlement mensuel

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			C.I.M.	945		Magnat	760		Etrangers		
Emp. Etat 8,25/87	7 96		C.I.T./A.M. (R)	2600		Méfil Molybd.	674	673	A.E.G.	855	
10,30/87 70,90	7 51		Coffins	256		Mun.	140 08	139	Alcan Ind.	338	
Emp. Etat 12,5/84	110 32	4 31	Coligny	380 60	381	Navigation (M)	213 80		Alcan Alu.	113	
Emp. Etat 11,5/86	111 43	1 88	Comptex	940	941	Océan	315	315	Am. Petroleum	240	
10,25/86 86	106 20	1 03	Ch. Industriels	4455		Océan	268		American Bonds	986	
DAT 10,5/2000	107 10	3 43	Ch. Lyon Almond.	436 50	436 50	Osage Petroleum	1000	1079	Asiatique	171	
DAT 9,5/87 127/897	108 30	2 09	Concordia	32 50		Palat Monomet.	600		Assurances Min.	560	
DAT 9,8/87 1/896	108 86	2 41	Cosme M&H Prov.	345		Palat Monomet.	199 50	200	Banco Popular Esp.	24000	
10,30/86 1986	106 56	3 37	Credit Agricole	711	711	Parifin (P)	650	648	S. Bagnard Ind.	08	
PTT 11,2/86	102 23	0 26	C. d'Alsace (C)	128 06	127	Parifin (P)	260	212	C. Bagnard	08 50	
CH 10,25/86	101 10	1 43	Catell	700		Paris Comm.	342 50	334	Ch. Bagnard	171	
CH 10,10/87	101 10	1 43	Darley	1760	1749	Paris Comm.	951	1003 d	C. Bagnard	173 50	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	1701	1701	Paris Comm.	1920		Chem. (S)	216	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	4050	4050	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	1180	1100	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	2800		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	1001	1001	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	200	282	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	774		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	360	360	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	3688	3711 d	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	2113	2140	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	277		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	142	147 00	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	1840		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	953		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	808		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	600		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	945		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	780		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	1720	1720	P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	2500		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	562		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	250		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	318		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	988		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	365 50		P. de l'Industrie	103		Est. (S)	540	
CH 8,50/87	101 10	1 43	Delaunay	2							

SICAV (sélection)

VALEURS	Emmission Francs Incl.	Rachet net	VALEURS	Emmission Francs Incl.	Rachet net	VALEURS	Emmission Francs Incl.	net
AL	1054 26	1028 95	France-Capit.	38 98	38 08	Méridien	127 12	122 72
AL	234 08	244 28	France-Capit.	128366 51	128366 51	Primea Gestion	976 67	939 68
AL	777 78	744 28	France-Capit.	236 98	235 55	Primea Oblig.	112 96	111 84
AL	7129 92	7128 92	France-Capit.	849 87	829 14	Primea Oblig.	28002 47	28002 47
AL	116 70	116 70	France-Capit.	1183 94	1183 94	Primea Oblig.	1076 30	1076 30
AL	1033 95	1033 95	France-Capit.	1183 94	1183 94	Primea Oblig.	122 32	126 78
AL	620 65	605 01	France-Capit.	4921 27	4921 27	Primea Oblig.	925 38	898 44
AL	1056 01	1056 01	France-Capit.	1305 42	1273 98	Primea Oblig.	101 74	135 35
AL	117 97	116 43	France-Capit.	13405 08	13368 79	Primea Oblig.	5377 53	5224 29
AL	638 52	618 07	France-Capit.	167 76	164 09	Primea Oblig.	1161 79	1144 52
AL	110 28	110 28	France-Capit.	133 29	133 29	Primea Oblig.	345 46	345 46
AL	118 81	118 81	France-Capit.	1229 70	1229 70	Primea Oblig.	10170 45	10119 96
AL	1132 54	1120 74	France-Capit.	12546 78	12546 78	Primea Oblig.	245 63	234 48
AL	11520 76	11520 76	France-Capit.	105215 86	105215 86	Primea Oblig.	755 13	720 89
AL	647 24	631 46	France-Capit.	13022 55	13022 55	Primea Oblig.	912 38	188 43
AL	7422 92	7422 92	France-Capit.	173 28	173 28	Primea Oblig.	12423 36	12423 36
AL	639 38	620 77	France-Capit.	302 68	302 68	Primea Oblig.	197 08	500 63
AL	648 70	648 70	France-Capit.	173 28	173 28	Primea Oblig.	13630 33	1374 42
AL	1052 94	1052 94	France-Capit.	264 50	264 50	Primea Oblig.	511 64	491 96
AL	389 86	389 86	France-Capit.	252 89	252 89	Primea Oblig.	154 45	1684 45
AL	1256 22	1256 22	France-Capit.	262 79	262 79	Primea Oblig.	12677 44	12677 44
AL	1672 74	1672 74	France-Capit.	207 85	207 85	Primea Oblig.	710 57	708 08
AL	108 28	106 10	France-Capit.	132 45	132 45	Primea Oblig.	1607 19	1674 86
AL	145 25	145 25	France-Capit.	445 15	427 01	Primea Oblig.	694 40	645 05
AL	135 24	135 24	France-Capit.	140 30	134 80	Primea Oblig.	111 87	103 65
AL	123 27	117 86	France-Capit.	192 33	184 95	Primea Oblig.	1407 07	1403 89
AL	118 81	118 81	France-Capit.	139 67	139 67	Primea Oblig.	2038 75	2038 75
AL	128 39	116 56	France-Capit.	1386 64	1386 64	Primea Oblig.	222 46	211 43
AL	5715 97	5711 28	France-Capit.	1661 92	1661 92	Primea Oblig.	221 76	213 43
AL	5902 40	5815 17	France-Capit.	1108 70	1108 70	Primea Oblig.	455 64	447 40
AL	1955 38	1977 71	France-Capit.	26708 54	26708 54	Primea Oblig.	1217 08	1217 08
AL	30 30	30 30	France-Capit.	207 85	207 85	Primea Oblig.	1369 33	1287 89
AL	121 13	116 56	France-Capit.	26708 54	26708 54	Primea Oblig.	590 08	567 77
AL	3169 58	3162 18	France-Capit.	207 85	207 85	Primea Oblig.	2333 82	2333 82
AL	394 08	394 08	France-Capit.	1013 05	1013 05	Primea Oblig.	235 30	754 52
AL	1177 65	1177 65	France-Capit.	5170 51	5170 51	Primea Oblig.	1194 13	1071 97
AL	123 27	117 86	France-Capit.	6132 78	6132 78	Primea Oblig.	1101 80	5881 63
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	594 54
AL	123 27	117 86	France-Capit.	1403 94	1403 94	Primea Oblig.	594 54	5

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché comou

هكذا في الأصل

NOMINATIONS

Le général Douin devient sous-chef d'état-major des armées

Sur proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 17 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• Terre. — Sont promus : général Paul Brulin, nommé chargé de mission auprès du chef d'état-major des armées ; général de brigade, les colonels Lucien Most et Philippe Rondot.

Sont nommés : gouverneur militaire de Marseille et commandant la circonscription militaire de défense de Marseille, le général de division Jean Mouscardes ; commandant la 6^e division légère blindée, le général de division Bernard Janvier ; commandant la 9^e division d'infanterie de marine et la 33^e division militaire territoriale, le général de brigade Michel Billot ; chef du bureau des officiers gé-

raux, le général de brigade Jacques Baton.

• Marine. — Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Marcel Le Clec'h ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Pierre Argouse.

• Air. — Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Yvon Coppin (nommé commandant des forces françaises de Djibouti), Gérard Baratte et Jean-Marie Gresse ; général de brigade aérienne, les colonels Christian Fontaine, Bernard Javouhey, René Perret, José Leitchnam et Francis Lardoux.

Est nommé sous-chef d'état-major des armées, le général de division aérienne Jean-Philippe Douin.

• Service de santé. — Est nommé directeur du service de santé de la 11^e région militaire, le médecin général Jean Stipon.

M. Marcel Bénichou président de l'ONERA

Le conseil des ministres du mercredi 17 avril a nommé, sur proposition du ministre de la défense, M. Marcel Bénichou au poste de président du conseil d'administration de l'Office national d'études et de recherche aéronautiques (ONERA).

(Né le 27 avril 1931, à Alger, M. Bénichou est ancien élève de l'École polytechnique (1951) et de l'École supérieure de l'aéronautique. De 1961 à 1966, il a participé au programme de développement des avions de combat Mirage, puis, de 1967 à 1974, à ceux des avions Transall, Atlantique et des hélicoptères. Après avoir été sous-directeur des affaires industrielles à la délégation générale pour l'armement (DGA), il devient, en 1981, directeur des programmes et des affaires industrielles, puis, en 1984, occupe le poste de directeur des constructions aéronautiques de la DGA, fonction qu'il quitte en mai 1986 pour prendre celui de délégué aux programmes d'armement, toujours au sein de la DGA.)

L'affaire Sarcoza

Une lettre du maire de Lyon

Après la publication, dans le *Monde* du 10 avril d'un article de Daniel Carton intitulé « L'affaire Sarcoza », nous avons reçu de M. Michel Noir, maire de Lyon, la lettre suivante qu'il nous demande de publier en vertu du droit de réponse :

Je m'étonne qu'un journal aussi sérieux que le *Monde* ait pu rapporter à mon encontre des insinuations malveillantes, des allégations infondées, des citations déformées par leurs auteurs auprès de moi à la suite de cette publication d'article, et des rumeurs recueillies auprès de quelques personnes et présentées comme représentatives de l'opinion lyonnaise.

Je ne souhaite à aucun homme, fût-il public, d'être ainsi attaqué dans son bon sens et à travers sa famille.

J'ai donc saisi le juge des référés pour obtenir une réparation immédiate à cette atteinte. Le tribunal reconnaissant dans son ordonnance du 16 avril que « les propos visent Michel Noir, en sa qualité de maire de Lyon, sont à l'évidence susceptibles de constituer une diffamation » a jugé que « les imputations incriminées ne peuvent être soumises qu'à la seule juridiction pénale ».

En l'état de notre droit, je devrais donc recourir à une procédure susceptible de durer plusieurs mois pour obtenir la réparation immédiate du préjudice causé. J'obtiens donc cette réparation lorsque les lecteurs auront oublié l'article évoqué, dont ils n'auront peut-être retenu que l'insinuation que mon nom n'est pas satisfaisant pour les victimes qu'elles soient. C'est malheureusement la seule voie de droit. J'y recourrai donc en poursuivant le journal le *Monde* en diffamation devant le tribunal correctionnel.

Le reportage de Daniel Carton décrit le climat dans lequel se déroule, à Lyon, un fond de polémiques et d'interrogations. L'affaire Sarcoza, du nom de l'ancien chef de cabinet de M. Noir, est la matière et qu'il faut l'objet d'une incrimination de complicité de vol avec effraction et recel. Dès la publication de cet article, M. Noir nous avait fait part de son mécontentement. Nous lui avions alors proposé de s'expliquer dans nos colonnes. Cela n'aurait certes pas été la première fois que M. Noir aurait publié un article dans le *Monde*. Cette fois, il a refusé, préférant s'en remettre à la justice dans le but de nous faire connaître, par assignation en référé au tribunal de Paris, à une publication par voie judiciaire, dans notre journal et dans neuf autres.

On sait ce qu'il en fut de cette demande, puisque dans l'ordonnance rendue en référé par M. Hugotte Le Foyer de Castil, celle-ci fut estimée non fondée (le *Monde* du 18 avril), car « la mise en cause de Michel Noir est l'objet d'un acte de la justice qu'elle ne peut justifier la publication d'un communiqué qui s'apparente à l'exercice d'un véritable droit de réponse ».

Dans sa lettre, le maire de Lyon affirme que des citations ont été « déformées par leurs auteurs ». Ces déformations ne sont pas parvenues jusqu'à la rédaction du *Monde*...

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 17 avril au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits.

Prévention des risques professionnels

Le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle a présenté un projet de loi modifiant le code du travail et le code de la santé publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transcription de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (...).

Le projet de loi a pour objet de transposer sept de ces directives. Il vise à combattre la recrudescence des accidents du travail constatée depuis 1988, par une meilleure prévention des risques professionnels. Il comporte notamment les mesures suivantes :

1) À partir de principes généraux de prévention, les obligations des employeurs en matière de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs sont renforcées. Les conditions d'information et de formation des salariés sont améliorées. Les obligations des salariés sont également renforcées.

2) La conception des équipements utilisés sur les lieux de travail et celle des moyens de protection doivent obéir à des normes fixées dans le cadre des procédures de certification communautaire. Le respect de ces normes s'impose à tous les stades de l'utilisation de ces équipements et matériels. Ces dispositions nouvelles traduisent un important élargissement du champ d'application des règles en vigueur en ce domaine.

Des contrôles renforcés sont destinés à prévenir la mise sur le marché ou l'usage d'équipements et de matériels non conformes.

3) Les moyens des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont renforcés. Le droit à la formation des représentants du personnel dans les établissements de moins de trois cents salariés est garanti, même en cas d'échec des négociations collectives obligatoires. Les obligations des employeurs sont élargies en ce qui concerne les moyens de fonctionnement des comités et le recours à un expert extérieur à l'entreprise.

Conformément au droit commun, les entreprises du bâtiment et des travaux publics sont tenues de constituer un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans tout établissement d'au moins cinquante salariés. De surcroît, en regard aux particularités de l'organisation du travail dans cette branche, les entreprises dont l'effectif est supérieur à cinquante salariés peuvent être tenues de constituer un tel comité même en l'absence d'un établissement de cette taille.

• Accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées (Le *Monde* du 18 avril.)

Les grands travaux

Trois projets lancés entre 1981 et 1988 restent à achever.

La seconde tranche du Grand Louvre, commencée en 1989, se poursuit conformément au calendrier prévu. Elle sera achevée en 1993. Elle comporte la reconstruction de l'aile Richelieu, la restauration des aménagements souterrains et le redéploiement de l'ensemble des collections du musée.

Le communiqué du conseil des ministres

Le parc de La Villette et la Cité de la musique doivent être achevés à la fin de l'année 1993. Après l'installation du conservatoire dans ses nouveaux locaux, la salle de concert et le musée de la musique sont en voie d'achèvement pour permettre au père et à la cité de remplir l'ensemble de leurs missions.

Après l'achèvement de la grande salle de l'Opéra de la Bastille, dont l'exploitation se développe progressivement, les ateliers de décors seront livrés à la fin de cette année.

De nouveaux projets ont été lancés depuis 1988.

1) Le projet de Bibliothèque de France est maintenant entré dans une phase active de réalisation.

La Bibliothèque de France sera non seulement ouverte aux chercheurs mais également à l'ensemble des lecteurs. Pour préparer son ouverture, la Bibliothèque nationale réalise les opérations préalables aux transferts des ouvrages : l'édification de la Bibliothèque de France poursuit les études de préfiguration du déménagement et du fonctionnement et prépare la mise au point du schéma directeur informatisé.

2) Depuis la désignation en mars 1990 de l'architecte du Centre de conférences internationales de Paris, le projet a été précisé. Celui-ci est conforme aux normes de l'Organisation des Nations unies et comporte une « maison des journalistes ».

3) Le programme de rénovation des musées de l'éducation nationale se poursuit. Après la grande galerie du Musée national d'histoire naturelle, dont la réalisation devrait être achevée à l'automne 1993, la rénovation du Musée national des techniques s'engage sur son site actuel pour regrouper ses collections dans la « médiathèque-vitrine technologique » de Chambéry se déroulant selon les calendriers fixés. De nouvelles opérations concernant le musée poitevin et la culture cannaise que à Nîmes débuteront dans les prochains mois.

Plus largement, deux cents chantiers de musées seront ouverts au cours des prochaines années. Cinq cents bibliothèques nouvelles seront créées. Vingt centres d'art contemporains seront également créés en province.

• La prévention sanitaire (Le *Monde* du 18 avril.)

INSTITUT

Election à l'Académie des sciences

L'Académie des sciences vient d'élire quatre nouveaux membres, deux dans sa section Sciences de l'univers et deux en Biologie humaine et sciences médicales. Il s'agit de :

— M. Jean Decourt, 56 ans, professeur de géologie à l'université Pierre et Marie Curie, spécialiste de la chaîne des Hélicéides, de la cordillère des Andes et responsable du programme Thétys, cet océan qui, voici 250 millions d'années, sépara les continents sud de ceux du nord ;

— M. Pierre Léna, 53 ans, astronome, professeur à l'université de Paris VII et spécialiste de l'astrophysique infra-rouge et des techni-

CARNET DU Monde

Décès

— Claire et Jacques Bauche, sa fille et son gendre, Pierre, Marie et Étienne Bauche, ses petits-enfants, Michelle Jobert, sa belle-sœur, André et Claire Jobert, son beau-frère et sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre Roger ARNOULT, ancien professeur à l'université Paris-Sud,

survenu à Garches (Hauts-de-Seine), le 17 avril 1991, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses proches ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mardi 16 avril, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

73, avenue de l'Yvette, 91440 Bures-sur-Yvette.

— M. Robert Deschamps, son épouse, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Solange DESCHAMPS, née Bianchet,

survenue le 16 avril 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, le vendredi 19 avril, à 14 heures, suivie, le samedi 20, de l'inhumation à Brétigny (Indre).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

76, avenue Paul-Doumer, 75116 Paris.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5602

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Je s'ouvre droit au but. — 2. Susceptible de laisser des traces de son passage. Passé. — 3. Privé d'emploi. — 4. Fleuve. Agent de destruction. — 5. Certaines ont bien fait d'ouvrir le bec dans la Rome antique. Pouvoir faire rougir. — 6. Prénom. Sans tâche. — 7. Symbole. Fait renouveler un geste. — 8. Porte des bois. — 9. Connu du fil, mais pas à redorer. — 10. Chantier. Sur diver le pire. — 11. Recouvrement des « cannes ». Fis déparatoire.

VERTICALEMENT

1. N'est pas capable de tout retenir. Initiales d'une ancienne star. — 2. Source de danger pour celui qui mène la barque. Fit « parure » très tardivement. — 3. Protégé d'un vaste étendue. Prémont des bords. — 4. Porte les couleurs. Est en feu. — 5. Qui n'expédie pas. Fait de régimes apparitions. — 6. Fait aller et venir. Travaille sur le sujet. — 7. Étreintes sans être victimes de la fatigue. — 8. On qui n'ait le signe. Première venue. Artiste. — 9. Peut être couvert de fleurs. On l'on a parfois du travail sur la pierre.

Solution du problème n° 5501

Horizontalement
1. Galopants. — 2. Layette. — 3. St. Pol. — 4. R. A. A. — 5. Inn. Enroulé. — 6. Est. Tri. — 7. Ur. Eriger. — 8. Sort. On. — 9. Eper. Noce. — 10. Star. On. — 11. Essai. Is.

Verticalement
1. Glorieuses. — 2. As. Entropie. — 3. Lys. Na. Rats. — 4. Ode. Tiers. — 5. Pêche. R. — 6. Attention. — 7. Na. Longon. — 8. Puits. Col. — 9. Epile. Fiers.

GUY BROUTY

— Son épouse, ses enfants, sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Louis BREBION,

rappelé à Dieu le 17 avril 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 avril, à 16 h 30, en l'abbatiale de Saint-Maxent-l'École.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. Xavier Desforges, son épouse, Nicolas et Corinne Desforges, Elisabeth et Nicolas Caron, Stéphanie et Philippe Berquin, Valérie et Philippe Thiebaud, Marie-Aude et Stéphane Viejeux, Raphaël Desforges, Lay Chéon,

sa sœur, Dominique, Constance et Jean-Baptiste Desforges, Alexandra, Dimitri et Aurélie Caron, Valérie et Romain Viejeux, ses petits-enfants, Martine et Claude Lanfant et leurs enfants, Christian et Françoise Gruzon et leurs enfants, Bernard et Sybille Gruzon, Dominique Desforges, Brigitte Groscaud et leurs enfants, Odile et Yves Eschallier et leurs enfants, Emmanuel et Béatrice Desforges et leurs enfants, Hélène et Jean-Pierre Barrera et leurs enfants, Gonagac et Marie-Ange Desforges et leurs enfants, ses sœurs, ses frères, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces,

M^{me} Jeanne Klein, Les familles Gruzon, Laburel, Le Sourd, Delattre, Desforges, Ginet, Daum et Péret, Et ses nombreux amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Xavier DESFORGES, née Catharine Gruzon,

survenue le 17 avril 1991, dans sa résidence de deuxième étage, musée des sciences de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée lundi 22 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Travail (59, rue Valenciennes, Paris-10) et sera suivie de l'inhumation le même jour à La Courbe-Boussey (Eure), vers 14 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

8, rue du Commandant-Schlossing, 75116 Paris.

— L'Association Accueil France Famille a la grande tristesse de faire part du décès de son secrétaire général

Jean-Marie GRAILLE-VERCHERE,

survenu à Paris, le 11 avril 1991.

Accueil France Famille, 5, rue François-Coppé, 75015 Paris.

— Le 13 avril est décédé

Michel KIEFFER, libraire.

Colette Kieffer, née Le Petit, son épouse, ses enfants, ses petits-enfants, sa famille et ses proches, demandent à tous ceux qui l'ont aimé d'avoir une pensée pour lui.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de La Frette-sur-Seine.

4, rue de Solferino, 75007 Paris.

— M. et M^{me} Jean Salmons et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Boulié et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean LAZARD, dit « Collez », chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance,

leur père et grand-père,

survenu le 17 mars 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 21 mars.

9, avenue Maréchal-Lyautey, Parc Talbot, 13007 Marseille, 3, rue Barthélemy, 92130 Issy-les-Moulineaux.

— M. Jacques Ruffié, 69 ans, titulaire de la chaire d'anthropologie physique au Collège de France et père en 1960 d'une nouvelle discipline : l'obétypologie qui permet d'identifier les individus, les populations par leurs particularités biologiques, hématologiques, immunologiques, cytogénétiques.

— M. Pierre Thiolais, 56 ans, chercheur à l'Institut Pasteur, spécialiste de virologie moléculaire connu pour ses travaux sur le virus de l'hépatite B qui ont aidé à la fabrication d'un vaccin mis sur le marché en janvier 1989 ;

— M. Jacques Ruffié, 69 ans, titulaire de la chaire d'anthropologie physique au Collège de France et père en 1960 d'une nouvelle discipline : l'obétypologie qui permet d'identifier les individus, les populations par leurs particularités biologiques, hématologiques, immunologiques, cytogénétiques.

— Christian Saglio, directeur de l'Institut franco-japonais de Tokyo, Et l'ensemble du personnel de l'Institut, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice PINGUET, ancien directeur de l'Institut.

(Né en 1928, élève de l'École normale supérieure, diplômé de lettres, Maurice Pinguet a enseigné la littérature française au Japon à partir de 1959, d'abord à l'université de Tokyo, puis à celle de Waseda. Il a dirigé l'Institut franco-japonais de Tokyo à partir de 1984, formant de nombreux étudiants japonais à la pensée française classique et contemporaine. Il a publié, en 1984, un livre capital sur la civilisation japonaise : *Le Japon moderne* (Japon (Ballmann), immédiatement traduit à Tokyo, tout comme son recueil d'articles : *Le Japon* (1987).)

— Thérèse Revon vous prie d'avoir une pensée pour son père,

Louis REVON, né le 11 janvier 1908, ingénieur en chef honoraire SNCF. Il fut directeur de CSF-Thomson, président fondateur des CFDT, officier de la Légion d'honneur, Mérite national. Reconnaissance française, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, médaille de la Justice, médaille de l'éducation surveillée.

Outre ses six enfants, il éleva joyeusement avec son épouse trois « bons-petits » et créa le premier foyer de semi-liberté pour délinquants.

Le 11 avril 1991, son regard étonné, puis serein, s'est éteint paisiblement.

Il a laissé « ses mots » : « En suivant lentement la route que j'ai prise, j'arrive maintenant au bout de mon chemin. Le soleil fatigué par la durée du jour s'estompé, en se couchant, l'ombre du grand sapin. » « Car la joie, quand elle la douleur est profonde, la joie est plus profonde que la peine. »

Nietzsche.

53, avenue du Maine, 75014 Paris.

— Le président, Les membres du conseil d'administration, Et le personnel de l'Association Espoir, centres familiaux de jeunes, La CFDT de Vigneul, Le service AEMO de Paris, Le service Accueil de Vitry, Les Clubs de prévention spécialisée du Val-de-Marne, Le dispensaire Saint-Vincent de Paris, Le service d'accueil et d'orientation du MIN de Rungis, Le siège social, font part du décès de

M. Louis REVON, fondateur des Centres familiaux de jeunes,

survenu le 11 avril 1991.

Une célébration aura lieu en la chapelle Notre-Dame-de-Compelein, place de la Frette-sur-Seine, le vendredi 19 avril, à 18 h 10.

— Christian Trasson, Mark Trasson, Léonard Hunk, Maria P. Hunk, Les familles parentes, alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Johe TRANSON-ACKERSDIJK, enlevée à l'affection des siens le dimanche 14 avril 1991, à Genève. Une pensée est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée.

— Le 19 avril 1979,

Heuri GARIE,

quittait les siens.

Son merveilleux souvenir restera toujours vivant dans le cœur de sa famille et de ses amis.

— Il y a un an, le 20 avril 1990,

Paul Lee SCHWARTZ, professeur à l'université Waseda, à Tokyo,

quittait ceux qui l'aimaient tendrement et le respectaient.

Henri Fallu, Tokyo, Hiroshi et Nobuko Nakayama, Tokyo, Akira Ezawa, Tokyo.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

MÉTÉOROLOGIE

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

Le 19 avril 1991

حکذا من الاجل

38 • Vendredi 19 avril 1991 •

Le Monde

ITALIE : le programme du gouvernement

M. Andreotti veut gérer « le passage de l'ancien au nouveau »

Ouvert le week-end dernier dans le chaos et la confusion, le processus de formation du « nouveau » gouvernement dirigé par M. Giulio Andreotti – le septième de sa longue carrière – s'est poursuivi, mercredi 17 avril, par la nomination des secrétaires d'Etat et par la présentation du programme politique de ce cabinet au Parlement. Sauf coup de théâtre de dernière minute, et malgré la défection du Parti républicain, le cinquième gouvernement de la République italienne devrait obtenir, vendredi 19 avril, le soutien d'une confortable majorité.

ROME

de notre correspondant

Aux trente-deux ministères déjà attribués se sont ajoutés mercredi soixante-neuf « sottosegretari » (les secrétaires d'Etat), ce qui portera à

cent un, le nombre total des membres du gouvernement. La quasi-totalité des précédents titulaires ont été reconduits dans leurs fonctions mais le cabinet comprendra deux personnes de plus que le précédent, ce qui, selon l'opposition, augure plutôt mal des promesses, réitérées mardi à la chambre, par M. Andreotti sur la nécessité absolue de réduire les dépenses publiques.

« Nous vivons une époque de transition, a notamment déclaré le président du conseil, et mon gouvernement est donc appelé à gérer le passage de l'ancien au nouveau (...). Nous serons jugés, a-t-il poursuivi, sur quatre points de repère : les questions institutionnelles, l'assainissement des finances publiques, la justice et la lutte contre la criminalité, et l'ajustement des services publics ». Pour ce qui concerne les réformes « opportunes et nécessaires », dont l'urgence s'est manifestée avec encore plus de vigueur ces dernières semaines, et dont l'absence fut d'ailleurs déplorée par les socialistes, M. Andreotti a confirmé ce qu'on savait déjà, à savoir que le gouvernement s'en occupera... après les prochaines élections.

Pour le reste, le discours de M. Andreotti s'est articulé autour de la répétition liturgique d'un certain nombre de grands principes et de petites mesures symboliques sans véritable portée sur les graves problèmes précités. Il est question d'une « meilleure coordination » de la force publique engagée contre la Mafia et ses dérivés. Il est envisagé de permettre aux magistrats qui le souhaitent de rester en poste deux ou trois ans après leur retraite légale pour combler « le déficit de la justice », et il est promis que le gouvernement prêter « une attention particulière » aux législateurs dysfonctionnements de l'administration publique.

Dans le domaine économique, M. Andreotti a repris à son compte un projet déjà bien avancé dans son étude, à savoir la privatisation, par le biais d'un projet de loi qui sera présenté « d'ici un mois », d'une partie des biens mobiliers et immobiliers de l'Etat. Après leur transformation prochaine en sociétés par actions, le trust pétrolier public ENI et la compagnie nationale d'électricité ENEL seraient ainsi les premières à se voir introduites en Bourse pour une part minoritaire de leur capital.

Une fois n'est pas coutume, c'est probablement le MSI néo-fasciste qui a le mieux résumé l'impression générale de la classe politique après le discours-programme du chef de l'exécutif : « Il s'est agi pour l'essentiel, affirme le communiqué de ce parti, d'une répétition fatiguée d'engagements déjà entendus dans des occasions analogues et qui sont restés lettre morte. On a ainsi l'impression que tout, y compris les urgences, est renvoyé à la prochaine législature ».

PATRICE CLAUDE

Sept jours après l'explosion du « Haven »

Des nappes éparpillées d'hydrocarbures arrivent sur la Côte d'Azur

NICE

de notre correspondant régional

Une semaine après l'explosion du pétrolier chypriote Haven dans le golfe de Gênes, et quatre jours après son naufrage, des nappes éparpillées d'hydrocarbures paraissent devoir atteindre la Côte d'Azur jeudi 18 avril dans la journée, après avoir été repérées la veille à une vingtaine de kilomètres de Menton. Cette menace était d'autant plus précise que les services de météorologie annonçaient un vent défavorable, d'est-nord-est, soufflant à 25 nœuds, avec une mer « agitée à forte ».

Un espoir subsistait, néanmoins, que la pollution transportée par le courant ligure soit maintenue suffisamment au large des côtes françaises et n'ait, en définitive, que des conséquences limitées. Toutes les dispositions ont, en attendant, été prises, dans le cadre du plan Polmar, pour contenir et traiter cette pollution si elle devait se rapprocher du littoral. Un deuxième système récupérateur-écraneur ESCA, devait rejoindre, jeudi, les six bateaux de la flotte affectée par la préfecture maritime de Toulon et déjà à pied d'œuvre, depuis lundi, dans la région d'Imperia. « Il ne s'agit pas, en tout état de cause, d'une marée noire, mais d'une pollution pétrolière résiduelle », a estimé le docteur Maurice Aubert, directeur du Centre d'études et de recherche de biologie marine et d'océanographie méditerranéenne (CERBOM), chargé, par la préfecture des Alpes-Maritimes, d'interpréter

les relevés effectués, deux fois par jour, par un avion des douanes de Marseille.

En une semaine, les nappes d'hydrocarbures échappées du Haven se sont, en effet, considérablement dégradées grâce, d'une part, à un phénomène naturel d'évaporation (environ 30 %) et, d'autre part, à l'action des bactéries marines « mangeuses » de pétrole.

« Mousse au chocolat »

Ces nappes, très fragmentées, se présentent désormais sous trois formes différentes : des irisations de surface, des émulsions plus consistantes évoquant une « mousse au chocolat » et des « croûtes » de pétrole carbonisé qui sont les plus facilement récupérables. Il paraît cependant impossible de capter tous ces résidus, qui couvrent, en bandes de 200 à 500 mètres de large, à des distances variables de la côte et qui ont déjà souillé plusieurs plages de la Riviera ligure.

Les autorités italiennes ont cependant réaffirmé, mercredi, que le Haven, dont six cuves sur treize seraient apparemment vidées, ne laisse échapper que des quantités infimes d'hydrocarbures. Le ministre de la protection civile, M. Nicola Capria, a annoncé, pour sa part, que les opérations de pompage sur l'épave du pétrolier seraient confiées à l'Ente nationale d'hydrocarbures (ENI). Aucune date n'a encore été fixée pour le début de ces travaux délicats.

GUY PORTE

FOOTBALL : la crise de l'ancien club de M. Claude Bez

Une solution en vue pour les Girondins de Bordeaux

L'ancien club de football dirigé par M. Claude Bez, les Girondins de Bordeaux FC, en redressement judiciaire depuis le 22 février, devrait éviter la liquidation. Le tribunal de grande instance de Bordeaux devait désigner, le 18 avril, un reprenneur. Selon toute probabilité, il s'agit de M. Jean-Denis Lange, associé à M. Bernard Cheron.

BORDEAUX

de notre correspondant

Le tribunal de grande instance de Bordeaux a examiné, le 17 avril, les six propositions de reprise parvenues aux administrateurs judiciaires, M^{rs} Chiquet et Philippot. Selon ces derniers les deux offres émanant des sociétés FINEMEX et SOLIMAN Finance, déjà concernées par les plans nébuleux de

l'éphémère président du club, Jean-Pierre Derose « ne présentaient pas les conditions requises par la loi ». Les PDG d'ADIA Interim, une entreprise de travail temporaire, et d'INVESTIMO, une société immobilière bordelaise, se sont désistés au dernier moment. Seul le PDG d'un groupe girardin de constructions bois M. Jean-Manuel Bajon, a abandonné la partie à l'issue de l'audience en raison de revendications des joueurs sur le solde des salaires et des primes de matches non prises en compte par les ASSEDI.

En revanche, MM. Lange et Cheron auraient trouvé un accord avec les joueurs qui auraient également accepté une baisse des salaires jusqu'à la fin de la saison. Le plan de cession de l'ex-vice-président du club prévoyait un apport de 20 millions de francs. Le passif des Girondins s'élève à 300 millions de francs, mais les repreneurs n'auront à rembourser qu'une partie des créances prioritaires. Les garanties d'emprunt accordées par les collectivités locales joueront. Enfin, les administrateurs ont facilité la tâche des futurs patrons : ils ont accéléré le dépôt de bilan de deux sociétés satellites du club, et ils gèreront la procédure de licenciement envisagée à l'encontre de quarante-cinq des cent deux salariés des Girondins de Bordeaux FC.

« C'est un plan très moral, très secour dans son esprit », affirme M. Jean-Denis Lange. Il assure bénéficier de l'appui de « gens représentatifs des institutions bordelaises ». Il pourrait s'agir de la société de développement régional Expanso et de grands noms du vin. MM. Lange et Cheron sont également assurés du concours financier de la mairie de Bordeaux ; la subvention de 8,3 millions de francs, inscrite au budget primitif 1991 de la ville, reste acquise au club. En revanche, le conseil général de la Gironde n'a pris pour l'instant aucun engagement.

GINETTE DE MATHA

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Nuit rose

B EN, mas cochons, question chose du machin, vous vous amusez pas, dites donc ! Pour avoir pas mal fréquenté les sex shops, — par pure curiosité professionnelle, attention ! — je vous savaie déjà très portés sur l'accessoire essentiel à vos plaisirs ou souffrances ou parages, mais alors pendant le fameux nuit rose de Canal X, pardon de Canal + vous avez vraiment battu tous les records de lubricité assistée.

De quoi ? De quoi ? Ah !, je vous en prie, ne jouez pas les innocents, les étourdis. On vous a vu par la vitre de vos lucarnes l'autre samedi, on vous a comptés. Vous savez combien vous étiez, devant le poste, à faire tressauter la couette ou les coussins du canapé, le regard fixe et les mains belladéuses ? 3,5 millions. Si, parfaitement, ils le disent cette semaine dans l'Express.

Mais le plus fort, c'est pas ça. Seuls 26 % des abonnés de la chaîne ont choisi de suivre les ébats, aux couleurs d'un étal de boucherie, des stars du porno cernées par les caméras. Encore une prise, les enfants. Merci, tu

fais gaffe à pas partir trop tôt et toi, Ginette, cambre bien les reins et rentre un peu le ventre pour pas que je loupe mon gros plein. Bon, on y va. « Fesses à confesse », clap onzième !

Ce qui signifie ? Sortez vos calculatrices et faites le compte. Pour les deux tiers des mœurs non seulement, c'était pas clair, c'était crypté ! Ils se sont évertués à deviner, derrière le mouvement qui déplace des lignes zigzagantes dans une nébuleuse griseille, ces affriolantes variantes du Kamasutra.

Moi, ça me saie ! Pourquoi préférer l'ombre à la proie ? Solitude ? Peur du sida ? Peut-être un peu. Mais surtout, c'est un peu de l'imaginaire. A ce moment-là, autant projeter sur l'écran noir de ses nuits blanches un petit cinéma intérieur. A croire qu'à l'ère de la communication tout passe par l'électronique. Même quand il s'agit de s'épancher en duo ou en solo.

Vous verrez que, dans les ménages, on fera bientôt chambre et minuit à part. C'est tellement plus civilisé que cette sale, vieille bête à deux ans. On est pas des sauvages !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 18 avril

Hausse modérée

Encouragé par le record historique de Wall-Street la veille, le marché français poursuivait sur sa lancée jeudi 18 avril. Après avoir ouvert sur un gain de 0,35 %, l'indice CAC 40 s'inscrivait à + 0,51 %. L'avance était modérée après une progression de 1,47 % mercredi. Du côté des hausses, figuraient Truffaut, Sextant Avionique et Peugeot. En baisse, on notait les certificats d'investissement BNP et Crédit Lyonnais.

DAVID SHIFF

1995 F

LE COSTUME EN SUPER 100

La plus vaste et belle collection de costumes, tailleur, vestes et pantalons en SUPER 100 signés par les plus grandes marques.

13 RUE ROYALE PARIS 8^e

4 RUE MARBEUF PARIS 8^e

SVM Mac

NOUVELLE FORMULE MENSUELLE

LES SECRETS DES IMAGES DE SYNTHÈSE

Spectaculaires, troublantes, plus vraies que nature, les images de synthèse sont désormais à la portée de tous, enfin presque ! SVM MAC vous montre et vous explique tout ce qu'on peut créer avec un Macintosh en appliquant quelques principes simples. Lisez vite SVM MAC et votre Macintosh va vous étonner.

Pour répondre aux exigences d'un marché en constante évolution et satisfaire les attentes de tous les utilisateurs, SVM MAC paraît désormais tous les mois. Découvrez vite ce nouveau SVM MAC avec encore plus de bancs d'essai de matériels et de logiciels, encore plus de conseils pratiques, de trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin.

LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC"

LIQUIDATION TOTALE

Avant travaux



MANIÈRE DE VOIR 11

LE MONDE diplomatique

PROCHE-ORIENT : UNE GUERRE DE CENT ANS

108 pages

42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AFFAIRES

La qualité japonaise, la fin d'un mythe • Les Pays-Bas déclarent la guerre à l'automobile • Les rêves de Khabarovsk... 31 à 33

Services

Abonnements... 12
Annonces classées... 30
Cartes... 36
Loto... 36
Marchés financiers... 34-35
Météorologie... 37
Mots croisés... 36
Radio-Télévision... 37
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 18 avril 1991 a été tiré à 496 913 exemplaires.